

هكذا من الإسرائيل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13232 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 14 AOUT 1987

## SERVICES

## MINITEL

La « faillite » de la politique de vente d'armes à l'Iran

## Le président Reagan a fait son « mea culpa »

### Une page tournée ?

En tirant les leçons de l'« Irangate », le président Reagan a voulu tourner la page sur l'épisode le plus pénible de son séjour à la Maison-Blanche. Pouvait-il faire autrement que d'assumer les responsabilités propres au chef de l'exécutif ? Ce n'est qu'à ce prix qu'un minimum de confiance pouvait être rétabli dans une opinion publique qui a clairement douté de sa sincérité.

Mais cette démarche s'accompagne d'un double aveu. Il y a eu un aveu de jugement, d'abord, dans les tentatives d'ouverture d'entreprises en direction de l'Iran ; il y a eu une ignorance, ensuite, de l'usage qui était fait, au profit des « contrats », des fonds en provenance de Téhéran. Bref, le président s'est non seulement trompé, mais il ne contrôlait pas l'administration qui agissait en son nom. Pour ne rien dire de la désinvolture avec laquelle étaient traitées les institutions... La déposition du lieutenant-colonel North en dit long à cet égard sur l'état d'esprit qui régnait à certains étages de la Maison-Blanche.

On ne saurait affirmer, dans ces conditions, que le président Reagan sort grand de ce « mea culpa ». Encore moins, malgré son désir, que — un trait ainsi tiré sur le scandale — les dix-sept mois qui lui restent à la présidence s'annoncent comme « productifs et prospères ». Le seul projet qui semble actuellement sur le point d'aboutir est celui d'un accord avec l'URSS sur l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire. Accord historique, certes, s'il est effectivement conclu, mais qui ne peut faire oublier le flou, les incertitudes qui entourent d'autres aspects de la politique extérieure des Etats-Unis.

S'agissant des conflits régionaux les plus chauds, Washington donne le sentiment de n'agir qu'au jour le jour, sans perspectives stratégiques. Dans le Golfe à l'égard de l'Iran, comme au Proche-Orient, les Etats-Unis peuvent-ils prétendre, malgré leur puissance, agir en maîtres du jeu ? Et leur obstination à tenir l'URSS à l'écart de cette ancienne chasse gardée de l'Amérique peut-elle tenir lieu de politique à long terme ?

En Amérique centrale même, l'attitude de l'administration américaine est pour le moins ambiguë. Le président Reagan n'améliore guère sa crédibilité quand il exprime d'un même souffle son attachement à la cause des « contrats » antisandinistes et son soutien à l'accord de Guatemala sur le Nicaragua conclu entre les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale.

Le problème est que le système américain ne peut fonctionner efficacement sans un président « en ordre de marche ». Il n'est pas sûr que ce soit le cas actuellement.

Le plan de paix en Amérique centrale  
Le président du Nicaragua en visite à Cuba  
Page 6

Décisions de la Réserve fédérale et de la Banque d'Angleterre

## Nouvelles solutions proposées à l'endettement du tiers-monde

La Réserve fédérale américaine a annoncé, le mercredi 12 août à Washington, des mesures destinées à faciliter la conversion par les banques de leurs créances sur les pays endettés en prises de participation dans le capital d'entreprises de ces nations.

La Banque d'Angleterre a publié, le même jour, à Londres, des instructions pour la constitution par les banques de provisions sur créances douteuses. Les banques centrales cherchent ainsi à faciliter la résolution du problème de l'insolvabilité de nombreux pays du tiers-monde.

Il y a cinq ans, à la mi-août 1982, avec la crise mexicaine, le krach financier mondial menaçait. Les autorités monétaires et financières des grands pays sont depuis à la recherche de mesures permettant de surmonter le problème permanent de la dette du tiers-monde, qui dépasse 1 000 milliards de dollars.

En mai dernier, la Citicorp, première banque américaine, annonçait la constitution de 3 milliards de dollars de provision sur ses prêts aux pays en développement. Cette décision traduisait un changement d'attitude des grandes banques outre-atlantiques et déclenchait un mouvement général : d'autres banques américaines, puis canadiennes et britanniques allaient suivre. Les banques, qui jusqu'alors limitaient leur action à réclamer le remboursement de leurs créances, acceptaient de rechercher de nouvelles voies.

Trois pistes étaient ouvertes : la constitution de provisions pour pertes, la vente d'actifs et la conversion de dette en titres de

participation dans des entreprises. Les mesures annoncées par la Réserve fédérale (la Fed) à Washington et par la Banque d'Angleterre à Londres indiquent que les banques centrales soutiennent officiellement cette nouvelle attitude.

A Londres, la Banque d'Angleterre a annoncé mercredi qu'elle avait envoyé à une centaine de banques britanniques des instructions pour la constitution de provisions sur les prêts aux pays en développement (au secteur privé comme aux Etats). Il faut rappeler que les quatre principales banques anglaises (NatWest, Midland, Lloyds et Barclays) avaient déjà annoncé leur intention de provisionner leurs prêts au tiers-monde à une hauteur de près de 3 milliards de livres cette année. Des recommandations en faveur de la constitution de provisions ont déjà été transmises aux banques en Suisse, au Canada, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis.

ERIK IZRALEWICZ  
(Lire la suite page 22.)



Lire page 6  
l'article d'Henri Pierre

Terrorisme et pouvoir économique-social

## La métamorphose des nationalistes corses

M. Michel Raynaud, procureur de la République de Paris, et M. Alain Marsaud, chef de la 14<sup>e</sup> section du parquet de Paris chargée des affaires de terrorisme, se sont rendus, le mardi 11 et le mercredi 12 août, à Ajaccio puis à Bastia, pour étudier les moyens d'améliorer la coordination de l'enquête sur l'embuscade qui a coûté la vie au gendarme Guy Aznar. Ce déplacement a été notamment motivé par les réserves dont le début de l'enquête a été l'objet.

BASTIA  
de notre envoyé spécial

L'omertà a bon dos. Cette fameuse loi du silence dont on se demande depuis des mois si elle

appartient ou non à la tradition corse pourrait bien n'être qu'un écran de fumée. Une fois sans issue, pour qui cherche à comprendre où le gouvernement, les élus insulaires et les commentateurs risquent d'épuiser un débat stérile.

Les Corses le savent ; certains, en secret, le confient avec d'innombrables précautions : si l'île se tait, si une chapelle de plomb paraît étouffer bien des lucidités sur les problèmes du terrorisme et empêcher plus généralement la Corse de trouver sa sérénité, ce n'est certainement pas en vertu d'une règle ancestrale, d'un quelconque code de l'honneur puisé dans les racines d'une ombreuse fierté méditerranéenne. Les Corses,

comme les autres, sont tout à fait capables d'aveux. Ils savent briser n'importe quel silence si cela les arrange ou leur est imposé par la nécessité. Aucune loi non écrite ne résiste, ici comme ailleurs, à la vengeance, à l'envie ou à l'intérêt. Non, si la Corse se tait, c'est plus sûrement parce qu'elle a peur.

Pas une peur panique, celle de l'assassinat qui peut encore se combattre par des représailles, ni celle, jusqu'à présent réservée aux continents, du plastique nocturne. Plutôt une peur rampante plus insidieuse, plus quotidienne, faite de mille craintes minuscules mises bout à bout.

PHILIPPE BOGGIO.  
(Lire la suite page 8.)

Le « libéralisme » en question aux Etats-Unis

## Le revers de la déréglementation

par Bruno Dethomas

La déréglementation, vaste mouvement parti des Etats-Unis dans les années 70, est en train de s'essouffler dans son berceau même. Son principe était simple : il reposait sur l'idée que le plus grand mal dont souffraient les économies était un excès de réglementation ; moins les autorités interviendraient, mieux se portaient les entreprises et, par ricochet, les consommateurs.

Ce postulat reaganien — posé pourtant en partie sous la présidence de Jimmy Carter — devait engendrer une série de dispositions de libéralisation à partir de 1977 : le fret aérien, l'aviation civile, le gaz naturel puis, sous la présidence de M. Reagan, la télévision par câble, les institutions de dépôt, les transports routiers,

suivis du pétrole, de l'industrie automobile (normes anti-pollution), des radios et des conditions de prêt des banques. Dans le même temps, sous la pression du pouvoir judiciaire et au nom de la loi anti-trust, le secteur des télécommunications était lui aussi « déréglementé ».

Or aujourd'hui, pour ne prendre que quelques exemples, on voit le Congrès passer une loi bancaire — que le président a signée le 10 août — qui « régleme- » certaines activités financières, vient au secours d'entreprises en faillite et accroît la protection des consommateurs. Les incidents et les protestations que la déréglementation provoque sont si nombreux en matière de transports aériens que l'on voit mal le législateur rester longtemps impassible.

On peut interpréter le déclin de cette mode comme un échec global de la politique mise en œuvre par le président Reagan : si la déréglementation était destinée à renforcer le tissu industriel et la compétitivité des entreprises américaines, elle n'a pas fait jusqu'à présent la preuve de son efficacité depuis dix ans qu'elle a été lancée, le déficit extérieur des Etats-Unis étant là pour le souligner. Le sentiment d'une concurrence déloyale, notamment de la part des pays d'Asie, a sans doute aussi joué contre cette volonté de concurrence à tout va. N'a-t-on pas vu certains dirigeants de l'industrie automobile, comme Lee Iacocca, réclamer de nouvelles règles pour protéger le marché américain ?

(Lire la suite page 21.)

## La surpopulation en Chine

Pékin veut réduire le nombre d'enfants handicapés et élever la « qualité de la nation ».  
PAGE 15

## Le marché noir des radios privées

Malgré la loi, les fréquences se vendent très cher.  
PAGE 17

## Faut-il « fermer » Venise ?

L'afflux de touristes inquiète les autorités mais les policiers déposent leurs casquettes.  
PAGE 4

## Tension maritime franco-algérienne

Alger va dénoncer l'accord sur le trafic qui le lie à Paris depuis 1967.  
PAGE 24

## Querelle sur les statistiques de l'emploi

Les effectifs salariés ont — au mieux — stagné en 1986.  
PAGE 21

## La prévention des incendies de forêts

Des « casques verts » contestés.  
PAGE 15

## L'avenir de la haute couture

L'anachronisme d'un art de plus en plus gratuit.  
PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 24

## Le Monde

LIVRES

### Enquête sur la bande dessinée

Le « neuvième art » est aujourd'hui un genre reconnu. Pourtant, les rumeurs vont bon train dans le petit monde des éditeurs de BD. « Nous avons connu dix années extraordinaires. Cette époque se termine », constate l'un d'entre eux. Disparitions, absorptions, « repositionnement » : la bande dessinée, c'est maintenant l'affaire des gestionnaires plus que des artisans passionnés...

- Lettres étrangères : Antonio Pizzuto, grand écrivain... et policier ; réveries japonaises.
- Histoire : Louis II de Bavière, roi « bouffon et martyr » ; les Borgia, princes des arts et du crime.

Pages 9 à 14

### Concordances des temps

« La Garçonne » et le « Gai pied »  
Page 2

Le Monde sur minitel  
UNI JOURNAL  
Le Monde sur minitel  
LEMONDE

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 0,400 ¥ ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

## « La Garçonne » et le « Gai Pied »

En juillet 1921, Victor Margueritte publie « la Garçonne ». Le roman scandalise la bonne société. Son auteur, radié de la Légion d'honneur, aurait pu figurer au « musée des horreurs » cher à M. Charles Pasqua.

par Jean-Noël Jeanneney

L'ÉTAT et ses censures : les initiatives prises par le gouvernement de M. Jacques Chirac, par son ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, par le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, M. Dominique Latournerie, en mars et avril 1987, redonnent actualité à la question. En rafaie, diverses mesures affirment la volonté de surveiller livres et publications avec une rigueur nouvelle et de le faire savoir haut et fort. Le zèle de la gendarmerie fait livrer au bûcher de *Fahrenheit 451* les exemplaires d'un ouvrage dont le tribunal de Paris a condamné certains passages, *l'Agent noir*, de Laurent Gally.

Dans le même temps, le gouvernement brandit la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. Le 9 mars, les éditions POL, réputées sur la place pour leur action courageuse au service de la littérature « difficile », reçoivent de M. Latournerie une lettre menaçante leur signifiant que le roman de Mathieu Lindon, *Prince et Léonard*, paraît tomber sous le coup de cette même loi et la somme de s'en expliquer. Quelques jours plus tard, *Gai Pied Hebdo*, « journal homosexuel d'informations politiques et générales », est gratifié d'une missive semblable — chacun sachant que, pour une publication, l'application stricte de la loi vaut condamnation à une mort certaine (la TVA est majorée à 33 %, le journal est interdit à la vente aux mineurs et à la publicité par voie d'affiches, les NMPP ne peuvent plus le distribuer).

A la fin du mois d'avril, le ministre de l'Intérieur et M. Latournerie organisent une exposition réservée aux parlementaires, aux journalistes et aux associations de parents d'élèves, où ils étaient les stupres de la presse jugée par eux scandaleuse (mélangeant d'ailleurs des publications françaises ayant pignon sur rue et d'autres, étrangères, qui ont été introduites sous le manteau).

La recherche des précédents (qui pèsent d'ailleurs sur les mémoires des protagonistes) est ici presque trop facile. Il faut choisir, écarter les cas qui remontent aux régimes autoritaires du dix-neuvième siècle ou à Vichy. Car ce sont les embarras d'une démocratie dans ces affaires qui valent surtout d'être considérés. L'affaire de la *Garçonne*, en 1922-1923, est typique parce qu'elle survit sous un régime républicain, où les libertés publiques étaient dans l'ensemble convenablement établies, mais au temps d'un gouvernement de droite installé depuis peu et qui souhailait, lui aussi, donner des gages, dans son camp, aux croisés de la pudeur conquérante.

Le 5 décembre 1922, Victor Margueritte, cinquante-six ans, auteur à succès, commandeur de la Légion d'honneur, est déféré devant une commission d'enquête constituée par le conseil de l'Ordre. Son crime ? « S'être rendu coupable d'actes de nature à porter atteinte à son honneur ». Mais encore ? Il s'agit de la publication, au mois de juillet précédent, d'un roman intitulé *la Garçonne*. L'écrivain refuse avec hauteur d'obtempérer à la convocation. Et le 2 janvier 1923, le président de la République, Alexandre Millerand, le garde des sceaux, Maurice Colrat, et le général Dubail, grand chancelier de l'Ordre, signent le décret radiant Victor Margueritte de la Légion d'honneur. On est sous le règne de la Chambre de droite « bleu horizon », dont l'élection a suivi la victoire du 11 novembre (1).

L'honneur perdu de Victor Margueritte... « A-t-on idée d'une chose pareille ? » s'écrit Courteline. Radié pour faute contre l'honneur ! Margueritte aurait donc une suture ou fait le coup du père François, on n'en dirait pas davantage... (2).

Ce roman, jugé scandaleux, peint l'histoire d'une jeune fille de la bour-

geoisie parisienne qui décide un beau jour de vivre « comme un garçon ». Son milieu est celui des profiteurs de guerre, superficiel et oisif. Les protagonistes s'y épuisent à la recherche éperdue de sensations inédites, parmi les gloussements des « demi-vierges ». Prise dans ce « microcosme représentatif de la pourriture contemporaine » (comme dit solennellement Margueritte dans sa préface), Monique Lerbier a su préserver sa droiture, son mépris aussi pour les « vicieuses » qui l'entourent. Las ! Voici que, à la veille de ses noces, elle découvre que son fiancé, à qui elle vient de « donner ingénument sa virginité », la trompe d'avance, en quelque sorte, avec une ancienne maîtresse et que le mariage a été combiné avec le père de la jeune fille au service d'intérêts sordides. Blessée « jusqu'à l'âme », Monique Lerbier entre en « dissidence », « livre son corps » le même soir à un inconnu et, d'un seul élan, choisit de « jeter sa gourme ».

Matériellement indépendante grâce au magasin d'antiquités qu'elle a créé, elle multiplie les « expériences », fume l'opium et va jusqu'à conduire elle-même sa propre voiture... Frénésie ! Elle n'y trouve pas le bonheur — cherchant vainement à se faire faire un enfant par des amants-étalons — et elle se « fane » peu à peu, jusqu'au jour où elle accède enfin à la sérénité (*happy end*) en épousant un professeur de lettres honnête et chevaleresque, qui approuve son vœu d'égalité entre les sexes. Ainsi l'auteur rejoint-il *in fine* (la référence est explicite) les thèses que Léon Blum avait exposées dans son fameux livre *De mariage*, publié en 1907, où il expliquait, à l'indignation des milieux bien-pensants, qu'une union heureuse exigeait que l'épouse eût d'abord « mené sa vie de garçon ».

Le succès du roman est éclatant. Le titre fait florès. La coiffure « à la garçonne » — cheveux courts et nuque rasée — est baptisée. Quatre jours après la mise en place du livre, au début de juillet, vingt mille exemplaires sont vendus ; en août, il en écoule dix mille par semaine, avec l'appui d'une publicité tonitruante ; la barre de cent cinquante mille exemplaires est atteinte à la mi-septembre et, le scandale aidant, celle des trois cent mille à la fin de l'année, au moment de la radiation de l'auteur de la Légion d'honneur, le million d'exemplaires en 1929. En supposant que chaque exemplaire ait été lu par trois à cinq lecteurs, on peut calculer avec Anne-Marie Sohn, qui a étudié le retentissement de l'affaire dans l'opinion, que la *Garçonne* a touché un public couvrant de 12 % à 25 % de la population adulte (3).

AU jeu des rapprochements, la première donnée qui saute aux yeux, en 1922 comme en 1987, c'est la balourdise de l'Etat républicain quand il s'agit de s'engager sur ce terrain-là et intervient avec la volonté de faire un exemple.

Il y a d'abord la probabilité, sinon la certitude, d'être plus tard rétrospectivement démenti par l'évolution des mentalités, et l'inconvénient est aggravé quand la postérité reconnaît (je ne parle pas de la *Garçonne*...) la valeur littéraire de l'ouvrage fusillé.

Il faut dire que les magistrats et les policiers ne sont guère armés — à supposer que quiconque le soit jamais — pour trancher à bon escient en ces matières. Anatole France volant au secours de Margueritte interpelle ainsi le conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, le 22 décembre 1922 : « Abstenez-vous, dans une affaire qui passe infiniment votre compétence ! Craignez de censurer le talent ! C'est ce que fit, à l'endroit de Gustave Flaubert, M. Pinard, qui passait pour homme d'esprit et honnête magistrat, et dont la

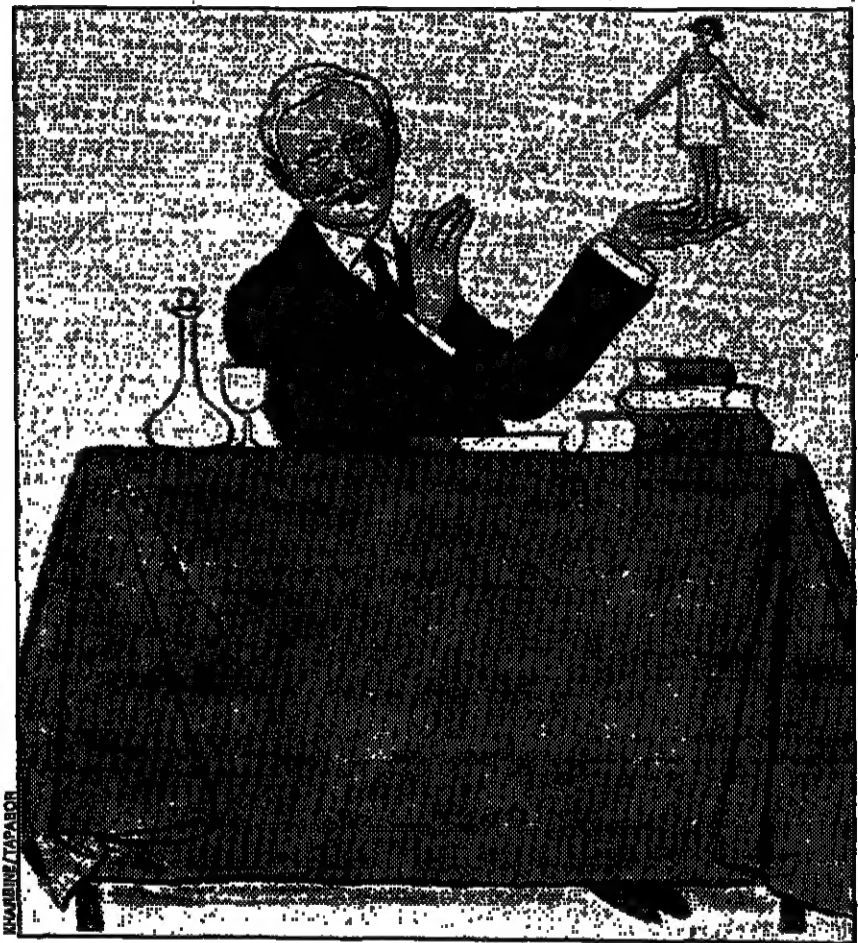
mémoire reste à jamais ridicule. » Et comme en écho, inquiet, M. Latournerie supplie, en avril 1987, qu'on ne lui fasse pas « le coup de Madame Bovary », se hâtant d'affirmer : « Nous sommes d'une immense modestie devant l'œuvre de l'esprit, même quand elle est étonnante... (4) ».

Personne ne songe à situer au niveau de Flaubert les publications périodiques visées par M. Pasqua et ses fonctionnaires. Mais le ridicule dont parle Anatole France, voilà bien l'enjeu ! M. Charles Pasqua l'éprouva probablement puisque huit jours après la lettre de son ministère aux éditions POL il leur fit savoir qu'elles pouvaient considérer ce document comme nul et non avenue... En 1922, Louis Barthou, garde des sceaux et bibliophile notoire (il devait avoir dans sa collection l'exemplaire censuré des *Fleurs du mal*), réagit de la même façon. Quand il apprit que la justice, saisie par la Ligue des pères de familles nombreuses du général de Castelnau, s'apprêtait à faire saisir la *Garçonne*, il intervint aussitôt pour faire cesser les poursuites. Son successeur, Maurice Colrat, fut moins prudent (il faut dire qu'il avait déclaré jadis, jeune avocat, dans son discours de

présentation d'un vers l'autre », où les seins des femmes sont de « beaux fruits », où les lèvres sont toujours goulues et où les chairs « tressaillent »... Non, ce qui paraît insupportable, c'est l'antisémitisme « ordinaire » qui court dans ces pages, quand y passe le baron Jean Plombino, baron du pape, « champion vénérable de la guerre », « pachyderme à peau moite », dont la pensée de séduire la « bédide » Monique Lerbier, « la lippe pendante s'humecte ». Tandis que la jeune femme elle-même évoque « le juif à l'affût avec sa gueule d'hippopotame », ce juif qui « bave la peur d'être rabroué, et sous sa servilité l'espérance quand même, sournois et persistant, du multimillionnaire pour qui finalement tout s'achève... », etc. (pp. 28, 98 et 158).

Or voilà bien ce qui, à nos yeux d'aujourd'hui, devrait être sanctionné — à supposer que cela soit le moyen le plus sûr de lutter contre l'ignominie. Mais de cet aspect du livre, en 1922, le conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur se désintéresse tout à fait.

Donc l'auteur peut organiser sa défense sur le terrain qu'il choisit. Il commence par appeler à l'aide, sans



Victor Margueritte, par Barrière

secrétaire de la conférence du stage : « Nous sommes en train d'avoir une législation pleine de mansuétude pour tous les détraqués, pour tous les anormaux, pour tous les malades, et, sous prétexte de ne laisser personne au bord des chemins, on retarde toute la troupe des valides vers la route du progrès... (5) ».

Concédons cependant que s'en tenir à une position de joyeuse ironie devant les censures aux grands ciseaux et aux gros sabots est un peu facile. M. Jack Lang lui-même, à l'occasion de l'exposition de l'horrible, organisée par MM. Pasqua et Latournerie, observe, entre quelques éclats de rire, qu'il peut y avoir incertitude sur la frontière séparant « la pornographie et l'atteinte à la dignité de l'homme (6) ». Il ne s'agit pas seulement de la protection des enfants : après tout, la propagande raciste est aussi condamnée par la loi, et la gauche se réjouit des poursuites que celle-ci autorise et des protections qu'elle crée.

Je n'écris pas cela par hasard. Ce qui soulève le cœur aujourd'hui, dans la *Garçonne*, ce ne sont pas les « hardiesses d'expression », comme dit la « réclame » publiée par l'éditeur Flammarion, ce ne sont pas les « exhalaisons délétères qui s'échappent de cette sentine pornographique », comme l'écrit dans l'*Œuvre* Gustave Téry (le bon apôtre ! lui-même auteur jaloux d'une pièce « scabreuse » sur l'amour libre, *les Fruits défendus*, qui est jouée au même moment sans succès). Vues d'aujourd'hui, ces descriptions de « débauche » frappent surtout par la convention du vocabulaire et des situations, où des personnages mécaniques de roman-photo s'agitent dans des situations convenues, où les corps des amants sont poussés par une « irrésistible

souci excessif de modestie, les plus grands auteurs : dans sa préface pour le 150<sup>e</sup> mille de la *Garçonne*, il se compare sans ciller à Flaubert et à Zola persécutés. Puis il ajoute à peu près : ce que vous voulez briser, messieurs les censeurs, c'est le miroir que vous tend la littérature parce que vous ne supportez pas la nudité, qu'elle soit de la photographie ou de l'art, je maintiens qu'elle demeure d'un et même de plusieurs tons en dessous de la vérité ! » A quoi Anatole France fait écho : « Les maux immenses d'une longue guerre avaient produit des maux abominables que le moraliste devait peindre (...). Est-ce donc à Juvénal qu'il faut reprocher les fureurs de Messaline ? »

Or l'Etat républicain ressent forcément cette gêne et le parti de l'ordre moral, du coup, est contraint d'attaquer par un détour. Il y a toujours chez lui un côté « C'est à vous que je parle, ma sœur ». Ce n'est pas à l'homosexualité de *Gai Pied* que MM. Pasqua et Latournerie s'en prennent (l'évocation dégoûtée des « sodomites », c'est bon pour M. Le Pen !), mais à ses petites annonces, périlleuses pour l'enfance. Ce n'est pas au « féminisme » de Victor Margueritte que s'attaque le conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, ou encore aux doctrines du « pacifisme intégral » qu'il défendra jusqu'à la guerre suivante, c'est à sa « pornographie ».

Ce que dessine le scandale, c'est la frontière entre ce qu'une société, à un moment donné, supporte et ce qu'elle ne

supporte pas d'entendre. Quand la Société des gens de lettres, pour justifier son refus de soutenir son ancien vice-président, explique, à la fin de 1922, qu'il s'agit là d'un « problème social et non littéraire (7) », elle n'a pas tout à fait tort dans son argument (sinon dans la conséquence qu'elle en tire). « La société établie s'est vengée ! », s'écrit le *Canard enchaîné*, une des rares publications qui soutiennent franchement Victor Margueritte dans cette tempête des enciers : la formule est sommaire, mais il est vrai qu'il existe, à chaque époque, dans les mentalités moyennes, un niveau du supportable. « J'ai reculé d'horreur ! », s'écrit la critique Paul Souday dans le *Temps*, tandis qu'Edouard Bailly, dans l'*Intransigeant*, écrit qu'« après tout, Margueritte, en acceptant la croix de la Légion d'honneur, a paru par là vouloir se soumettre aux règles générales de bienséance sociale que comporte sa distinction : s'il ne voulait pas accepter cette sujétion, il n'avait qu'à garder sa boutonnière vierge (8) ».

ES deux principaux attendus du décret signé par le président de la République Millerand sont révélateurs : « Attendu que (...) le mal fait par ce livre au bon renom et à l'influence de la France à l'étranger rend nécessaire une sanction sévère de la faute relevée à la charge de ce légionnaire... ».

La *Garçonne* est traduit dans douze langues européennes et certains postes diplomatiques s'inquiètent du parti qu'en tireraient nos adversaires. En Allemagne, le roman se vendrait à moitié prix sous une bande annonçant « Etude sur la jeune fille française », tandis que la propagande de Berlin aurait fait tirer à des milliers d'exemplaires des « morceaux choisis » — les passages les plus « scabreux » — en insistant sur le caractère représentatif de l'auteur, commandeur de la Légion d'honneur, « cet ordre de chevalerie fondé par Napoléon I<sup>er</sup> (9) ».

Or, se mirant dans le regard des autres, un pays supporte plus mal encore les débordements hors des limites qui sont assignées par l'esprit du temps.

Et voici le second attendu : « Attendu que [Victor Margueritte] ne saurait invoquer en sa faveur une préoccupation d'art désintéressée, car la réclame si active, si attendue et si particulièrement suggestive dont le livre a fait l'objet atteste que sa préoccupation dominante était le profit pécuniaire... ».

Traduisez : l'art débordé est moins impie dans les mœurs. Le succès social doit témoigner l'argent gagné aggrave le cas — l'honorabilité que l'auteur s'est acquise accentuant la gravité de l'impair fait aux bonnes mœurs.

Fils d'un général qui fut un héros de la guerre de 1870 et y laissa sa vie, lui-même ancien officier, Victor Margueritte choqua davantage. Au même moment, Léon Daudet, député royaliste d'Action française, rend implicitement hommage à cette vérité sous-jacente, lorsque le cardinal Dubois, archevêque de Paris, lance ses foudres contre son dernier roman, *l'Entremetteuse*, en même temps que contre la *Garçonne*. Et, de fait, la « pornographie » des romans de Léon Daudet vaut bien, par l'audace et le style d'« époque », celle de Victor Margueritte. Aussi, Daudet adresse au cardinal cette lettre soumise : « Eminence, il est venu à ma connaissance que certains passages d'un roman de moi pouvaient être considérés comme susceptibles de scandaliser des âmes innocentes, auxquelles il n'était d'ailleurs nullement destiné. En conséquence, j'ai pris la résolution de supprimer de mon œuvre le roman en question, de demander à mes éditeurs de le rayer de leur catalogue, de déchirer le contrat qui nous lie... (10) ». En négatif, c'est bien la même démonstration.

(1) Une évocation anecdotique de l'affaire est donnée par Anne Manson, « Le scandale de la *Garçonne* (1922) », in Gilbert Guillemin, *Les Années folles*, Paris, 1958, pp. 117-136.

(2) Frédéric Lefèvre, *Une heure avec...*, t. I, 1924, pp. 116-117.

(3) Anne-Marie Sohn, « La *Garçonne* face à l'opinion publique. Type littéraire au social des années 20 », *Mouvement social*, n° 80, juillet-septembre 1972, pp. 3 à 28.

(4) Interview à la Croix, 25 avril 1987, et déclaration au Monde, 20 avril.

(5) Cité par Louis Guizard, *La Petite Histoire de la III<sup>e</sup> République. Souvenirs de Maurice Colrat*, Paris, les Sept Couleurs, 1959, p. 38.

(6) Citation reprise de A.-M. Sohn, art. cité, p. 16.

(7) *Ibid.*, p. 13.

(8) Anne Manson, op. cit., p. 133.

(9) *Ibid.*, p. 128.

(10) *Ibid.*

Demain : payer les députés...

Washington dénonce...  
Téhéran menace de...  
et britanniques

Les familles des otages français proposent l'arrestation officielle et complicité à Beyrouth

THAILANDE : dans  
Les soldats laboureurs à l'

مكتبة الامير



La crise du Golfe

- Washington dénonce la « tactique dilatoire » de l'Iran
- Téhéran menace de s'en prendre aux navires français et britanniques

Le gouvernement américain a dénoncé, le mercredi 12 août, la « tactique dilatoire » employée par l'Iran dans sa réponse à la résolution de l'ONU exigeant un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe et a appelé le Conseil de sécurité à se pencher « rapidement » sur la question des sanctions.

« Malheureusement, la réponse iranienne semble être essentiellement une dénonciation de la résolution et une diatribe contre le Conseil de sécurité et les Etats-Unis », a déclaré M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat. La réponse de Téhéran, a encore déclaré M. Redman, paraît procéder « des mêmes manœuvres obstructionnistes et de la même tactique d'atténuation utilisées par les Iraniens depuis l'adoption de la résolution 598, il y a plus de trois semaines ».

Le porte-parole américain a cependant constaté que « la porte n'était pas fermée à une acceptation de l'Iran » et que les Etats-Unis « accueilleraient toujours favorablement un signe d'intérêt iranien ». Mais, au cas où aucun changement n'interviendrait, le Conseil de sécurité devrait « agir avec célérité » pour examiner des mesures destinées à imposer « l'application de la

résolution », laissant ainsi entendre que Washington est favorable à un embargo sur les armes à destination de celui des belligérants qui n'accepte pas le cessez-le-feu, c'est-à-dire l'Iran.

Téhéran a aussitôt riposté en accusant les Etats-Unis d'accroître la tension dans le Golfe et de violer la résolution du Conseil de sécurité du 20 juillet dernier qui appelle à un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak. Dans un communiqué remis au siège de l'ONU à New-York, l'Iran estime que Washington, par « ses pressions grandissantes » sur le Conseil de sécurité pour l'adoption de sanctions contre la République islamique, prépare le terrain en vue d'une confrontation armée avec l'Iran.

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a explicité à Téhéran le communiqué iranien aux Nations unies en indiquant que Washington et ses « alliés-complices de Londres et de Paris » violentaient clairement l'article 5 de la récente résolution des Nations unies qui demande « aux pays tiers de s'abstenir de tout acte qui pourrait intensifier ou élargir le conflit irano-irakien ». Accusant les Etats-Unis d'avoir « créé dans le Golfe une tension qui n'y existait pas », le

premier ministre iranien a mis en doute cette manière de protéger la route du pétrole et a réaffirmé que « la sécurité de la région devait être assurée par les pays riverains, toute présence étrangère ne pouvant qu'aggraver la tension ».

M. Mousavi a profité de l'occasion pour lancer un avertissement à la France et à la Grande-Bretagne, indiquant que l'Iran pourrait prendre leurs navires dans le Golfe pour cible au cas où l'Irak jouerait les « faiseurs de troubles » (en attaquant les installations pétrolières). « Si la France et la Grande-Bretagne veulent rester aux côtés des forces américaines pour appliquer la politique agressive de l'administration Reagan, nous sommes prêts à rééditer les événements du Liban qui ont conduit à la défection de la force multinationale », a-t-il dit.

Cependant, rien n'indique encore que l'on s'achemine dans le Golfe vers la constitution de la force internationale que Washington appelle toujours de ses vœux. Les autorités maritimes françaises ont précisé mercredi que les chasseurs de mines Camille et Garigliano « effectueraient seuls leur mission en dehors des opérations menées par les flottes américaine et anglaise ». Au Foreign Office, la prudence est de mise, et on rappelle que la proposition de constituer une force multinationale est « irréaliste et prématurée ».

dragageurs, « à condition de disposer d'un port d'appui dans la région ».

Cette mobilisation sans coordination se retrouve également dans les eaux de la mer d'Oman, où les marines des Emirats arabes unis et d'Oman ont procédé à des opérations de déminage mercredi, tout en restant chacune dans leurs eaux territoriales, pourtant voisines.

Cinq groupes de vedettes des garde-côtes des Emirats ont rallié une zone de 76 kilomètres carrés au large des ports de Khor Fakkan et de Fujairah, lieu de mouillage des navires à l'entrée ou à la sortie du détroit d'Ormuz, et ont fait sauter deux mines, trouvées mardi. Le même jour, les hélicoptères omnis ont découvert de leur côté trois mines.

Pour ajouter à la confusion, l'Iran, généralement considéré comme le responsable de ce minage du Golfe et de la mer d'Oman, a demandé officiellement aux Emirats arabes unis l'autorisation d'envoyer ses moyens navals et aériens « nettoyer » leurs eaux territoriales pour « assurer la sécurité du Golfe sans ingérence étrangère ».

Une mise en garde d'Alexander Haig

L'ancien secrétaire d'Etat Alexander Haig, qui est candidat à la Maison Blanche, a estimé, dans un discours prononcé à New-York, que le véritable but de l'opération américaine de repavillonnage des pétroliers koweïtiens n'est pas d'assurer la libre circulation du pétrole dans le Golfe, mais d'affirmer la prééminence des Etats-Unis sur l'URSS dans cette région. Moins de 1 % du pétrole passant par le Golfe a été affecté à la guerre Iran-Irak, a-t-il affirmé à l'appui de sa thèse.

Le principal problème posé par l'engagement américain aux côtés du Koweït, selon M. Haig, est que si l'Iran attaque de front les forces américaines, celles-ci seront obligées de riposter de manière significative. « Cela pourrait avoir la grave conséquence de pousser l'Iran dans les bras de l'Union soviétique », a-t-il conclu. — (AFP, Reuter, AP)

Mobilisations sans coordination

De son côté, la RFA a indiqué qu'elle ne se joindra pas à une opération internationale de déminage, tout en se déclarant prête à discuter de cette situation, comme le souhaite l'Italie, au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), organisation compétente en matière de défense et comprenant la France, la RFA, le Benelux et l'Italie. Rome estime en effet qu'une réunion de l'UEO est opportune pour évaluer les développements dans la région, abstraction faite d'hypothèses opérationnelles. Le ministre italien de la défense, M. Valerio Zanone, a évoqué la possibilité d'envoyer des

Les familles des otages français proposent l'envoi d'un émissaire « officiel et compétent » à Beyrouth

Les familles des otages français retenus au Liban proposent l'envoi d'un émissaire français « officiel et compétent » à Beyrouth pour prendre contact directement avec les ravisseurs, a indiqué M. Joelle Kauffmann, épouse du journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Dans un entretien avec l'Humanité dimanche du jeudi 13 août, M. Kauffmann estime qu'il faut négocier avec les ravisseurs « qui ont peut-être localiser », comme « il faut discuter en même temps avec Damas, qui peut organiser la sortie des otages, et Téhéran, qui peut donner son feu vert ». Ce sont les « trois clefs qu'il faut tourner en même temps », affirme-t-elle.

Des solutions « honorables » existent, « il faudrait peut-être se donner les véritables moyens de les trouver, sans chercher de fuite en avant, sans accumuler des erreurs qui peuvent être irréparables », ajoute-t-elle, soulignant qu'« il ne s'agit plus maintenant de rivaliser entre les ministères ou les différents services qui se font concurrence ».

« En tant que femme d'otage, déclare-t-elle, je n'ai pas voulu politiser le débat, je ne parle pas des revendications des uns et des autres, mais en tant que citoyenne, j'ai certainement mon mot à dire sur notre politique étrangère de marchands de canons qui nous met dans une situation de guerre ».

Asie

THAILANDE : dans le Nord-Est, en pays Issan

Les soldats laboureurs à la rescousse du développement

MAHA-SARAKHAM  
correspondance

Enfant pauvre de la nation thaïlandaise, souffrant d'une sécheresse chronique, autrefois négligé par la capitale, et jusqu'il y a cinq ans bastion d'un Parti communiste alors insurgé, le Nord-Est, le « Pak Issan », est, ces dernières semaines, l'objet de toutes les attentions.

« Il faut », a déclaré récemment le général Chaovallit Yongchaiyuth, commandant en chef de l'armée, faire du pays issan « une vaste zone verte ».

Le Nord-Est, qui comprend dix sept provinces, fournit à Bangkok une bonne partie de son approvisionnement en riz. Mais les provinces frontalières du Laos, du Cambodge et du Vietnam, sont devenues des zones de conflit. Les provinces frontalières du Laos, du Cambodge et du Vietnam, sont devenues des zones de conflit. Les provinces frontalières du Laos, du Cambodge et du Vietnam, sont devenues des zones de conflit.

« Plan vert ? Encore des mots... nous en avons déjà vu défiler, des plans imaginés à Bangkok ». Le jeune gouverneur de Maha-Sarakham, M. Sawai Prammanee, est plutôt sceptique. Sa réaction n'est guère différente de celle de ses collègues des autres provinces de la région.

« Nous avons assez d'arbres », nous déclare de son côté le gouverneur d'Ubon-Ratchaburi, dont la capitale est devenue un important centre commercial. « Et si l'est vraiment certaines provinces du Nord-Est

souffrent de sécheresse chronique, c'est loin d'être un mal uniforme ».

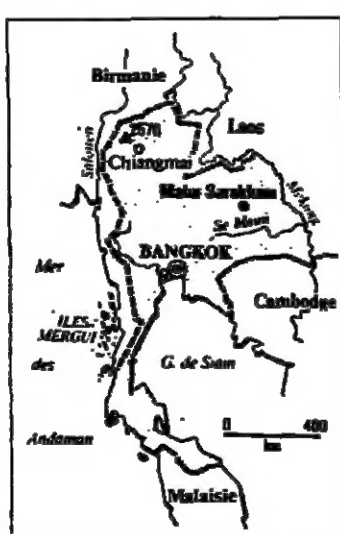
Les provinces baignées par les eaux du Mékong n'ont en effet pas à se plaindre. Il y pleut encore quatre mois par an. La forêt a en bonne partie échappé aux ravages des bûcherons clandestins. « Ce qu'il nous faut, confie, dans la province de Yasothon, un jeune chef de district, ce sont les moyens pour faire respecter la loi et empêcher le massacre de la forêt ».

Mais dans la petite province de Maha-Sarakham le drame de la sécheresse est bien réel. Pour la plupart des paysans, la réalité est simple : s'il ne pleut pas dans les trois semaines suivant notre visite à la mi-juillet, la récolte de riz sera détruite. « Nous sommes depuis trop longtemps victimes de notre fatalisme. Il est temps de chercher ici même la solution à nos problèmes », a Maha-Sarakham, le gouverneur Sawai et son équipe n'ont pas attendu l'armée ni les leçons de Bangkok.

Un plan simple logique et peu coûteux

Le plan de développement mis en chantier il y a près de deux ans commence déjà à porter ses fruits. Il est simple, logique, ne coûte pas très cher, et transfère autant que possible la responsabilité du bien-être de la province à ses habitants. « Santé et éducation, voilà les clefs de notre action », dit M. Ruengsak Chantarak, chargé du développement industriel de Maha-Sarakham. La malnutrition reste alarmante. « C'est moins le manque de nourriture qui est en cause que le type d'alimentation », affirme un médecin attaché à l'administration de la province.

« Nous apprenons désormais aux gens à se nourrir convenablement, à faire meilleur usage de leurs ressources, si limitées soient-elles ».



Le taux de malnutrition, de 40 % il y a deux ans, est tombé à 24 %.

« Notre plan vise à donner aux villageois le maximum de responsabilités », insiste le gouverneur. Nous leur disons de ne pas attendre que Bangkok résolve leurs problèmes. Dans plusieurs villages déjà, ce sont les mères qui se sont groupées pour assurer le déjeuner des enfants de l'école. Elles ne reçoivent aucun subside, elles font elles-mêmes le marché et cuisinent dans la cour de récréation. « Car ce n'est pas à l'Etat à se substituer aux parents », remarque une institutrice de l'école que nous avons visitée, à l'improviste. « Il y a ici 170 élèves. 200 baht suffisent pour leur garantir un repas complet par jour ».

Le programme fonctionne si bien que de nombreuses communautés avoisinantes l'ont adopté. A quelques kilomètres de là, le village de Nong-Kha est devenu la fierté de la province. Le paysage est aride. La terre est jaune, crevassée par la sécheresse. Mais, grâce à la mise en coopérative de ses biens, le village, qui regroupait 78 familles, soit un peu plus de 500 personnes, assure lui-même la mise sur pied de

son infrastructure. Les bénéfices du magasin communal, s'ajoutant aux autres ressources de Nong-Kha, ont permis de construire, en un an, 25 toilettes, d'édifier un petit sanctuaire, d'offrir une cloche au temple et de creuser plusieurs puits d'eau potable. La route principale a été renforcée, un début d'éclairage public installé, des arbres fruitiers plantés dans chaque jardin. Il y a même une modeste bibliothèque publique où chacun peut lire les journaux de Bangkok.

L'administration provinciale a donné un coup de main à la mise en route mais, ajoute le gouverneur, « cette année, ce sont les gens de Nong-Kha eux-mêmes qui vont faire profiter d'autres villages de leur expérience ».

Si, à Maha-Sarakham, il faut creuser à 12 mètres de profondeur pour trouver une eau potable vitale dans d'autres provinces, il faut aller jusqu'à 50 ou 60 mètres. L'armée peut rendre dans ce domaine de grands services. Récemment, une impressionnante colonne de camions du génie a quitté Bangkok en fanfare. Pendant quarante-cinq jours, et au prix de 20 millions de baht, les soldats sont allés draguer, piocher, forer, creuser.

A ceux qui lui faisaient remarquer que le « plan vert » — qui doit s'étaler sur cinq ans — n'était pas si neuf que cela, le général Chaovallit a répondu qu'en effet il s'agissait d'une série de projets parfois anciens. Signe des temps et de la suspicion qui entoure toute initiative de l'armée, le « plan vert » a été rebaptisé « plan de la générosité du roi ». La Thaïlande célèbre cette année le plus long d'un souverain de la dynastie des Chakri.

A Mukdahan, au bord du Mékong, face à la cité laotienne de Savannakhet, le gouverneur dit : « Un plan vert, pourquoi pas ? Mais dans six mois, dans un an, qui s'en souviendra ? ». Et tout comme à Maha-Sarakham, on préfère prendre les devants. Les généraux et leurs ambitions passent, le pays issan, région attachante entre toutes, demeure.

JACQUES BEKAERT.

La flotte occidentale

Une quarantaine de navires

Les navires occidentaux de tous types engagés dans la zone du Golfe représentent un tonnage global supérieur à 200 000 tonnes. A titre de comparaison, l'ensemble de la flotte française de combat atteint le chiffre de 272 000 tonnes.

La plus grande partie de cette armada bat pavillon américain, et les bâtiments envoyés par Washington représentent plus de la moitié du tonnage total. Les données concernant les flottes iraniennes et irakiennes sont moins bien connues, d'autant plus que certains de leurs navires ont déjà été endommagés.

La marine iranienne connaît de plus un énorme problème de maintenance pour ses bateaux, d'origine britannique ou américaine pour la plupart. Les pièces détachées ne sont plus fournies par les constructeurs, et les Iraniens disposent d'une capacité d'intervention très limitée en haute mer. Les vedettes rapides peuvent engager des actions ponctuelles, mais les experts estiment que leur capacité de nuisance est très limitée. L'Irak ne possède, pour sa part, que des bâtiments d'un faible tonnage, avant tout destinés à des opérations de patrouille.

A cet état des flottes en présence, il faut, bien sûr, ajouter les avions, hélicoptères et missiles installés au sol et à bord des navires, en tenant compte des mines actuellement immergées et d'éventuels sous-marins, dont la présence — éventuelle — ne fait évidemment l'objet d'aucune publicité.

L'armada actuelle dans la zone du Golfe se répartit ainsi :

France : 12 navires

Outre la force d'intervention navale en mission avec le porte-avions *Clemenceau* (les deux destroyers *Suffren* et *Dupleix*, le pétrolier ravitailleur *la Murelle*, la France compte déjà dans cette zone la corvette *Georges-Leygues*, les trois avisos escorteurs *Commandant-Bory*, *Victor-Schœlcher* et *Protet*, avec le pétrolier ravitailleur *la Mame*. S'ajoutent à ces unités les

deux chasseurs de mines *Gargano* et *Cantho*, ainsi que le bâtiment de soutien et de logistique *la Garonne*.

Grande-Bretagne : 9 navires

Les quatre bâtiments actuellement dans la zone, le destroyer *Cardiff*, les frégates *Active* et *Broadsword* et le pétrolier ravitailleur *RFA Brambleleaf*, seront relevés dans une dizaine de jours par l'*Edimbourg*, le *Brazen*, l'*Andromeda* et le pétrolier *Orango*. D'ici cinq semaines, les quatre dragueurs de mines *Brookesby*, *Picaster*, *Hurworth* et *Brecon*, ainsi qu'un pétrolier ravitailleur dont le nom est encore inconnu, rejoindront la flotte britannique.

Etats-Unis : 18 navires

Outre le porte-avions *Constellation*, la flotte américaine se compose du navire amiral *la Salle*, du destroyer *Cochrane*, de cinq croiseurs, *Reeves*, *Warden*, *Fox*, *Kidd* et *Walleye*, de la frégate *Cook-Owlett*, de quatre frégates lance-missiles, les *Chalkring*, *Flatley*, *Jarret* et *Crommelin*, et de trois navires de soutien, les *Camden*, *Niagara-Falls* et *Acadia*. S'ajoutent à ces bateaux le porte-hélicoptères *Guadalupe*, actuellement dans l'océan Indien, et le navire *Raleigh*, qui, avec quatre petits dragueurs de mines de 17 mètres, devrait aussi rejoindre la zone.

Iran : 26 navires (environ)

Trois destroyers, sept grands patrouilleurs, deux destroyers, quatre frégates lance-missiles, deux corvettes et huit vedettes rapides.

Irak : 53 navires (environ)

Vingt vedettes (lance-torpilles ou lance-missiles), cinq grands patrouilleurs, douze patrouilleurs côtiers, cinq dragueurs de mines de haute mer, quatre frégates, six corvettes et un bâtiment de soutien.

Union soviétique :

4 navires (environ)

L'URSS disposerait d'une frégate et de trois dragueurs de mines.

Formation en Gestion d'Entreprise

Avant, il n'y avait que des écoles de gestion. Maintenant, il y a l'ECADE.

La différence ? Elle est simple : l'ECADE est une *business school*. L'une des plus anciennes d'Europe. Depuis plus de trente ans, elle a formé des milliers de managers.

Aujourd'hui, l'ECADE crée un nouveau programme de première formation en gestion, intitulé tout simplement : *Formation en Gestion d'Entreprise*. Un programme destiné à des étudiants sans expérience professionnelle, mais conçu comme un programme de management : enseignement concret, travail intensif, milieu international, charges de cours pratiques des affaires.

Objectif : vous donner en 9 mois tout ce qu'il vous faut pour réussir facilement votre entrée dans la vie active à un poste réellement intéressant, avec en poche un diplôme de valeur.

Pourquoi ? Parce que vous n'avez pas de temps à perdre. Et aussi, parce qu'il vaut mieux prendre tout de suite les bonnes habitudes : celles du monde des affaires, celles de vos futurs employeurs !

*Formation en Gestion d'Entreprise*, c'est naturellement un programme complet traitant de tous les domaines fondamentaux de la gestion. Mais c'est aussi une préparation méthodologique minutieuse à vos futures responsabilités. Parce que, même pour une première formation, l'ECADE continue de penser "formation de managers".

*Formation en Gestion d'Entreprise* vous est ouvert si vous êtes véritablement motivé par

des études courtes, mais intensives, si vous pensez qu'il vaut la peine de fournir maintenant un gros effort... pour gagner deux bonnes années sur les filières classiques de gestion.

Pour en savoir plus et recevoir sans engagement un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*, retournez le coupon ci-dessous :

ECADE  
Ecole d'Administration  
et de Direction  
des Entreprises

Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. (021) 221.511

Faites-moi parvenir sans engagement un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*.

Nom	
Prénoms	
Age	
Niveau d'études	
Adresse	
Code postal	
Localité	
Pays	

Dates du programme : 12 octobre 87 / 25 juin 88 - Coût du programme : FS 25'000.- - Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac)



## Europe

ITALIE : l'afflux des touristes dans la cité des Doges

## Faut-il « fermer » Venise ?

Chaque jour de l'été, plus de cinquante mille touristes envahissent Venise. Vingt fois l'an, la population de la ville (soit mille personnes) fait plus que doubler. La municipalité cherche par différents moyens à canaliser la horde par quelques modestes mesures. Les policiers, épuisés et accusés de laxisme dans l'application de ces mesures, déposent leur casquette : ils feront grave le 6 septembre, jour de la « Grande Régate ».

VENISE  
de notre envoyé spécial

M. Augusto Salvadori est un homme accablé mais ravi. L'adjoint au maire de Venise chargé du tourisme ne cesse, depuis quelques semaines, d'être sollicité pour des interviews. La représentante d'une télévision suisse passera donc en même temps que le correspondant du Monde, et il faudra faire vite car le Washington Post attend déjà.

La raison de cette bousculade, au premier étage de la Ca' Giustiniani, un superbe palais du quinzième siècle finissant dont les fenêtres donnent sur la pointe de la Douane et l'intense va-et-vient des vapoteurs, au confluent du Grand Canal et du bassin de Saint-Marc ? C'est que, exaspéré du peu, on va « fermer » Venise ! Tel est, à tout le moins, le rumeur qui court, en Italie et au-delà. Et des indices concordants donnent ce bureau et son occupant — un fringant et élégant avocat démocrate-chrétien de cinquante et un ans — comme sources de ces bruits.

Il y aurait, à certaines périodes de l'année, une telle affluente de touristes dans la cité des Doges, avec des conséquences si pesantes pour ses habitants, qu'on s'apprêterait à y instaurer une sorte de *namus clausus*. M. Salvadori lève les bras au ciel. Rien de tel ne lui est jamais venu en tête !

## Lieux d'accueil pour visiteurs fauchés

Il a, c'est vrai, l'été 1986, fait chasser manu militari les hordes de garçons et de filles qui avaient pris l'habitude d'utiliser le terre-plein devant Santa-Lucia, la gare de Venise, pour y passer la nuit dans leurs sacs de couchage, mais, nous dit-il, on n'a mal compris : il ne s'agit pas de barrer l'accès d'une ville qui appartient au monde entier, à des jeunes gens désargentés, mais il n'était pas possible de tolérer que des milliers de personnes dorment par terre et prennent la rue pour urinoir ou pis-enoir. J'ai donc, par cette action de police, ramené en exercice le respect dû à l'image et à la dignité d'une cité comme la nôtre.

Rien de plus ? Si : devant la tolérance à l'égard de la manière un peu vive dont avait été résolu le problème des « scapellati » (néologisme de M. Salvadori pour désigner les gens aux sacs de couchage), la municipalité a ouvert ou renforcé des lieux d'accueil pour visiteurs fauchés : cours d'écoles, campings, auberges de jeunesse, offrent désormais quatre mille places de 15 à 50 francs la nuit, avec douches et gardiennage. Un dépliant en quatre langues est distribué par les offices de tourisme, et des agents à la sortie de la gare informent qui de droit de ces diverses possibilités.

Il y a aussi le problème des « hors-sacs », plus délicat à résoudre car des familles entières, et des plus respectables, sont cette fois

impliquées. Au prix du plat de spaghetti dans le moindre restaurant de la légende, on conçoit que l'idée vienne d'apporter son sandwich ! Mais ça fait désordre, surtout lorsqu'on laisse derrière soi, c'est fréquent, les papiers gras et les boîtes de Coca-Cola vides. Alors on a installé dans toute la ville des poubelles : comment l'esprit vient aux municipalités ! On a aussi interdit le pique-nique dans un rayon raisonnable autour de la place Saint-Marc, et M. Salvadori a convaincu cent quinze patrons de restaurants d'afficher des « menus

venitiennes » que sont celles du Récepteur en juillet et de la Grande Régate de septembre. Etant entendu aussi que le Carnaval, qui a lieu comme l'on sait à la fin de l'hiver, donc en basse saison, est le moment de l'année qui draine dans la cité des Doges les foules les plus folles : cent cinquante mille personnes cette année pour une population inférieure à cent mille et alors que l'afflux maximum « vivable » de visiteurs à un moment donné est, d'avis concordant, de soixante mille. Mais hormis ces trois jours de démenée,

Un *numerus clausus* ? M. Salvadori ne voit décidément pas en quoi on pourrait lier son nom à une telle formule. Or il a bal et bien, à plusieurs reprises, agité une telle hypothèse. Celle-ci fascine les Vénitiens, légitimement accablés certains jours par le tohu-bohu, mais aussi terrorisés de rater le chaland, pour tous ceux d'entre eux qui vivent du tourisme, c'est-à-dire grosso modo un sur deux. Le soupçon vient donc, à entendre M. Salvadori, qu'il est le porte-voix des commerçants travaillant pour des clients plus « rupins ».

## Un péage ?

Pourrait l'idée de restreindre l'accès à la ville est dans l'air. Exactement depuis 1983, date à laquelle le président maire, le socialiste M. Mario Rigo, avait donné au quotidien *La Repubblica* une interview retentissante intitulée : « Pour entrer à Venise il faudra payer son billet. » Aujourd'hui adjoint à la culture, M. Rigo nous explique son propos : « Depuis une décennie environ, et avec ces derniers temps une progression de 7 à 8 %, Venise est livrée à l'inondation touristique. Ce qui fait débordier le vase, ce sont les touristes journaliers. Ce sont des gens qui passent leurs vacances sur la côte adriatique italienne ou yougoslave et qui se voient proposer par leur agent de voyage dans leur forfait hôtelier une journée à Venise. C'est une incitation formidable, qui ne coûte à l'opérateur que la location d'un autobus. Est-il normal que ce qui enrichit des professionnels du tourisme ne rapporte pratiquement pas une lire à Venise, puisque ces gens viennent généralement avec leur casse-croûte. En revanche cette invasion oblige la commune à des efforts extraordinaires, notamment pour maintenir la propreté. »

## Parcours

Plus raisonnable est d'imaginer déconcentrer les flux dans l'espace. La quasi-totalité des touristes débarquent à Venise à la gare de Santa-Lucia ou au Piazzale Roma, le point d'arrêt des autobus, ou bien parquent leurs véhicules sur l'île du Tronchetto, tous lieux situés dans l'immédiat voisinage du pont de la Liberté, l'unique liaison en « dur » entre Venise et la terre ferme. Puis tous déambulent au pas de charge en franchissant à l'aller ou au retour le célèbre pont du Rialto.

Dans une ville dont l'importance quel que soit l'esprit flâneur peut vérifier qu'elle est livrée pour 80 % de son territoire aux chars en train de bronzer sur les puits des places, aux doreurs de cadres travaillant dans des ateliers-cours jamais visités par les « blancs », et aux vieillilles dames s'interpellant d'une fenêtre à l'autre, des dizaines de milliers de personnes s'entassent l'espace minuscule compris entre le pont des Soupirs et ainsi dans l'égale Saint-Moïse, au point que, certains jours, il a fallu organiser des sens uniques pour piétons dans les rues commerçantes.

L'idée de M. Salvadori serait d'organiser, au départ de la terre ferme ou du cordon lagunaire, des dessertes arrivant en différents points de Venise. Débarqué du vaporetto loin des sentiers battus, le touriste pourrait ainsi rejoindre la place Saint-Marc par d'autres itinéraires et après avoir visité au passage d'autres hauts lieux de la ville.

## PORTUGAL

## M. Cavaco Silva a constitué son gouvernement

Lisbonne (AFP). — Le premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, dont le Parti social-démocrate (PSD) a obtenu une confortable majorité absolue aux élections du 19 juillet, a annoncé, mercredi 12 août, la composition de son nouveau gouvernement.

Six nouveaux ministères font leur apparition. M. Cavaco Silva a ainsi décidé de créer un poste de vice-premier ministre qu'occupera M. Eurico de Melo, également chargé de la défense. M. de Melo, l'un des fondateurs du PSD en 1974, ministre de l'Intérieur, pendant la dernière législature, apparaît ainsi comme le numéro deux du gouvernement. Un ministère de la présidence a également été créé, dont le titulaire sera M. Fernando Nogueira, qui détient également le portefeuille de la justice.

Parmi les partants figure l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Pires de Miranda. Il est remplacé par M. João de Deus Pinheiro,

ancien recteur de l'université de Minho, qui occupait le ministère de l'éducation dans la précédente équipe.

M. Miguel Caldeira (quarante-deux ans), ministre des finances est, un des rares à garder son portefeuille. Il est coauteur d'une partie importante de la législation économique et financière du Portugal. Malgré son action controversée à la tête du ministère des finances ces deux dernières années, il reste l'un des hommes de confiance de M. Cavaco Silva.

## La nouvelle équipe

La nouvelle équipe devrait être investie lundi par le président Soares. M. Cavaco Silva disposera ensuite de dix jours pour présenter son programme au Parlement.

Premier ministre M. Aníbal Cavaco Silva.

Vice-premier ministre et ministre de la défense : M. Eurico de Melo.

Ministre de la présidence et ministre de la justice : M. Fernando Nogueira ; affaires étrangères : M. João de Deus Pinheiro ; administration interne (intérieur) : M. José António Godinho ; finances : M. Miguel Caldeira ; industrie et énergie : M. Luís Mira Amaral ; agriculture, pêches et alimentation : M. Álvaro Barreto ; commerce et tourisme : M. Joaquim Ferreira do Amaral ; santé : M. Roberto Carneiro ; emploi et sécurité sociale : M. José Peneda ; planification : M. Luís Valente de Oliveira ; affaires parlementaires : M. António Capucho ; travaux publics et communications : M. João Oliveira Martins ; ministre adjoint à la jeunesse : M. António Couto dos Santos ; secrétaire d'Etat auprès du conseil des ministres : M. Luís Marques Mendes.

## Afrique

TCHAD : après les bombardements libyens

## Avertissement de M. Giraud au colonel Kadhafi

« La France maintient son appui à l'intégrité territoriale du Tchad et ne s'interdit aucun moyen, y compris militaire, d'y apporter sa contribution », a déclaré, le mercredi 12 août, à Paris, M. André Giraud, le ministre français de la défense (nos dernières éditions). « Bien entendu, a-t-il ajouté, des opérations de protection aérienne ne sauraient se faire au Tchad sans l'accord du gouvernement légitime, mais pourraient être justifiées par exemple par la protection des missions humanitaires que nous y poursuivons dans le Nord. »

Ces déclarations « recroquent » quelque peu la position du gouvernement français, qui avait jusqu'à présent davantage insisté sur sa volonté de ne pas intervenir dans le conflit actuel. La poursuite des bombardements libyens justifie vraisemblablement cette mise en garde de Paris à l'endroit du colonel Kadhafi.

S'il est en effet confirmé — notamment par deux agronomes français travaillant sur place — que des appareils libyens ont bien bombardé mardi la palmeraie de Faya-Largeau, provoquant uniquement des dégâts matériels, seul pour le moment N'Djamena fait état d'un raid de l'aviation libyenne au sud du 16<sup>e</sup> parallèle.

Mercredi, le haut commandement militaire tchadien indiquait que des Mig, des Tupolev et des Sukhoï, de fabrication soviétique, avaient bombardé dans la nuit la localité de Kouba-Oulamba, située à 40 kilomètres au sud du 16<sup>e</sup> parallèle dans le centre du pays. Aucun bilan n'avait été encore donné sur ce raid, qu'un porte-parole du ministère français de la défense n'a pas confirmé.

## La mission du capitaine Sankara

En attendant des informations plus précises sur l'action de l'aviation libyenne comme sur la situation exacte des troupes tchadiennes dans la bande d'Aozou (après avoir investi la localité d'Aozou, sont-elles décidées ou non à attaquer la base aérienne libyenne située sur la frontière ?), le conflit semble mainte-

nant avoir pris une dimension diplomatique.

Aux déclarations du ministre français de la défense, il faut aussi joindre celles de responsables américains montrant que Washington est peu enclin à fournir une couverture aérienne aux Tchadiens, même si les Etats-Unis soutiennent les revendications de M. Hissène Habré sur la bande d'Aozou.

Si on ne connaît pas encore les résultats de la mission effectuée à Tripoli par le chef de l'Etat burkinabé, le capitaine Thomas Sankara, pour le compte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la radio de Ouagadougou rapportait mercredi certaines déclarations du colonel Kadhafi : « La Libye agresse le Tchad et se défend contre l'agresseur et demeure disposée et ouverte à toutes les initiatives menant à l'établissement de la paix en Afrique », a déclaré le chef de l'Etat libyen, qui a ajouté : « La Libye s'indigne qu'en dépit de l'appel de l'OUA... Hissène Habré ait décidé unilatéralement de remettre en cause tous les efforts de l'Organisation de l'unité africaine en agressant la frontière sud de la Libye. » Cette référence à l'OUA montre, selon certains observateurs, la volonté du colonel Kadhafi de tout mettre en œuvre pour tenter de rassurer les bonnes grâces des dirigeants africains.

Face à cette « offensive de charme », les responsables tchadiens ne sont pas restés inactifs. Ainsi le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Goumar Lassou, a déclaré, dans un entretien publié par le quotidien ivoirien *Fraternité Matin* que son pays « n'avait aucune ambition territoriale sur aucun pays » et qu'il voulait « simplement recouvrer et défendre son intégrité territoriale ».

Interrogé sur un éventuel recours à la Cour internationale de justice de La Haye, le chef de la diplomatie tchadienne a déclaré : « La question principale qu'il faut se poser est celle concernant l'attitude de Kadhafi : oui ou non reconnaît-il le Tchad comme un Etat indépendant et souverain avec qui il faut discuter. »

AFRIQUE DU SUD : la grève des mineurs

## La police arrête des dizaines de syndicalistes noirs

JOHANNESBURG de notre correspondant

Quatre-vingt-six mineurs selon le syndicat, soixante-dix-huit d'après la police, ont été arrêtés, le mercredi 12 août, à Klerksdorp, ville minière à 200 kilomètres à l'ouest de Johannesburg. Les forces de l'ordre ont encerclé un local du NUM (National Union of Mineworkers) où se tenait une réunion. Les autorités ont indiqué que les grévistes seraient poursuivis pour conspiration, incitation au meurtre et infraction à la législation sur la sécurité interne. Des accusations que le secrétaire général du NUM, Cyril Ramaphosa a démenties au cours d'une conférence de presse, se proposant de le démontrer devant les tribunaux.

Ces arrestations sont la première action d'envergure entreprise par les autorités au troisième jour d'un conflit qui oppose le NUM à la Chambre des mines et qui est suivi par trois cent quarante mille mineurs selon le syndicat et par deux cent trente mille, d'après l'organisation patronale. Au total cent soixante-dix-sept grévistes auraient été interpellés depuis dimanche, premier jour du mouvement, a indiqué M. Ramaphosa sans qu'il soit en mesure de préciser combien étaient toujours en détention.

Ces interventions de la police ainsi que celles du personnel de sécurité démontrent, pour le dirigeant syndical, que les compagnies

minières et les pouvoirs publics « veulent écraser la grève ». « Nous nous battons jusqu'au bout, a-t-il déclaré, nous gagnerons à n'importe quel prix », soulignant que les mineurs noirs étaient prêts « à tenir aussi longtemps qu'il le faudra » et se disant confiant dans l'extension du mouvement à d'autres catégories professionnelles par solidarité. Il a dénoncé la « connivence » de la police avec les sociétés minières. Traitant le ministre du travail, M. Pietie du Plessis, de « menteur », il a estimé que le gouvernement n'était pas neutre comme ce dernier l'avait affirmé.

Malgré ces arrestations et une répression qualifiée d'« alarmante », M. Ramaphosa considère que cette grève est « un succès » et prouve, contrairement aux affirmations de la Chambre des mines, que les augmentations proposées ne sont pas satisfaisantes. Il a néanmoins réitéré son offre de reprise des négociations, qui, pour l'instant, n'a pas reçu d'écho.

Aucun signe de détente n'est perceptible. Il semble bien au contraire que l'épreuve de force engagée risque de durer. Et chacun se demande si le jeune Syndicat des mines aura les reins assez solides pour résister à la puissante Chambre des mines, qui, depuis le début du conflit, garde un profil bas et paraît s'être installée dans une situation d'attente.

MICHEL BOLE-RICHARD.

RACHID KARAMÉ  
TEL QUE JE L'AI CONNU

Associé à l'appel, Raymond Eddé, l'ancien ministre libanais, dronc le portrait du président du conseil, dont la disposition brutale manque un nouveau tournant tragique au pays des Cédres.

Dans le numéro de juillet d'ARABES, en kiosques et en librairie.

78, rue Joffroy, 75017 PARIS  
Tél. : 46-22-34-14.

● MOZAMBIQUE : raid meurtrier de la Renamo. — Les hommes de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) auraient tué, selon les autorités gouvernementales, au moins soixante-trois personnes le lundi 10 août au cours d'un raid dans la petite ville de Manjacaze (province de Gaza), a annoncé mercredi l'agence mozambicaine de presse AIM. Selon AIM, de nombreux habitants de la ville ont été kidnappés par les rebelles, tandis que des immeubles et des banques ont été dynamités. La Renamo a démenti être à l'origine de ce massacre, mais a indiqué être l'auteur de l'attaque d'une base militaire, le 26 juillet, au cours de laquelle dix-sept soldats avaient été abattus. — (AP.)

Les idées font croquer la finance.

Ferruzzi  
Agricola  
Finanziaria  
est née.

مكتبة الامم المتحدة



هكذا صلاحيات

## Afrique

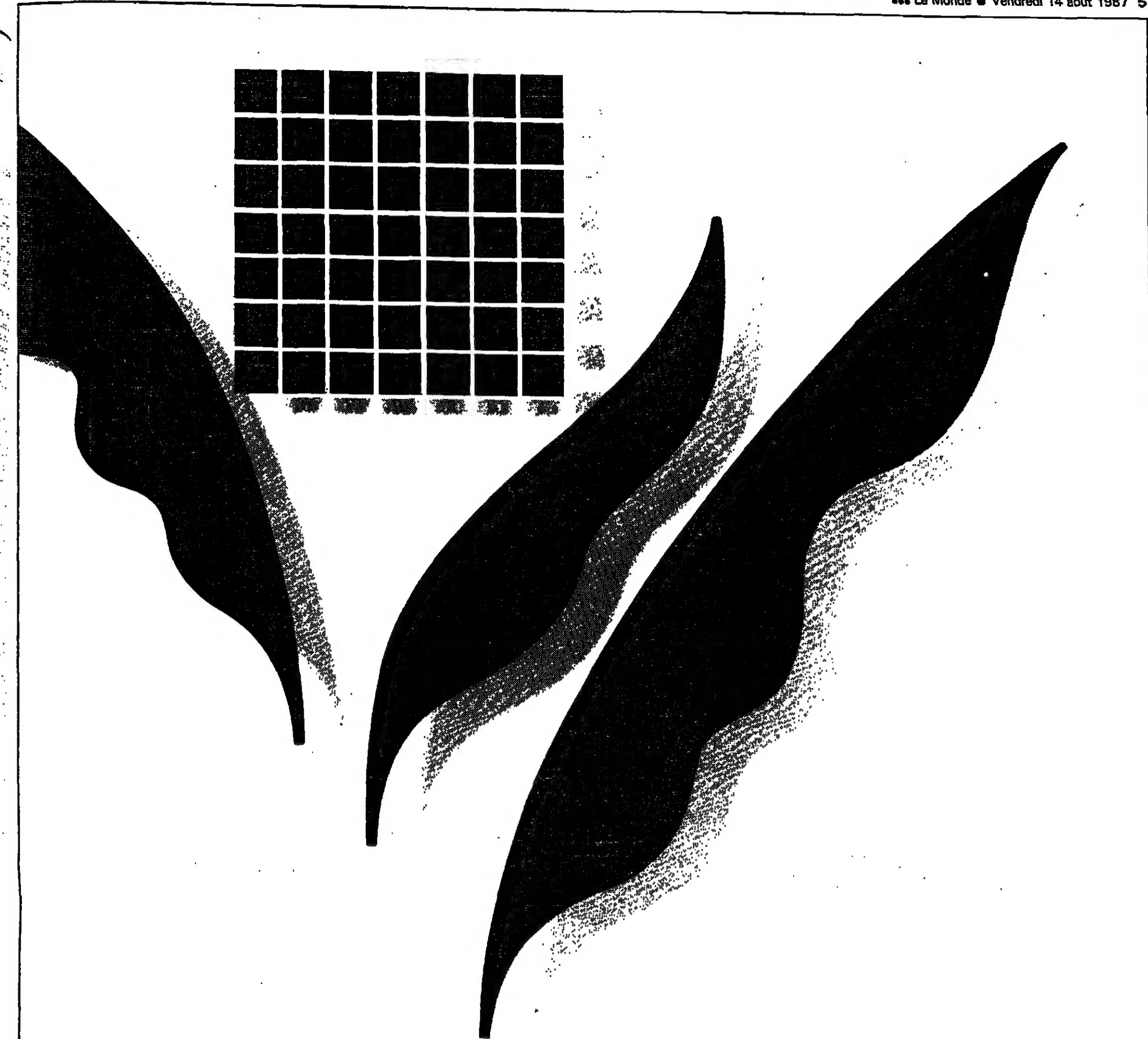
... La Monde • Vendredi 14 août 1987 5

TCHAD : après les bombardements

### Avertissement de M. Giraud au colonel Kadhafi

Le Président de la République a adressé un message au colonel Kadhafi, le 12 août 1987, à l'occasion de la fête de l'indépendance du Tchad. Dans ce message, M. Giraud a exprimé sa confiance en la sagesse et la modération du colonel Kadhafi, mais a également fait part de ses inquiétudes quant à la situation en Tchad. Il a souligné que la violence n'est pas la solution et a appelé à une solution pacifique du conflit. M. Giraud a également exprimé sa confiance en la capacité du peuple tchadien à surmonter ses difficultés.

Le Président de la République a adressé un message au colonel Kadhafi, le 12 août 1987, à l'occasion de la fête de l'indépendance du Tchad. Dans ce message, M. Giraud a exprimé sa confiance en la sagesse et la modération du colonel Kadhafi, mais a également fait part de ses inquiétudes quant à la situation en Tchad. Il a souligné que la violence n'est pas la solution et a appelé à une solution pacifique du conflit. M. Giraud a également exprimé sa confiance en la capacité du peuple tchadien à surmonter ses difficultés.



### La mission du capitaine Sarrault

Le capitaine Sarrault a été nommé à la tête d'une mission de maintien de l'ordre en Tchad. Cette mission a pour but de restaurer l'ordre public et de protéger les populations civiles. Le capitaine Sarrault a exprimé sa détermination à accomplir sa mission avec honneur et loyauté.

Le capitaine Sarrault a été nommé à la tête d'une mission de maintien de l'ordre en Tchad. Cette mission a pour but de restaurer l'ordre public et de protéger les populations civiles. Le capitaine Sarrault a exprimé sa détermination à accomplir sa mission avec honneur et loyauté.

AFRIQUE DU SUD : après le...

### La police arrête des dizaines de syndicalistes noirs

La police sud-africaine a arrêté des dizaines de syndicalistes noirs en raison de leur participation à des manifestations contre le régime d'apartheid. Ces arrestations ont suscité de vives réactions de la communauté internationale, qui a condamné ces actes de répression.

La police sud-africaine a arrêté des dizaines de syndicalistes noirs en raison de leur participation à des manifestations contre le régime d'apartheid. Ces arrestations ont suscité de vives réactions de la communauté internationale, qui a condamné ces actes de répression.

Les idées font croître la finance.

**Ferruzzi Agricola Finanziaria est née.**

En octobre 1985, le Gruppo Ferruzzi précisait son projet: constituer l'un des principaux groupes agro-industriels du monde, étendre ses activités à de nouveaux domaines et se développer sur d'autres continents. En moins de deux ans, le Gruppo Ferruzzi est devenu le premier groupe agro-industriel européen et le troisième dans le monde. Aujourd'hui, il est le second pôle industriel privé italien. Toutes activités confondues, son chiffre d'affaires atteint l'équivalent de 18 milliards de dollars. Les principales orientations stratégiques du Groupe, telles que l'utilisation de matières premières agricoles à des fins énergétiques et industrielles, avec leur impact positif sur la protection de l'environnement, sont aussi des préoccupations majeures de la communauté internationale. C'est Agricola Finanziaria, la société holding du Groupe, qui a été le moteur d'un pareil développement. Grâce aux succès remportés sur le marché financier, elle a pu disposer des moyens qui lui ont permis de réaliser des investissements importants tels que l'acquisition de la division industrielle de CPC Europe (le leader européen de l'amidon et de ses principaux dérivés), la prise de contrôle de Montedison et de Béghin-Say. Dans le secteur sucrier, le Groupe est ainsi devenu le premier producteur européen.

La capitalisation boursière du Gruppo Agricola Finanziaria atteint l'équivalent de 20 milliards de dollars. Cette croissance va se poursuivre. De façon que le Gruppo Ferruzzi s'identifie de plus en plus avec Agricola Finanziaria, le holding Ferruzzi Agricola Finanziaria vient d'être créé. Toutes les activités du Groupe vont converger vers ce nouveau holding, de façon à ce que, à terme, Ferruzzi Agricola Finanziaria et le Gruppo Ferruzzi ne fassent plus qu'un. Plus que jamais, les perspectives de marché sont mondiales et Ferruzzi Agricola Finanziaria est déjà présent sur les cinq continents. Ses activités, largement diversifiées, s'articulent autour d'une structure verticale unique qui va de l'agriculture aux services, du trading à l'agro-industrie, de la chimie au tertiaire et comprend aussi de nombreuses participations industrielles et financières. Il est prévu d'introduire Ferruzzi Agricola Finanziaria sur les principales Bourses européennes, en particulier, à Paris et à Londres, favorisant ainsi l'ouverture internationale de l'actionariat que justifie l'importance du Groupe. Une impulsion a été donnée, il y a deux ans. Hier les idées ont fait croître la finance. Aujourd'hui, c'est à la finance de faire croître les idées.

 **Ferruzzi Agricola Finanziaria**



## Amériques

ETATS-UNIS : l'intervention présidentielle sur l'« Irangate »

## M. Reagan affirme avoir poursuivi une politique « qui faisait faillite »

Au cours d'une allocution télévisée de dix-huit minutes, diffusée le mercredi 12 août, le chef de l'Etat américain a accepté de porter l'entière responsabilité du scandale de l'« Irangate » en soulignant qu'il était « en dernier ressort responsable devant le peuple américain ».

WASHINGTON

Oubliions le passé et concentrons nous sur l'avenir. Tel était le message implicite du court discours du président Reagan, pressé, de toute évidence, de tirer un trait sur l'« Irangate » et de se consacrer à la tâche de chef de l'Etat. D'où son souci de revenir à l'entière responsabilité de ce qu'il a appelé l'« erreur », c'est-à-dire la vente d'armes à l'Iran.

« Mes préoccupations pour les otages, l'image de ces Américains enchaînés, privés de leur liberté et de leurs familles, dominaient mes pensées. (...) C'était une erreur », a-t-il déclaré, et, avec une franchise déconcertante, il a ajouté : « J'ai, avec moi-même, poursuivi une politique qui faisait faillite. » Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et M. Weinberger, ministre de la Défense, qui s'y opposaient, « avaient raison ».

Ainsi le président a-t-il répété son mea culpa du 4 mars dernier, avec la nuance qu'il avait « trop de respect pour le peuple américain ». « A la vérité, a-t-il déclaré, rien de ce que je pourrais dire ne rétablirait la situation. » Mais cet acte de contrition ne contenait aucune référence à l'abus de pouvoir, de la violation du principe de la loi, mis en évidence par l'« Irangate ».

Animé essentiellement par son désir de souligner qu'il restait le « patron », il a tancé l'amiral Poindexter, son ancien conseiller pour les affaires de sécurité : « Je suis celui qui a l'ultime responsabilité devant le peuple américain (...). L'amiral déclare qu'il voulait me protéger, mais aucun président ne saurait jamais être protégé de la vérité. »

## Le plan de paix en Amérique centrale

## M. Ortega se rend à Cuba

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a quitté, le mercredi 12 août, Managua pour une « visite surprise » à Cuba, où il s'entretiendra avec le président Fidel Castro du processus de paix en Amérique centrale. M. Ortega a indiqué qu'il se rendait à Cuba en raison des liens d'entraide entre son pays et la Havane.

« Il s'agit d'une visite de travail et d'échanges de vues », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il était disposé à rencontrer aussi le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et « tous les représentants des pays avec lesquels le Nicaragua maintient des relations ». Il a enfin souligné que ce projet de voyage avait été présenté et approuvé par les chefs d'Etat du Costa-Rica, M. Oscar Arias, et du Guatemala, M. Vinicio Cerezo.

Le plan de paix proposé la semaine dernière par les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale continue en outre à susciter de nombreuses réactions. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, a ainsi estimé que ce plan, s'il faisait perdre à la Contra sa capacité militaire, supprimerait du même coup tous les moyens de pression sur le gouvernement sandiniste. Car, a poursuivi M. Weinberger, « il n'y a pas de calendrier pour les élections ou pour la démocratisation ».

Au Salvador, la guérilla du front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), fait savoir mercredi qu'elle désire négocier avec le gouvernement pour mettre fin à huit ans de guerre civile. Le FMLN a précisé qu'un cessez-le-feu pouvait être à l'ordre du jour des pourparlers.

Ces déclarations devraient être un prélude à une rencontre entre les deux parties. Le président salvadorien Napoleón Duarte avait en effet affirmé le même jour qu'il ne dialoguerait avec la guérilla que si elle acceptait les termes de l'accord de paix qui prévoit entre le « cessez-le-feu », l'« amnistie » et l'« intégration dans le processus démocratique » des forces de la guérilla. — (AFP, Reuters, UPI.)



« Why can't they put on a re-run of my first term? »

Pourquoi ne peuvent-ils donner une rediffusion de mon premier mandat ? (International Herald Tribune du 13 août)

## Des questions sans réponses

Bien entendu, le président a rappelé qu'il avait pris des mesures pour corriger les défaillances du système : réforme du Conseil national de sécurité, privé désormais d'un rôle opérationnel dans les activités secrètes ; nomination d'un nouveau conseiller pour les affaires de sécurité (M. Carlucci), d'un nouveau chef d'état-major à la Maison Blanche (M. Baker), et il a ajouté qu'il avait nommé un nouveau directeur de la CIA, mais sans préciser que le poste est devenu vacant par suite du décès de William Casey, son ami personnel.

A vrai dire, l'épilogue de l'« Irangate » fait par le président était très court et laissa beaucoup de questions sans réponses, à commencer,

justement, par le rôle de William Casey : très certainement, le président avait préféré la formule d'un discours à celle d'une conférence de presse, qui l'aurait exposé aux questions délicates ou insidieuses des journalistes. M. Reagan a répété qu'il n'avait jamais eu connaissance de l'opération de diversion des fonds en faveur des « contras », mais il n'a pas indiqué si, comme l'amiral Poindexter l'affirmait, il aurait approuvé l'entreprise. Apparemment, il n'a pas pris, ou a délibérément ignoré, l'entière dimension du dommage causé par l'« Irangate » au fonctionnement des institutions. Ainsi bien, au nom des démocrates, le sénateur Mitchell a-t-il immédiatement souligné qu'« aucune fin ne justifie les moyens » et que la démocratie américaine repose sur l'honnêteté à la loi.

En ce qui concerne l'avenir, le président voit la vie en rose. Il accomplira la mission que lui a confiée le peuple américain en 1980 et qu'il a confirmée en 1984. Il insiste sur la perspective d'un « accord his-

torique » avec le Kremlin sur les engins nucléaires de portée intermédiaire : « Les Soviétiques négocient parce qu'ils sont en position de force » et cela grâce à l'effort militaire entrepris depuis 1980.

An sujet de l'Amérique centrale, le président n'a pas repris ses habituelles et virulentes diatribes contre les sandinistes, mais il a réaffirmé son appui aux « contras ». « Je suis entièrement engagé envers les combattants de la liberté », a-t-il ajouté, et nous « avons jamais abandonné ceux qui combattent pour la démocratie et la liberté ». Il s'est félicité de l'accord des présidents d'Amérique centrale, mais a noté au passage que les Etats-Unis avaient pris l'initiative diplomatique qui amorce peut-être une politique étrangère bipartite.

## Coopérer avec le Congrès

M. Reagan a exprimé sa volonté de coopérer avec le Congrès, et le sénateur Mitchell a répondu positivement à cet appel. Mais les démocrates soulignent qu'au cours des dernières semaines le président a pris des positions agressives, notamment sur la question du budget.

En fin de compte, le chef de la Maison Blanche peut compter sur les réactions favorables de l'opinion publique, dont il a justement senti qu'après les témoignages sensationnels du début de l'enquête parlementaire elle se fatiguerait de l'« Irangate ». Mais la classe politique, elle, n'est pas indifférente. La publication du rapport de la commission d'enquête à la rentrée d'octobre relancera le débat, interrompu seulement par le départ en vacances du président et la fin de la session parlementaire.

Déjà, les démocrates soulignent la légèreté de M. Reagan. « L'impression qu'il donne est qu'il n'a pas entièrement assimilé les événements les plus perturbants que son administration ait connus », écrit le Washington Post. D'autre part, les républicains de droite déplorent que le président se soit excusé, alors qu'il aurait dû dénoncer, avec une vigoureuse accorde, selon eux, les prévisions du Congrès à surveiller de plus près les activités secrètes et à définir la politique étrangère.

HENRI PIERRE.

## PARAGUAY : selon Amnesty International

## Un prisonnier politique est emmuré dans sa cellule

L'un des prisonniers politiques les plus anciens d'Amérique latine est, selon Amnesty International, emmuré dans sa cellule, au Paraguay. Napoleon Ortigoza, âgé de cinquante-quatre ans et ancien capitaine de l'armée de ce pays, est détenu depuis vingt-quatre ans. En isolement, pendant la plus grande partie de sa peine, l'ex-capitaine devrait être libéré le 17 décembre prochain. L'organisation des droits de l'homme affirme qu'il y a trois semaines la porte de sa cellule a été enlevée et que le mur de briques qui y a été construit, a simplement été percé, avec une petite ouverture pour laisser passer la nourriture.

Napoleon Ortigoza avait été arrêté en décembre 1962, et reconnu coupable par un tribunal militaire, en juillet 1963, de complot et de meurtre. Il est détenu à la caserne de la Guardia de Seguridad, la prison de haute sécurité d'Asunción. Amnesty International est convaincue de son innocence et explique que la seule vraie raison de sa condamnation est son opposition au général Stroessner, au pouvoir depuis trente-trois ans. Napoleon Ortigoza a été adopté par l'organisation comme prisonnier d'opinion.

Depuis plusieurs années des rapports réguliers sur l'état mental de Napoleon Ortigoza parviennent à Amnesty. Son état

aurait particulièrement empiré en mai 1987 après le rejet de sa demande de grâce, et on aurait entendu depuis des hurlements continus provenant de sa cellule. La Cour suprême militaire avait refusé cette libération, sous prétexte de mauvaise conduite. La Cour aurait cité à l'appui de cette conclusion le fait que Napoleon Ortigoza a essayé au moins une fois de se suicider. Amnesty International a lancé un appel urgent au gouvernement paraguayen.

Le directeur du journal d'opposition et trois dirigeants du Parti révolutionnaire ont été arrêtés. Le directeur de l'hebdomadaire d'opposition El Pueblo, M. César Baez Samaniego, et trois dirigeants du Parti révolutionnaire fédériste (PRF) ont été interpellés dans la nuit du mercredi 12 août par la police. Le parti Colorado au pouvoir avait demandé lundi qu'El Pueblo, seule publication d'opposition encore autorisée, cesse de paraître, et, le même jour, la police avait averti qu'elle réprimerait sévèrement toute manifestation de l'opposition. Pour M. Oscar Acuña, président du PRF, ces arrestations répondent à l'annonce, par l'opposition, d'un grand rassemblement qui devait avoir lieu jeudi sur la Plaza Independencia, près du monument de la Liberté. — (AFP.)

CHILI : inculpation de quatre directeurs de journaux. — Les responsables de quatre périodiques d'opposition, Emilio Filipi du quotidien El Epoca, Juan Pablo Cardenas, de l'hebdomadaire Analisis, Marcelo Contreras de la revue Apis et Ismael Lina, de Fortín Machopo, ont été inculpés le mercredi 12 août pour la publication de textes de « propagande » du Parti communiste inter-

dit, ce qui est illégal aux termes de la Constitution. Les quatre journalistes ne risquent pas l'emprisonnement mais une amende maximale de 25 000 dollars. M. Cardenas a déjà été condamné — pour injures au chef de l'Etat — à passer toutes ses nuits en prison pendant dix-huit mois. Il purge actuellement sa peine. — (AFP, Reuters.)

## Diplomatie

Le vingt-sixième anniversaire du mur de Berlin

## La détente profite aux fuyitifs

BONN

de notre correspondant

Le mur de Berlin a vingt-six ans. Depuis le 13 août 1961, la RDA n'a cessé d'améliorer ses impressionnantes installations frontalières interallemandes, qui courent sur 1393 kilomètres : deux barrières métalliques de plus de 3 mètres de haut et, entre elles, des miradors et autres tourelles d'observation, des bandes de contrôle éclairées la nuit, et sur lesquelles toute trace de pas est marquée dans le sable.

Avec la mise en place de systèmes électroniques sophistiqués, ce dispositif est en passe de devenir quasiment « parfait », malgré l'élimination, fin 1984, des installations de tir automatiques et la suppression, en 1985, des mines au sol.

Certains experts ouest-allemands pensent même que la RDA pourrait lever l'obligation faite à ses gardes frontalières de tirer sur les fuyitifs sans que cela facilite pour autant le passage.

Sur les quelque 240 000 Allemands de l'Est qui se sont réfugiés en RFA depuis 1961, environ 25 000, selon les chiffres du ministère ouest-allemand des relations

interallemandes, ont réussi l'échappée en force à travers les installations frontalières. 188 ont été tués, dont 77 à Berlin.

Pour les sept premiers mois de cette année, selon le décompte de l'Association du 13 août, il y a eu 112 tentatives réussies à Berlin-Ouest. Trois jeunes gens sont tombés sous les balles de la police est-allemande des frontières au début d'année. Si l'on en croit le garde frontière Jens Bernhardt, passé à Berlin-Ouest à la fin de juillet, ces derniers mois ont été particulièrement propices pour fuir le rideau de fer. Le jeune garde frontière a révélé que Berlin-Est avait levé l'ordre de tirer sur les fuyitifs durant les grandes festivités qui ont marqué cet anniversaire : les visites dans la partie occidentale de la ville des présidents Mitterrand et Reagan et de la reine d'Angleterre, ainsi que le départ du Tour de France, le 17 juin.

Le gouvernement fédéral de Bonn a confirmé ces informations, affirmant disposer d'« indications allant en ce sens ». Tout laisse croire que la RDA fera preuve de la même « magnanimité » durant la visite de M. Erich Honecker en RFA (du 7 au 11 septembre). — (Indéfini.)

## Echange d'agents secrets entre les deux Allemagnes

## L'espion du Tornado rendu à l'Est

Un important échange d'agents secrets a eu lieu le mercredi 12 août entre les deux Etats allemands, moins d'un mois avant la visite en RFA du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker (7 au 11 septembre).

L'opération a eu lieu au poste frontalier de Herleshausen, au sud-est de la RFA.

Parmi les trois agents de l'Est rendus à la RDA se trouvait l'ingénieur Manfred Rosch. Arrêté en septembre 1984, il a été condamné pour avoir notamment communiqué à l'URSS des plans du chasseur Tornado, fabriqué en commun par la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie.

En échange de M. Rosch et de deux autres personnes moins impor-

tales, la RDA a libéré la doctoresse Christa-Karin Schumann (cinquante-trois ans) et un agent de l'Office fédéral de protection de la Constitution (la DST ouest-allemande), M. Wilhelm Wilms.

M. Schumann, que l'on dit très malade, a été la compagne d'un officier est-allemand, l'amiral Winfried Baumann, qui a travaillé pour le contre-espionnage ouest-allemand. Tous deux avaient été arrêtés en 1979 à Berlin-Est, alors qu'ils s'apprêtaient à passer à l'Ouest. L'officier a été exécuté et elle avait été condamnée pour espionnage à quinze ans de prison.

Depuis des années, la RFA cherchait à obtenir la libération de M. Schumann, devenue en RFA un symbole de la « répression » dans l'autre Etat allemand. Les services secrets de l'armée populaire est-allemande s'étaient toujours opposés jusqu'à à ce qu'elle soit rachetée par Bonn au prix d'un échange d'agents. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Espagne

## Madrid renforce la coopération antiterroriste avec Paris et Alger

Madrid. — Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez renforce actuellement son dispositif antiterroriste tant avec la France qu'avec l'Algérie. En moins de deux semaines, le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité, M. Rafael Vera, s'est rendu à Paris et à Alger. Le 7 août, les autorités espagnoles ont annoncé la nomination prochaine d'un « super-policier » chargé spécialement de coordonner avec les autorités françaises la lutte antiterroriste dans la région frontalière.

Lors de sa visite à Alger, les 10 et 11 août, M. Vera a établi avec les autorités algériennes une « liaison permanente » en matière de sécurité bilatérale. Alger donnera toutes les informations sur les membres de l'ETA sur son territoire, tandis que Madrid s'engage à informer les autorités algériennes sur les activités des opposants algériens favorables à l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella, qui se trouvent surtout dans la région d'Alcázar. En novembre dernier, Madrid et Alger avaient conclu un accord aux termes duquel l'Algérie s'engageait à accueillir sur son sol une trentaine de membres de l'ETA. — (AFP.)

## Sri-Lanka

## Deux officiers indiens tués lors d'une opération de déminage

Colombo. — Deux officiers indiens ont été tués et deux soldats indiens blessés gravement, le mercredi 12 août, lors de l'explosion d'une mine dans la péninsule de Jaffna. La mine avait été posée à cet endroit par les indépendantistes tamouls, selon le haut Commissariat indien à Colombo. Ces pertes sont les premières subies par l'armée indienne depuis le déploiement par New-Delhi,

à partir du 29 juillet, d'une force de paix d'environ six mille hommes, dans le cadre de l'accord signé entre l'Inde et Sri-Lanka. Les opérations de déminage sont rendues plus difficiles par le fait que les milices indiennes ne disposent pas d'un plan de ce champ de mines. La plupart des indépendantistes tamouls, qui avaient déposé des mines, ont en effet été tués depuis, a-t-on expliqué de sources officielles.

D'autre part, les Tigres de l'Eelam, principal groupe séparatiste, ont remis aux autorités environ huit cents armes à feu, les 6 et 9 août. Cette opération s'est poursuivie jusqu'à la semaine dernière. Miliciens indiens et ar-Lanka soupçonnés de rebelle de cacher au moins 10 % de leurs armes, tout en affirmant que celles-ci ne pourront pas être dissimulées longtemps. — (AFP, Reuters.)

## Haïti

## Un couple français victime de violences

Port-au-Prince. — L'épouse d'un homme d'affaires français a été violée, tandis que des hommes habillés en soldats de l'armée haïtienne retenaient prisonniers son mari et son beau-frère sous la menace de leurs armes au domicile du couple dans la banlieue de la capitale haïtienne, a annoncé, le mercredi 12 août, l'ambassade de France à Port-au-Prince. Les cinq hommes armés, dont quatre soldats, ont également pris une somme d'argent « conséquente » et des bijoux au domicile de l'homme d'affaires, un concessionnaire de la société l'Abelle, importatrice des véhicules Renault et Peugeot dans l'île.

C'est mardi, vers 1 heure que les trois Français ont été appréhendés à bord de leur voiture en sortant du garage de leur maison de Pétionville. Les cinq hommes, après leur avoir signifié qu'il ne devait pas se trouver dans la rue à une heure si tardive, les ont accompagnés à leur domicile sous prétexte que le couple était soupçonné de dissimuler de la cocaïne. L'agression a ensuite duré pendant une heure, et les cinq

hommes sont repartis dans une automobile japonaise de couleur bleue. Les trois victimes se sont ensuite réfugiées dans la résidence d'un diplomate français.

Les responsables de l'ambassade ont pris contact avec le ministre haïtien des affaires étrangères, le colonel Ibrahim, mais le gouvernement haïtien n'a pour l'instant fait aucun commentaire. — (AFP, Reuters.)

HONG-KONG : nouvel afflux de réfugiés. — La police maritime a appréhendé, le mercredi 12 août, 634 réfugiés sino-vietnamiens qui essayaient de rentrer illégalement dans les eaux de la colonie britannique à bord de trois bateaux. Ces immigrants d'origine chinoise, sont rapatriés en Chine après contrôle de leurs identités, a précisé un officiel. Au total, près de 5 000 réfugiés ont tenté de rejoindre Hong-Kong depuis le 20 juin, a-t-il ajouté. Il s'agit du plus important groupe de réfugiés arrivés depuis sept semaines (le Monde du 8 août). — (AFP.)

INDE : quatre policiers tués au Pendjab. — Quatre policiers surveillant le domicile d'un patron de presse ont été tués, le jeudi 13 août à Jalandhar (Pendjab), a annoncé le chef de la police de l'Etat, M. Julio Ribeiro. Selon M. Ribeiro, il n'est pas certain que ces meurtres soient liés à la campagne menée par les séparatistes sikhs au Pendjab. Ils pourraient être le résultat d'une bagarre entre les gardes, deux autres policiers étant portés manquants.

CHINE : trois intellectuels exclus du PC. — Trois intellectuels libéraux ont été exclus du Parti communiste chinois (PCC), dans le cadre de la campagne contre les idées politiques occidentales, a-t-on appris, le jeudi 13 août, de source chinoise. Il s'agit de MM. Su Shaochi, directeur de l'Institut de recherche sur le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong, Wu Zuguang, dramaturge connu, et Wang Ruoshui, ancien rédacteur en chef adjoint du Quotidien du Peuple, organe du PCC. Cette campagne va encore se poursuivre un bon moment, a indiqué une source chinoise informée, présant d'autres exclusions du parti. — (Reuters.)

## M. Bernard Pons empêche les forces de l'ordre néo-nazies

Le ministre de l'Intérieur, M. Bernard Pons, a empêché les forces de l'ordre néo-nazies de participer à la manifestation du 12 août à Paris. Il a ordonné que les forces de l'ordre ne soient pas autorisées à intervenir contre les participants à la manifestation, mais qu'ils soient autorisés à intervenir contre les forces de l'ordre néo-nazies. M. Pons a déclaré que les forces de l'ordre ne doivent pas intervenir contre les participants à la manifestation, mais qu'ils doivent intervenir contre les forces de l'ordre néo-nazies. M. Pons a déclaré que les forces de l'ordre ne doivent pas intervenir contre les participants à la manifestation, mais qu'ils doivent intervenir contre les forces de l'ordre néo-nazies.

## Tout va bien

Tout va bien, a déclaré M. Pons, le ministre de l'Intérieur, lors de sa visite à Paris. Il a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème.

## Décès de M. Jean Masse

M. Jean Masse, ancien député PS des Bouches-du-Rhône, est décédé le 12 août à Marseille. M. Masse était âgé de 78 ans. Il avait été élu député en 1981. M. Masse était un homme de gauche, et avait été membre du PS. M. Masse était un homme de gauche, et avait été membre du PS. M. Masse était un homme de gauche, et avait été membre du PS.

## Un baron du « defferrisme »

Un baron du « defferrisme », a déclaré M. Pons, le ministre de l'Intérieur, lors de sa visite à Paris. Il a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème.

## UNE ENQUÊTE DE TONIN MASSON

UNE ENQUÊTE DE TONIN MASSON, a déclaré M. Pons, le ministre de l'Intérieur, lors de sa visite à Paris. Il a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème. M. Pons a déclaré que tout va bien, et qu'il n'y a pas de problème.



Diplomatie

Le vingt-sixième anniversaire...  
La détente profite aux fugitifs

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande. Les services de l'Intérieur ont engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande. Les services de l'Intérieur ont engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Le ministre de l'Intérieur a engagé ses services pour la recherche et la surveillance des personnes qui ont fui le régime de la République démocratique allemande.

Politique

L'interdiction de la marche des indépendantistes en Nouvelle-Calédonie

M. Bernard Pons emploiera « les forces de l'ordre nécessaires »

Le ministre de l'Intérieur, M. Bernard Pons, a lancé, le mercredi 12 août, au cours d'une conférence de presse à Paris, une mise en garde au FNLS, en affirmant que le gouvernement emploiera « les forces de l'ordre nécessaires » pour faire « appliquer la loi » et l'interdiction de la « marche pour l'indépendance » décidée par le mouvement indépendantiste calédonien. Le porte-parole du FNLS, M. Yeiwené, avait indiqué la veille que cette démonstration prévue sur l'île du 23 août au 3 septembre « aurait bien lieu ». M. Pons avait interdit cette marche ainsi que celle du FNLS aux mêmes dates et baptisée « marche tricolore pour la liberté » par les anti-indépendantistes. Deux arrêtés identiques confirmant ces interdictions ont été publiés, jeudi, au Journal officiel de Nouvelle-Calédonie et dépendances. Les textes mentionnent en évidence « les troubles graves à l'ordre public et les risques d'affrontements pouvant résulter de plusieurs manifestations, contre-manifestations ou attroupements sur la voie publique » en période préélectorale.

Interrogé sur son attitude en cas de maintien de la marche du FNLS, M. Pons, qui revient d'un sixième voyage en Nouvelle-Calédonie en quinze mois, a affirmé que « si le FNLS veut aller dans une situation d'affrontement, il en prendra la responsabilité (...) et trouvera en face de lui un dispositif qui permettra de faire respecter les décisions prises par le gouvernement ». Commentant les propos de M. Yeiwené (le Monde du 13 août), le ministre a déclaré : « Ce n'est pas très joli de dire qu'on sort les canons des trunks. Les indépendantistes sont majeurs, et ces propos excessifs ne traduisent pas la réalité profonde au sein de la communauté mélanésienne. »

M. Pons a souligné que « la consultation du 13 septembre (le référendum) est un enjeu capital » au sein de laquelle « une situation de droit se substituerait à un état de fait ». Revenant sur une expression qu'il avait déjà utilisée, selon laquelle « les abstentions n'auront pas de signification politique », le ministre a indiqué que le FNLS, qui a appelé à l'abstention, ou bien « se désintéresse de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, ou bien n'est pas très sûr du type d'indépendance qu'il veut », ou « a peur d'être très largement minoritaire ».

Selon lui, cette abstention volontaire « il faudra tenir compte de l'abstention traditionnelle » qui, affirme M. Pons, oscille en général entre 20 et 40 % sur le territoire « n'a pas lieu d'être dans la mesure où

Tout va bien

TOUT va bien en Nouvelle-Calédonie : tel est le leitmotiv de M. Bernard Pons depuis qu'il a pris en charge le dossier, c'est-à-dire depuis qu'il y a mis lui-même bon ordre. Peu importe que cet ordre soit dû à une présence militaire renforcée : M. Pons ne veut voir que le succès de ses amis du RPR et la dislocation inéluctable des indépendantistes canaques. Chacun connaît, en effet, par avance le résultat du référendum du 13 septembre prochain : la composition du corps électoral néocalédonien et la consigne de boycottage donnée par le FNLS assurent les partisans de M. Lefleur d'une confortable majorité. Mais chacun sait également que ce référendum ne résoudra rien et que le prochain président de la République en sera quitte pour remettre en chantier une politique en équilibre.

Car l'évidence M. Pons attire sur lui les reproches qu'il adresse à l'île : il n'y a pas si longtemps, au gouvernement socialiste. Ce dernier était, selon lui, coupable d'avoir fait le jeu d'une communauté « celle des Canaques » contre l'autre. M. Pons se présente aujourd'hui de son bureau de la rue Oudinot, avec à ses côtés la « caution » de M. Dick Ukeiwé, en véritable patron de la campagne électorale du RPR.

J.-M. C.

Les « accroches » estivales des « copains d'Arlette »

Une journée dans la vie des moines-soldats du trotskisme

MULHOUSE de notre envoyé spécial

« L'Arlette, elle dit des choses vraies, mais elle est trop extrémiste. » Surprise par sa propre audace, la femme du mineur retraité part d'un grand éclat de rire. Depuis près d'un quart d'heure, elle et lui font face au militant-démarcheur de Lutte ouvrière venu pour « créer des liens ».

Eux sont en haut du petit escalier du corridor de leur maison plantée, comme toutes celles qui sont alentour dans un jardin. Le tout appartient à la Société des mines de potasse d'Alsace. Ils sont au frai. Lui s'est aventuré sur les premières marches qui grimpent vers la porte d'entrée, sans aller plus loin. En plein soleil. Il n'a pas l'air de se rendre compte que ça chauffe vraiment, tout occupé une fois de plus à convaincre ses interlocuteurs de la nécessité pour « les travailleurs » de ne compter que sur eux-mêmes.

C'est juste, monsieur, a dit la dame en réponse aux arguments du militant trotskiste. Pour « vendre » la révolution, on va au plus simple, sinon au plus simple. Du brut de décoffrage. Le monde est partagé en deux : d'un côté, les exploités qui rimment toute leur vie pour des clopinettes, de l'autre, les bourgeois et les patrons, qui s'en foutent plein les poches.

Difficile de résister à un propos si limpide. La plupart du temps, on acquiesce : « C'est sûr, droite ou gauche, ils font rien pour l'ouvrier. » Le militant « bêche ». Mais, pour venir en discuter à l'aveugle, le soir, dans une commune voisine, c'est une autre paire de manche : « Justement, ce soir, monsieur, on part à Nantes voir nos enfants. Le garçon n'a pas voulu faire la mine, il est dans la police. »

Plus loin, un autre « travailleur », polonois par sa mère, « malgré nous » enrôlé dans la guerre par les Nazis, retraité par la mine et le jardinier par la force des choses, ne pourra pas venir non plus. Il n'a aucun atome crochu avec le communisme, mais surtout il va acheter une voiture : une Lada soviétique, à en croire les prospectus détenus par sa femme. Ailleurs, une dame en noir, qui craint mani-

festement pour son bac à linge face à l'intrus, n'a pas de voiture du tout. Inutile d'accrocher le mari, il est sourd.

Il en faudrait plus pour décourager le militant. Moins-soldat du trotskisme, il s'en va de porte en porte, méthodiquement, à travers la cité minière. Quatre autres camarades font la même chose, dans d'autres rues, pendant plusieurs heures.

La chasse aux signatures

Tous les étés depuis une dizaine d'années, excepté en 1986, Lutte ouvrière a lancé ses « caravanes » sur les routes de France. La caravane en question est composée, le plus souvent, d'une camionnette, une tente pour coucher les militants, une autre pour faire la cuisine et beaucoup de courage au service de la cause révolutionnaire. On prend sur son temps de vacances pour aller agiter les idées des autres. Par surs de puce, de commune en commune, on va vendre l'hébdomadaire Lutte ouvrière sur les marchés, on fait des « accroches » dans les crèches ouvrières ou à la sortie des usines. L'« accroche » semble un loisir essentiel dans les activités de cette organisation d'extrême gauche. Crées des liens, par exemple, avec LO.

Faire une « accroche », c'est, après une discussion au corps à corps qui peut s'éterniser, réussir à obtenir l'adresse de la personne accrochée pour rester en contact. Et peut-être plus, comme on dit dans les petites annonces spécialisées. Mais là il ne s'agit que de devenir sympathisant ou militant.

A quelques mois de l'élection présidentielle, on fait aussi la chasse aux signatures de maires. Il en faut cinq cents pour permettre à « Lutte » de se présenter. Les militants n'aiment pas trop parler de ce sport délicat. Goûter du secret ? Peut-être, mais ils ont conscience qu'il n'y a rien à attendre des élections ? Souci de préserver la tranquillité d'élus amoureux de la démocratie ? Il y a bien un peu de tout cela.

Les « caravanes » qui sillonnent encore les plages et les lieux tou-

ristiques, du Nord à la Vendée, de la Côte basque à la Provence, en passant par le Jura et l'Alsace, sont de charmants mélanges, tout à la fois caricature de militante et minutieux travail de connaissance du terrain. Ni camp de scouts, ni retraite religieuse, ni défilé de la jeunesse, ni défilé de sapeurs-pompiers. Et pourtant la caravane a l'aspect fraternel de l'un, l'abnégation sacerdotale de l'autre et le culot patient du troisième. Est-ce pour ne pas tomber dans la trivialité ou pour éviter les écueils de l'intimité ? Il est rare d'entendre les militants — ils étaient deux douzaines en Alsace — s'appeler par leur prénom.

La journée-type de vacances militantes des « copains d'Arlette » est réglée, comme du papier à musique. On tire au sort qui fait la cuisine, les visites à domicile, la rencontre des maires et la vente du journal sur le marché local.

Le mardi 11 août, la caravane Jura-Alsace avait planté sa tente à Heimsbrunn, une commune proche de Mulhouse. La journée a dû ressembler à la précédente et ne pas être très différente de la suivante. Après le déjeuner, chaque équipe a fait un compte rendu de ses péripéties. Toute la bande était assise en rond. « J'ai eu une discussion intéressante avec un jeune mineur qui est d'accord pour ne pas continuer à se laisser faire », a dit l'un. « Sur le marché, ce n'était pas évident », a confié une autre. Un homme pressé lui a dit qu'il était « indépendant », et elle en a tiré la conclusion qu'il devait vouloir dire « apolitique ».

Une seule solution : la grève

Les discussions, impressions, réflexions s'égrènent, tel un inventaire à la Prévert. Là, une ouvrière du textile « qui ne voit pas comment s'y prendre pour en sortir, mais qui ne baisse pas les bras » ; là, « un vieux syndicaliste CGT qui est content de nous voir » ; là-bas, « un ancien PS qui n'est pas très combattif » ; ailleurs un ingénieur « qui a promis de venir au meeting » du soir. Il n'y sera pas. On fait aussi dans l'autoconviction — ou bien est-ce pour l'édification de l'observateur ? « Ils ont pigé vachement de choses sur la gouvernance de gauche et sur l'anti-

tude des syndicats », affirme l'un en parlant des jeunes mineurs, qui, à n'en pas douter, ne tarderont pas à se rendre compte que ces pauvres syndicats « défendent leurs intérêts de boutique plutôt que les travailleurs ».

Et s'il se trouve une interlocutrice de rencontre à l'esprit assez tordu pour demander ce que fera Lutte ouvrière « si c'est Le Pen qui est au deuxième tour pour la droite », le militant ne se démonte pas en répondant que, dans cette hypothèse, il ne pourra s'agir alors que d'un duel « Arlette-Le Pen... mais alors la société sera sacrément virée dans les deux sens ». La guerre civile sera peut-être même bien passée par là auparavant.

Foin de plaisanteries, « Arlette » ne se désista pour personne au second tour de l'élection présidentielle, la troisième à laquelle elle participera, après avoir obtenu 2,3 % des suffrages en 1974 et en 1981.

A vrai dire, l'élection elle-même n'intéresse que très modérément LO. C'est juste une occasion de bénéficier d'une tribune pour dire à la « classe ouvrière » qu'une seule chose paie : « la » grève. Daniel Vitry, dirigeant de cette organisation et porte-parole de la Coordination nationale intercatégorielle des cheminots lors du mouvement d'envergure, mais minoritaire, de la fin 1986 et du début 1987, est venu le répéter sur tous les tons dans une salle de la mairie de Stenfelden, pour clôturer la journée. Devant un parterre de soixante-dix personnes environ, dont plus de cinquante militants et sympathisants bien accrochés, il a rappelé que « les bourgeois ne croient aux travailleurs que le couteau sous la gorge ». Et, pour en arriver là, « ce qui va compter, ce sont les explosions de colère qui vont se produire (...) qui vont converger en une seule lutte ». Etant entendu que, dans la foulée, on se passera des « bureaucraties syndicales ».

A la sortie de la réunion, où 300 francs avaient été collectés, deux jeunes militants de la caravane étaient assis, fous, sur les marches. Légèrement déçus, ils n'avaient pas vu venir ceux qu'ils avaient « accroché » dans la journée. Dur, dur.

OLIVIER BIFFAUD.

M. Collinot (FN) : « Pas de majorité de droite sans M. Le Pen ! »

M. Michel Collinot, codirecteur de la rédaction de National Hebdo, journal du Front national, écrit notamment dans l'éditorial du numéro daté 6-12 août :

« Certains feraient bien d'ouvrir les yeux et d'admettre une fois pour toutes que l'eventualité d'une majorité de droite sans Le Pen est exclue, totalement exclue (...). Répétons-le encore une fois, les chances de MM. Chirac et Barre sont, en l'état actuel des choses, nulles. Pour une raison essentielle : ils n'ont pas su assimiler la droite nationale, ils n'ont pas compris la portée du mouvement national. »

« Le professeur de Lyon qui se prend pour de Gaulle, mais qui n'a de gaullisme que le refus de l'immigration pour les patriotes de l'Algérie française, prétend ne pas vouloir négocier. »

« De surcroît, il est emouvé de minorités agissantes, les plus à gauche de la coalition RPR-UDF. Les Barrot, les Méhaignerie, les Veil, il devrait pourtant se mettre dans la tête que sans l'apport des électeurs du Front son élection au second tour n'aurait aucune chance de se réaliser. M. Chirac, quant à lui, est tiraillé, parce que, comme toujours, on trouve de tout au RPR, comme

au Bazar de l'Hôtel de Ville : Hector Roland, Masson, Pasqua, Maréchal, sont de droite ; Barzach, Noir, Séguin, sont de gauche. Il lui faudra choisir entre les premiers, qui représentent son électorat, et les seconds, plus proches de son cœur et de son passé d'étudiant communiste, qui ne représentent que l'appendice centriste de la gauche. »

« Mais les pesanteurs sont ce qu'elles sont et le bouleversement politique sera inévitable, quel qu'il advienne au lendemain de l'élection présidentielle. »

« C'est pourquoi, conclut l'éditorialiste, à la question : des ministres Front national après 88 ? On ne peut que répondre : Bien sûr, si... l'état est de droite. »

« Car, sans union de la droite, il n'y aura pas de ministres du FN, pour la bonne et simple raison que Mitterrand ou tout autre candidat socialiste serait réélu. »

L'hébdomadaire du FN annonce également une formule plus étoffée à partir du 10 septembre, et enregistre l'arrivée de François Brigneau, transfuge de Minute. Il s'agit, écrit François Brigneau, d'« essayer de créer le grand hebdo de la droite populaire dont la France a besoin ».

PROPOS ET DÉBATS

M. Hannoun (RPR) :

les hémiplogiques

M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, dénonce dans un entretien à l'« Evénement » du jeudi publié le 12 août les députés « hémiplogiques de la pensée » qui affirment que l'apartheid n'existe plus en Afrique du Sud. « Je suis désolé de voir des hommes politiques tenir de tels discours. Ce n'est pas digne, ni prudent, et qui a promis de venir au meeting » du soir. Il n'y sera pas. On fait aussi dans l'autoconviction — ou bien est-ce pour l'édification de l'observateur ? « Ils ont pigé vachement de choses sur la gouvernance de gauche et sur l'anti-

M. Herzog (PCF) :

l'insuffisance

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, économiste du parti, a affirmé, le jeudi 13 août, sur Europe 1, à propos de la situation en Afrique du Sud, et notamment des suites de la grève des mineurs noirs, qu'il faut « amener les Français à protester et à amplifier leur effort pour que la France fasse quelque chose ». M. Herzog a souligné qu'il y a un lien direct entre l'exploitation des mineurs (...) et le régime d'apartheid qui (...) oblige à ces conditions de travail qui relèvent du servage, et ce permet de réaliser de très gros profits.

M. Herzog a demandé l'arrêt des « liens économiques » de la France avec l'Afrique du Sud. « Il serait extrêmement efficace », a souligné l'économiste du PCF, de frapper au plan des associations économiques ». A propos de la démission du coprésident français, M. Pierre-André Albertini, M. Herzog a jugé que le refus par M. Mitterrand des lettres de créances de l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris est « totalement insuffisant ».

Décès de M. Jean Masse ancien député (PS) des Bouches-du-Rhône

M. Jean Masse, ancien député socialiste des Bouches-du-Rhône, ancien président du conseil général et ancien adjoint au maire de Marseille, est mort des suites d'un cancer à l'âge de soixante-seize ans, le lundi 10 août à Marseille. Ses obsèques ont été célébrées mercredi en présence d'une foule très nombreuse et de personnalités politiques du département, de toutes tendances.

Un baron du « defferrisme »

Personnage truculent et très populaire, M. Jean Masse appartenait à une dynastie d'élus inaugurée par son père, Marius, qui fut adjoint au maire (SFIO) de Marseille, Henri Tasso, de 1935 à 1939, et perpétuée par son fils, également nommé Marius, conseiller municipal, conseiller général et ancien député (PS) avec les parlementaires

ou anciens parlementaires Irma Rappazzi, Antoine Andrieux, Bastien Lecchi, Charles-Emile Loo, Louis Philibert.

G. P.

UNE ENQUÊTE DE TONIN MASSON

EMBROUILLÉES



un « noeud de vipères » au cœur du vignoble

LIBRAIRIE SÉQUIER

[Né le 3 janvier 1911 dans le quartier de Château-Gombert et ancien chef de service à la Sécurité sociale, M. Jean Masse avait entamé une carrière politique en 1945 comme adjoint au maire de Marseille et conseiller général des Bouches-du-Rhône. Il sera constamment réélu au conseil municipal jusqu'en 1983 avec des délégations importantes, dont principalement celle de la voirie. Il s'élèvera également pendant quarante ans au conseil général dont il fut le président de 1957 à 1959. Elu député dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône de 1958 à 1958, il sera battu en 1959 dans la huitième circonscription, qu'il représentera sous interruption à l'Assemblée nationale de 1962 à 1981, date à laquelle il passera le relais à son fils Marius.

Son nom ayant été cité dans l'affaire des fausses factures de la mairie de Marseille, il fut évincé du conseil municipal par Gaston Defferre, auquel il apporta toutefois une aide décisive — avec Charles-Emile Loo — entre les deux tours du scrutin de 1983. Inculpé en août 1983, à bénéficia d'un sursis avant d'être promu au grade d'officier de la Légion d'honneur en mars dernier.]

CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique  
Permanence télé/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.  
GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde sur minitel  
FLASH BACK  
ACTUALITÉS, ÉTÉ  
Vous rentrez de vacances  
36.15 TAPEZ LEMONDE

FRANÇOISE DOLTO :  
"ENFANT D'ABORD"  
EST UN JOURNAL REMARQUABLE  
C'est la plus belle et la plus intéressante des revues concernant l'enfant et les relations de celui-ci avec ses parents et la société. Je souhaite que tous les parents lisent l'Enfant d'abord ?  
Spécial : « La sexualité des moins de 12 ans ». Sondage IPSOS ENFANT D'ABORD et témoignages de parents. En vente tout l'été, chez les marchands de journaux : 29F.  
Je m'abonne à l'Enfant d'abord pour 6 numéros : 170 F.  
10 numéros : 280 F. (à choisir à l'ordre d'achat) et 10 F. de port et de frais.  
Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_  
EN CADEAU à tout nouvel abonné le « Spécial sexualité des moins de douze ans ».







# Le Monde DES LIVRES

## ENQUÊTE SUR LA BANDE DESSINÉE

### Les papas aiment, les enfants boudent

La BD est aujourd'hui un genre artistique reconnu. Mais l'âge d'or est fini. La gestion l'emporte sur la passion. Et les éditeurs s'interrogent : comment trouver un nouveau public ?



Illustration de François extrême de son Livre d'or (Ed. Sedil).

LES rumeurs vont bon train, parmi les éditeurs de bande dessinée, sur la bonne ou la mauvaise santé des uns ou des autres. Après le « printemps noir » que certains viennent de connaître (*Le Monde des livres* du 19 juin) et dans un climat de crise générale de l'édition, les amateurs du « 9<sup>e</sup> art » oscillent entre la sérénité et l'inquiétude.

Certes, les ventes d'albums doivent encore faire des envieux dans la littérature : des auteurs comme Pratt, Manara, Bilal, Bourgeon ou Margerin dépassent aisément les 100 000 exemplaires ; sans parler des grands classiques, Tintin, Astérix et quelques autres, dont la vente se chiffre en millions d'exemplaires chaque année.

Mais le temps où tout était permis aux éditeurs est révolu. Si l'on suit les statistiques du Cercle de la librairie, c'est en 1983 que la bande dessinée a été la plus difficile, avec une forte baisse de la production et du nombre d'exemplaires vendus. Depuis, une certaine reprise se fait sentir. En 1985, avec 337 millions de francs, le chiffre d'affaires de la BD est en légère augmentation par rapport à 1984. Le nombre des parutions nouvelles est maintenant stable (près de 600 titres par an).

Les libraires constatent cependant que les « à-côtés » de la bande dessinée prennent une importance croissante : le marché des sérigraphies, affiches, portfolios et autres objets fétiches vise

surtout les lecteurs fanatiques, prêts à investir des sommes importantes pour posséder une maquette de la fusée inventée par Hergé pour *Objetif Lune* ou un portrait de Gaston Lagaffe signé par son créateur.

Malgré les prix, ce marché parallèle représente aujourd'hui entre le quart et le tiers du chiffre d'affaires de certaines librairies spécialisées. Pour les uns, c'est le signe de la popularité de la BD. D'autres s'inquiètent d'un déplacement des ventes préjudiciable aux albums.

« Nous avons été privilégiés, résume Louis Gérard, directeur d'édition et de la promotion chez Casterman. La BD a connu dix années extraordinaires au cours desquelles elle est devenue une culture reconnue. Cette époque se termine. »

#### Hachette, numéro un des éditeurs

Plus qu'à une véritable crise, on assiste aujourd'hui à un alignement de l'édition de bande dessinée sur l'édition en général. La gestion l'emporte désormais sur la passion et les grands groupes de communication sont en position dominante.

En 1986, après de longs mois d'incertitude, les éditions Dupuis ont été rachetées à Paris égales par Bruxelles-Lambert et Hachette, qui a également acquis Les humanités associées. Déjà

très présent dans la BD enfantine (Edi-Monde, *le Journal de Mickey*), Hachette se hisse ainsi au premier rang des éditeurs de BD.

Nettement plus modeste, le groupe d'investissement Ampère connaît une croissance rapide : né avec un capital de 20 millions de francs, ce groupe d'origine franco-belge, réunit des particuliers et des PME qui souhaitent investir dans les médias pour la jeunesse et la famille. Il s'est constitué pour sauver les éditions Fleurus, spécialisées dans la BD éducative et religieuse. Fin 1986, il a pris le contrôle de la maison belge Le Lombard (*Blake et Mortimer*, *le Journal de Tintin*), et il vient de prendre une importante participation chez Dargaud.

Dans ce climat propice à la concentration et à l'absorption, les révisions stratégiques sont nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché. Il y a deux ans, par exemple, Dargaud a brutalement freiné sa production, passant de 12 à 5 titres nouveaux par mois.

Les cadres dirigeants des maisons d'édition sont de plus en plus souvent des gestionnaires avant d'être des spécialistes de la BD. Le tout nouveau PDG des éditions Dupuis, Jean Deneumostier, est un homme de marketing. Quant à Richard Le Cocq, aujourd'hui directeur général chargé du développement chez Dargaud, il a fait toute sa carrière dans l'édition littéraire.

Dans ce contexte, les petites structures ont de plus en plus de

mal à survivre. Aedena et Le maître du monde ont déposé leur bilan. Autre exemple significatif, celui de Futuropolis. Fondée en 1969, cette maison vient d'être rachetée en juin par Gallimard, trois mois après avoir, elle aussi, déposé son bilan. En près de vingt ans, Futuropolis a accompagné les nouvelles tendances d'une BD se voulant plus littéraire et plus adulte. Mais l'exercice 1986 a été déficitaire, les ventes ont diminué et les taux de retour ont atteint 30 % au premier semestre 1987.

#### Des projets plus ambitieux

Pourtant, comme l'explique aujourd'hui Etienne Robial, le fondateur et dirigeant de Futuropolis, le rachat par Gallimard est la rançon de la croissance d'une entreprise artisanale tout autant que la sanction de difficultés récentes. Il lui offre le « ballon d'oxygène » dont il avait besoin : « Nous ne renonçons pas à "l'âme Futuro", précise Etienne Robial. Je conserve toutes mes responsabilités éditoriales et aucune de nos collections n'est remise en cause. Au contraire, Gallimard va nous donner les moyens de réaliser des projets plus ambitieux, notamment des ouvrages illustrant la rencontre entre un dessinateur et un auteur du fonds Gallimard. »

EMMANUEL KESSLER.  
(Lire la suite pages 12 et 13.)

## Bourdieu, mode d'emploi

UN des chers de l'époque est de voir s'agiter nerveusement, devant caméras et micros, des intellectuels dont toute l'occupation consiste à promouvoir les produits d'une table de travail où ils n'ont plus le loisir de s'asseoir. D'autres, par goût, ou par manque de temps (on ne parle pas d'éthique, cela ferait sourire), ont plus à faire qu'à faire savoir. Ils courent... mais laissent libre cours à tous les malentendus.

C'est le cas de Pierre Bourdieu. Une vingtaine de livres en vingt ans, traduits en une dizaine de langues (1), une masse d'articles et de conférences, le Centre de sociologie européenne du Collège de France et de l'Ecole des hautes études ne lui ont pas laissé le luxe de se commenter. Sans doute préfère-t-il, d'ailleurs, étudier les contraintes sociales qui pèsent sur son propre discours que d'organiser des one theorie shows. Au lieu de donner un spectacle, le sociologue cherche à saisir l'agencement du lieu, l'organisation de la région ou les motivations du public, en particulier de celui qui n'assiste pas à la représentation.

La tâche, c'est qu'on ne s'assise pas où il veut en venir. Ou qu'on le fasse aller là où il n'a que faire. Venues de bords très divers, les attaques, ces dernières années, n'ont pas manqué. Luc Ferry et Alain Renaut, par exemple, dans *la Pensée 88* (Gallimard, 1986), trouvent chez Bourdieu « une variante distinguée du marxisme vulgaire »,

« distinguée », sous leur plume, pouvant être remplacé, au choix, par « typocratique » ou « spécifiquement française ». Dans le *Philosophe et ses Peuples* (Fayard, 1983), Jacques Rancière, de son côté, accuse le sociologue de se glisser à la place du philosophe qui contemple la vérité, et de décrire le fonctionnement de rouages sociaux implacables qui interdiraient toute émancipation.

#### L'aspect thérapeutique de la sociologie

En publiant *Choses dites*, Pierre Bourdieu a fort utilement rassemblé des entretiens parus à l'étranger et des conférences disséminées ici ou là. La présence d'un questionnaire ou d'un audiotape et la forme orale incitent en effet à des expressions plus imagées ou à des réponses plus directes. On notera en particulier l'aspect thérapeutique attribué à la sociologie, « instrument d'auto-analyse extrêmement puissant qui permet à chacun de comprendre mieux ce qu'il est, en lui donnant une compréhension de ses propres conditions sociales de production et de la position qu'il occupe dans le monde social ».

Bourdieu résume-t-il le déterminisme sans issue dont on lui fait grief ? Il répond que croire échapper aux déterminations sociales, c'est leur laisser libre jeu. Au contraire, les mettre en lumière, dans toute leur étendue, ouvre la possibilité de n'en être

plus le jouet ignorant. « Ainsi, paradoxalement, la sociologie libère, en libérant de l'illusion de la liberté, ou plus exactement de la croyance mal placée dans des libertés illusoires. »

Voilà qui ressemble fort à du Spinoza. Il y a en effet chez Bourdieu, comme d'ailleurs chez Foucault, une présence, à la fois réelle et masquée, de la tradition philosophique. Elle n'est plus la matière du discours, mais l'outil qu'on emprunte à tel détour d'une enquête ponctuelle, ou pour dessiner une ligne d'horizon. On trouve à ce sujet nombre de précisions dans les entretiens où Pierre Bourdieu retrace son itinéraire et fournit des points de repère sur la visée de ses recherches.

Le volume rassemble d'autres textes consacrés notamment à la dissolution du religieux, aux divergences entre économistes et sociologues, au champ intellectuel, à la sociologie du sport, aux sondages comme fausse science ayant de vrais effets politiques, etc. Ils font de ce recueil plus qu'une utile mise au point : une introduction aux faces multiples d'une recherche exigeante.

ROGER-POL DROT.

\* *CHOSSES DITES*, de Pierre Bourdieu, éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 236 p., 65 F.

(1) Voir le « Bibliographie des travaux de Pierre Bourdieu » établie par Yvette Delaut (Centre de sociologie européenne, 11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris).

## Antonio Pizzuto grand écrivain... et policier

L'étrange double carrière d'un Italien qui a « épuré » sa littérature pour qu'elle atteigne l'austérité la plus troublante.

L'HISTOIRE littéraire italienne nous a habitués à ces dédoublements de personnalité : un ingénieur (Gadda), un prince sicilien (Lampedusa), le dirigeant d'une entreprise de peinture pour coques de navires (Svevo), mènent une carrière professionnelle et publient sans histoire, loin des lumières et des ombres de l'édition. Puis, au soir de leur vie, ils publient quelques-uns des chefs-d'œuvre de la littérature de ce siècle. Gadda a soixante-quatre ans lorsque paraît *l'Affreux Pastis* de la rue des Merles. Lampedusa est mort depuis un an quand est publié *le Guepard* et Italo Svevo termine, à soixante-deux ans, *la Conscience de Zeno*.

Mais le cas d'Antonio Pizzuto est plus étrange encore. Né en Sicile en 1893, juriste de formation, Pizzuto a été, jusqu'à soixante-cinq ans, un haut fonctionnaire modèle qui a fait l'essentiel de sa carrière dans la police, servant avec autant de tranquillité efficace le régime mussolinien que ses successeurs de l'après-guerre, négociant ici avec Roosevelt, serrant là la main de Hitler, participant probablement à Zurich, en 1944, aux tractions internationales qui esquissaient le futur visage de l'Europe. Il a présidé Interpol, a représenté son pays à la Société des nations, puis en a terminé avec les fracs comme préfet à Bolzano puis à Arezzo. Ayant obtenu sa mise à la retraite, il écrira jusqu'à sa mort l'œuvre

qu'il savait « être en lui depuis l'âge de quatre ans ». Jour après jour, avec une minutieuse lenteur, il griffonne ses textes sur des petits cartons de la taille d'une enveloppe qu'il expédie au fur et à mesure à quelques amis et à son éditeur Mondadori. Il en sortira une douzaine de livres, dont deux romans traduits en français, *On*

répare les poupées (Gallimard, 1964) et *Signorina Rosina* (Gallimard, 1965). Quelques années auparavant, le vice-président de la commission internationale de police criminelle de Vienne a traduit en italien les *Fondements de la métaphysique des mœurs* de Kant. PIERRE LEPAPE.  
(Lire la suite page 12.)

## NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.-B. Pontalès  
N° 35

## Le champ visuel

GALLIMARD *nrf*



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## ÉCRITS INTIMES

Claude Courtot,

le condottiere

des mots

Claude Courtot ne peut écrire que lorsqu'un désir impérieux lui impose de mettre à nu ce qu'il nomme bien cruellement sa «peur de l'égoïsme individuel». Mais il se voit alors comme une sorte d'otage : «Plus j'écris, plus je me sens encafé. Je vais me retrouver bientôt ennuagé, emprisonné par tous ces mots auxquels j'ai bien voulu donner vigueur quelquefois, dit-il avant d'ajouter, presque aussitôt, les mots m'étouffent».

Une épopée surnoise, son livre récent, est un voyage à l'intérieur de la planète Courtot de février 1982 à septembre 1984. Ce condottiere des mots énumère, en particulier, ce qu'il endure : les caisses d'épargne et les épargnants, les minorités qui aspirent à devenir majorités, les maisons d'édition dont le servilisme à l'égard de l'opinion la plus vulgaire est devenue l'unique règle, les sciences humaines, les remarques psychologiques, les gens qui font l'amour sans esprit, etc.

Claude Courtot a intégré dans *Une épopée surnoise* des extraits d'un petit cahier où il avait consigné le récit de ses rencontres avec André Breton. C'est peut-être dans ces pages-là que cet homme pudique se dévoile le plus. Quelle tendresse pour le poète qu'il rencontra pour la première fois en novembre 1984, dans un café proche des Halles ! Claude Courtot nous restitue un «vrai homme», d'une étonnante jeunesse d'esprit, qui savait être disponible pour chaque personne venant à lui.

«Je crois qu'on apprend beaucoup et mieux à écrire en fréquentant quelques jours un grand écrivain qu'un professeur des années à l'université», confie l'auteur en racontant comment André Breton donna, sans ménagement aucun, une leçon de style au jeune agrippé de lettres un peu présomptueux qu'il était alors.

P. Dra.  
★ **UNE ÉPOPEE SURNOISE** de Claude Courtot, José Corti, 217 p., 90 F.

Les « cahiers secrets »

d'Anaïs Nin

Les amateurs des écrits intimes d'Anaïs Nin vont se réjouir. Jusqu'à présent, on ne connaissait qu'une version décolorée de son journal (1). A cela, une explication : le souhait d'Anaïs Nin elle-même, qui voulait garder secrets certains passages par respect envers ses proches. La version connue ne comportait donc pas ce qui évoquait directement les expériences sexuelles de l'auteur. En la matière, les lecteurs devaient se contenter de *Les lectures érotiques* (1978, Stock).

## EN POCHES

● Le titre d'une œuvre « est déjà — malheureusement — une chef d'œuvre », écrit Umberto Eco, et, dans *Apostille au nom de la rose*, il explique pourquoi son roman ne s'est pas intitulé *L'abbaye du crime*. Pourquoi aussi la bibliothèque est conçue comme un labyrinthe, pourquoi l'intrigue se déroule au Moyen Âge... (Le livre de poche, «Bibliothèque de la Pléiade», n° 4088.)

● Chateaubriand ne voulait être ni « l'un de ces troubadours » ni « l'un de ces songes-creux qui font abstraction des temps et des faits », comme il l'écrivait lui-même en 1834. A travers un choix de textes célèbres ou méconnus, apparaît un Chateaubriand politique, zélé du régime représentatif et passionné de liberté. Présentation de Jean-Paul Clément. (Hachette, collection « Pléiade-Inédit ».)

● Mort d'un personnage occupe une place particulière dans l'œuvre de Giono. Le poète lyrique abandonne le « pittoresque » des paysages provençaux pour un texte qui raconte la mort de sa propre mère. (Le livre de poche, «Bibliothèque», n° 3084.)

● Dans la même collection paraît le *Serpent d'étoiles*, un des premiers romans paysans écrits par Giono. (Le livre de poche, «Bibliothèque», n° 3082.)

● En 1929 j'écrivais *Moustique*, roman dont l'action se passe dans le peuple : on y voit comment meurent les gens qui n'ont pas de quoi s'acheter des fortifiants, indique Montherlant en 1935. L'auteur n'a jamais fait publier ce texte, qui parut pour la première fois en 1986. *Moustique* est en fait un roman picaresque, récit des aventures d'un jeune garçon plein de fantaisie. (Le livre de poche n° 6322.)

● *L'étoffe des héros*, de Tom Wolfe, qui a été porté à l'écran avec succès par Philip Kaufman, paraît en « Folio » (n° 1844).

● Si on parle d'amour, de Claire Gallois. Une enfance sans amour dans une famille bourgeoise racontée dans des mémoires à plusieurs voix. (Collection « Point » n° R280.)

● Friedrich, héros du roman de Dominique Fernandez, l'Amour, est un peintre allemand, né à Lübeck en 1789. Le récit de ses voyages est une fresque de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle où l'on rencontre Beethoven, Stendhal, Ingres et Canova. (Le livre de poche n° 6348.)

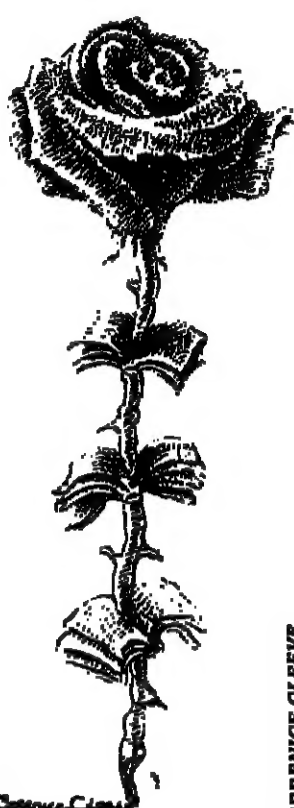
● Nouvelle édition du chef-d'œuvre de Gorki, *Le Mére*. Écrit en 1906, le roman a très vite connu un succès mondial : à New-York d'abord, puis en Allemagne, puis en France... Depuis les éditions se succèdent sans interruption. (Édition Messidor, traduit par René Hantzschner.)

Il est désormais possible d'accéder au complément du journal d'Anaïs Nin, du moins pour ce qui concerne les cahiers d'octobre 1931 à octobre 1932, soit la période de sa rencontre avec Henry Miller. La présente édition comprend des fragments déjà publiés, enrichis de passages qui traitent des relations amoureuses d'Anaïs avec Henry Miller et sa femme June. Il n'est pas certain que ces textes apportent vraiment « du nouveau ». Aussi l'ouvrage intéressera surtout les spécialistes et admirateurs d'une littérature intimiste et érotique dont Henry Miller reste sans aucun doute le meilleur exemple.

SANDRINE TREINER.

★ **CAHIERS SECRETS** (Henry et June) d'Anaïs Nin, traduit de l'anglais par Béatrice Cossange, Stock, 266 p., 89 F.

(1) Stock.



BIBLIOTHEQUE CLEVERE

Monde du 20 décembre 1985), procède à un « découplage » entre nationalistes et PCF, en dessinant d'autres lignes de fractures et de convergences. Son dernier ouvrage, *Nationalistes français et révolutionnaires français au temps du Front populaire*, fait sortir de l'ombre d'autres influences, réseaux d'action et de solidarité autour du nationalisme algérien à ses débuts.

La préhistoire de cette histoire que nous raconte B. Stora soulève maintes questions. Comment des militants « nationalistes » et « internationalistes » peuvent-ils s'entendre, s'unir ? Comment leur alliance peut-elle se sceller alors qu'un courant prône l'utilisation de la religion, l'islam, et que l'autre se réclame farouchement de valeurs laïques ? Pour l'auteur, la rencontre de deux projets si contradictoires peut se comprendre s'il est tenu compte de la réalité coloniale de l'époque.

En Algérie, question sociale et question nationale se trouvent si étroitement imbriquées que le simple revendication d'indépendance devient synonyme de « révolution ». Même si l'on découvre sous ce même mot plusieurs interprétations possibles.

En nous faisant découvrir ces rencontres inattendues, Benjamin Stora ouvre un nouveau champ de recherches à l'histoire franco-algérienne.

KHALED MELHAÏ.

★ **NATIONALISTES ALGÉRIENS ET RÉVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS AU TEMPS DU FRONT POPULAIRE**, de Benjamin Stora, L'Harmattan, collection « Histoire et perspectives méditerranéennes », 143 p., 75 F.

## POÉSIE

Les « idéogrammes

lyriques »

d'Apollinaire

En août 1914 devait paraître un recueil d'idéogrammes de Guillaume Apollinaire intitulé *Et moi aussi je suis peintre*. La déclaration de guerre allait rendre impossible la réalisation de ce projet. Récemment, un éditeur, Sébastien Gryphe, a décidé de publier cet ouvrage inconnu du public, et conservé jusqu'alors à la bibliothèque littéraire Jacques-Doucet. « Colorées » par le peintre Manuel Vieux, les « idéogrammes lyriques » que renferme cet ensemble sont tout à fait étonnants. Comme le soulignent, dans leur présentation, Michel Décaudin et Daniel Grojnowski, il n'est pas toujours aisé de pénétrer dans le monde de l'idéogramme : « Le lecteur le considère sans en connaître le mode d'emploi : que regarder, que lire, dans quel ordre, selon quelle règle ? » Cette complexité permet une multitude de lectures qui sont autant d'interprétations de ces figures étranges.

Le présent ouvrage reproduit, au début, les manuscrits des divers idéogrammes. Le premier fut *Lettre-Océan*, qu'Apollinaire confia, en juin 1914, à la revue qu'il dirigeait alors, les *Soirées de Paris*. Les autres furent publiés dans la même revue, en juillet-août 1914, avec le premier compte rendu consacré à ces exercices poétiques. Ce texte, qui porte la signature de Gabriel Arbois, fut sans doute inspiré par Apollinaire lui-même. Il est repris dans la présente édition, où l'on trouve encore un portrait du poète gravé sur bois par Pierre Roy, d'après Chirico. Un très bel ensemble.

S. T.

★ **ET MOI AUSSI JE SUIS PEINTRE**, de Guillaume Apollinaire, Éditions Sébastien Gryphe (1, rue Milton, 75009 Paris), 970 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **JEAN-LOUP BERNANOS ET LUC BALBONT : Bernanos aujourd'hui**. A l'occasion du centenaire anniversaire de la naissance de Georges Bernanos, qui sera célébré l'an prochain, son fils Jean-Loup et Luc Balbont mettent en lumière son actualité et sa postérité spirituelle. « *Rejoins au cœur* », les lecteurs de Bernanos sont, selon les auteurs, transformés par cette « rencontre ». (Nouvelle Cité, 280 p., 120 F.)

## ÉSOTÉRISME

● **CLAUDE PEIGNOT : le Nombre, langage de Dieu**. Présenté comme la première synthèse spécifiquement chrétienne de tout ce que les Écritures, l'art et la science révèlent quant à la symbolique des nombres, ce livre tente d'éclaircir ce qui serait le langage originel des rapports entre Dieu et les hommes. De la superstition qui s'attache au nombre « 13 » aux mystères des inscriptions égyptiennes. (Éditions G. Lachuriz, 288 p., 140 F.)

## HISTOIRE

● **OUVRAGE COLLECTIF : le Secret**. Politologues, anthropologues et historiens réunis à Lyon en mars 1986, à l'occasion d'une table ronde universitaire, se sont proposés de définir les « usages et fonctions » du secret. Ces dix spécialistes traitent chacun d'un exemple historique précis mentionnant en avant un des multiples aspects de ce « jeu d'assemblage ». Sous la direction de Philippe Du Jardin. (Presses universitaires de Lyon, 190 p., 110 F.)

● **RÉGIS ANTOINE : l'Histoire curieuse des monnaies coloniales**. Grand collectionneur, passionné de numismatique, Régis Antoine s'est intéressé aux monnaies d'échange traditionnelles en vigueur dans les sociétés dites « primitives » et à leur substitution par les monnaies des conquérants. La résistance des civilisations du troc face à une logique de l'accumulation du capital. Une histoire économique bien sûr, mais aussi culturelle et politique. Préface de Jean Surin-Cagnale (Éditions ACL, 286 p., 150 F.)

## PHILOSOPHIE

● **JOSEPH GABEL : Mannheim et le marxisme hongrois**. Universitaire français d'origine hongroise, l'auteur propose une introduction à une œuvre et à un courant du marxisme, attachés aux thèmes de l'idéologie, de l'utopie et de la démythification, qui ont été longtemps négligés en France. (Mérilée-Kinokseck, coll. « Sociétés », 160 p., 80 F.)

● **ÉPICTÈTE : Lettres et Maximes**. Texte établi et traduit avec une introduction et des notes par

Marcel Conche. Publié en 1977 aux Éditions de Mergare, cet ouvrage comprend le texte grec et la traduction des trois *Lettres* (à Hérodote, à Pythodas et à Ménécée), des *Maximes capitales* et des *Sentences vaticanes*, ainsi que des commentaires, plusieurs index et des bibliographies. Il constitue un instrument de travail absolument indispensable pour la lecture d'Épictète. (Presses universitaires de France, coll. « Epiméthée », 328 p., 180 F.)

Il faut également signaler un autre ouvrage récent, toujours de Marcel Conche, *Montaigne et la philosophie*. Ce recueil d'articles complets sur Montaigne et la conscience heureuse de 1984. (Éditions de Mergare, 14640 Villers-sur-Mer, 144 p., 120 F.)

## POÉSIE

● **VAHÉ GODEL : Quelques choses quelq'un**. Poèmes 1966-1986. Le parcours poétique de Vahé Godel, écrivain suisse d'expression française et d'origine arménienne, est, selon Jean Starobinski, qui préface le recueil, celui qui va « de la prison à la libération, du marcellement au rassemblement, de la disposition à la coagulation ». « Si l'enchaînement des mots, c'est pour briser mes propres chaînes ; l'éclaircie à seule fin de recueillir tous mes débris... » (La Différence, 172 p., 69 F.)

● **PIERRE JEAN JOUVÉ : Beau regard**. « Mon cœur, on se souvient d'une autre beauté, d'une vie, d'une vie entière de sentiment dans l'éternel jeune soleil intérieur, d'une vie extrême et étendue qui ne se renouvellerait plus. » Paru en 1927, ce petit livre n'avait pas été réédité par Jouvé, « pour des raisons affectives... ». Il est repris ici avec les illustrations de l'édition originale, dues à Sima. « Où tu te trouves je respire — Je suis né pour te frapper — Nos souffrances sont éternelles j'en suis sûr. » (Fata Morgana, 64 p., 54 F.)

## POLITIQUE

● **PAUL BLANC : le Prince et le Griot**. Par l'actuel ambassadeur de France au Liban, qui est aussi africaniste et homme de terrain, le tableau contrasté et plein de surprises des « expériences et espérances africaines », de l'héritage colonial à l'apartheid en passant par l'identité noire. (Bergel-Lavault, coll. « Mondes en devenir », 252 p., 120 F.)

## SOUVENIRS

● **BERNARD ZIMMERMANN : Quel orage, ô mon cousin Nod !** Images et récits d'Algérie. Allège fresque sur la fin de l'Algérie française, où la vie primait quand même la guerre : vieilles photos bien choisies, nostalgie ironique. Préface de l'historien Marc Ferro. (Éditions Pierre Fanlac, 158 p., 120 F ; 43 reproductions en noir et blanc.)

## EN BREF

● Un colloque aura lieu à GRISY-LA-SALLE du 13 au 20 août sur le thème « Écrire le livre (autour d'Edmond Jaloux) ». Placé sous la direction de Mary Ann Caws et Richard Stanneman, il recueillera la participation de nombreux spécialistes de littérature et de psychanalyse, dont J. Goghelet, R. Mole, J. Elie, R. De Beauvoir, A. Follin, R. Pélissier-Delpech et W. Motte. A cette occasion, Edmond Jaloux lira certains de ses textes.

● L'association Les Amis du vieux Saint-Brice organise en l'honneur de la romancière américaine EDITH WHARTON, décédée dans cette ville il y a cinquante ans, une journée d'animations, le dimanche 6 septembre, qui rassemblera à partir de 14 heures des professeurs et gens de lettres français et américains. (Demeure de l'Ecuyer, 34, rue de Paris, Saint-Brice, 77403.)

● Un VOYAGE LITTÉRAIRE, « Voltaire et Rousseau en Suisse », organisé par l'Association Lire et partir, aura lieu du 21 au 24 août 1987. Pour tout renseignement, s'adresser à : Lire et partir, 16, rue de l'Arcade 75008, tél. : 42-63-86-45.

● Auteur d'une Odyssée qui se veut un prolongement du poème d'Homère, NIKOS KAZANTZAKI est sur son retour en France pour ses romans : *Zorba le Grec*, *Le Christ recrucifié*. Les 11 et 12 septembre prochains, un hommage lui sera rendu à Antibes — ville où Kazantzaki passa les neuf dernières années de sa vie.

● Le premier SALON DU LIVRE DE BORDEAUX se tiendra du 2 au 4 octobre à la galerie Taty. Une association, présidée par Jean-Marie Plaines, producteur et chroniqueur littéraire à FR3, est à l'origine de cette manifestation interprofessionnelle qui réunira plus d'une centaine de maisons d'édition, des libraires et des écrivains. Au-delà des traditionnels débats et rencontres, les responsables souhaitent accorder une large place à l'image et aux techniques de l'édition informatique avec des expositions vidéo, la réalisation et l'impression en direct d'un *Quotidien du Salon*, ainsi que la présentation d'une nouvelle banque de données littéraires. Renseignements : Association du Salon du livre de Bordeaux, 33, rue Ulysse Deshayes, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-31-39-37.

● Le deuxième SALON DU LIVRE CORSE aura lieu les samedi 5 et dimanche 6 décembre 1987, à Paris, 92, boulevard de la Madeleine. Cette manifestation est organisée par l'Association A pagani, fondée après le premier Salon du livre corse en 1986.

● La dixième édition des VINGT-QUATRE HEURES DU LIVRE DU MANS se tiendra du 16 au 18 octobre. Les organisateurs accueilleront une grande Fête du livre, avec readings de prix et débats, le Festival des Écrivains français, et, surtout, le premier Salon international de la petite et moyenne édition. Renseignements : association Lire et vivre, 97, Grande-Rue, 72008 Le Mans. Tél. : 43-24-09-68.

● A l'occasion du second sommet francophone de Québec, l'association LES PARVIS POÉTIQUES, Marc Delouze et Danielle Fournier organisent une exposition sonore intitulée « Tonalités, des écritures au bout du fil ». Cette manifestation se tiendra du 26 août au 8 septembre dans la nouvelle bibliothèque de Québec. Les visiteurs pourront entendre les textes enregistrés d'une trentaine d'auteurs d'expression française lisant un extrait de leur œuvre, parmi lesquels L.S. Senghor, E. Wiesel, M. Tournier ou E. Jomès. Renseignements : Les Parvis poétiques, 76, rue de Marigny, 75016 Paris. Tél. : 42-51-64-28.

● Les musulmans d'Afrique noire ne jettent pas toujours un regard tendre sur l'islam : plusieurs communications de colloque ISLAM ET LITTÉRATURES AFRICAINES, organisées en octobre 1985 par l'Association pour l'étude des littératures africaines (APELA) à la Maison des cultures du monde, ont abordé ce sujet délicat à travers l'œuvre de deux romanciers algériens, Aminata Sow Fall et Mariama B. Les actes de ce colloque viennent d'être publiés par la revue *Nouvelles du Sud*, que dirige le poète camerounais Paul Dakeyo. Des articles sur la littérature swahili et les écrivains somaliens Tayeb Salih et somalien Noorredine Farah figurent également au sommaire. (Éditions Silex, 46, rue Barbès, 93400 Ivry, 150 F.)

## Traducteurs et philosophes à Cérêt

Le Collège international de philosophie organise cinq journées franco-italiennes consacrées aux problèmes de la traduction. Elles s'inscrivent dans le cadre des rencontres internationales de Cérêt et rassembleront des traducteurs et des philosophes, du 31 août au 5 septembre. Il y sera proposé un travail de recherche et de réflexion théorique sur la signification du concept de « traduction ». Si l'on considère que celle-ci ne peut plus être considérée uniquement comme la simple transmission d'un sens pur, et qu'ainsi le travail du traducteur n'est plus seulement de réduire au minimum l'écart entre « son » texte et l'original, il convient de revenir à la théorie pour mieux définir l'exercice lui-même. (Pour tous renseignements, s'adresser à Mme Matamoros : 66-87-27-76, ou au Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, 75005 Paris, tél. : 46-34-37-78.)

## Les écrivains européens à Strasbourg

Le premier Festival européen des écrivains, patronné par la Société des gens de lettres, se tiendra à Strasbourg du 16 au 19 octobre prochain. Plus de quinze pays du Vieux Continent y seront représentés. Le délégué général du Festival, Bernard Olligier, entend en faire une « fête de l'écriture » qui se déroulera simultanément en quinze lieux, pour montrer la vitalité de la culture européenne et réaffirmer la place prépondérante du Livre face aux nouvelles technologies audiovisuelles.

De nombreuses expositions et animations sont prévues : rencontres auteurs-lecteurs, lectures publiques par des comédiens, conférences professionnelles... La distinction de l'Écrivain européen de l'année sera par ailleurs remise lors de la soirée de gala qui clôturera le Festival, et qui verra cent cinquante auteurs repus par le Conseil de l'Europe en séance plénière.

Les Borgia  
Princes du crime et des arts  
dépeignant l'illustre famille, Ivan Clodas  
contradictions morales et intellectuelles d

Il y a eu des Borgia, mais pas toujours les mêmes. Les Borgia ont été des princes du crime et des arts, des hommes de lettres et de guerre, des hommes de bien et de mal. Ils ont été des hommes de contradictions morales et intellectuelles. Ils ont été des hommes de l'ombre et de la lumière. Ils ont été des hommes de la nuit et du jour. Ils ont été des hommes de la terre et du ciel. Ils ont été des hommes de la vie et de la mort. Ils ont été des hommes de la joie et de la tristesse. Ils ont été des hommes de l'amour et de la haine. Ils ont été des hommes de la paix et de la guerre. Ils ont été des hommes de la sagesse et de la folie. Ils ont été des hommes de la bonté et de la cruauté. Ils ont été des hommes de la pureté et de la corruption. Ils ont été des hommes de la sainteté et de l'impiété. Ils ont été des hommes de la gloire et de l'opprobre. Ils ont été des hommes de la vieillesse et de la jeunesse. Ils ont été des hommes de la santé et de la maladie. Ils ont été des hommes de la richesse et de la pauvreté. Ils ont été des hommes de la puissance et de l'impotence. Ils ont été des hommes de la liberté et de l'esclavage. Ils ont été des hommes de la vie et de la mort. Ils ont été des hommes de la vieillesse et de la jeunesse. Ils ont été des hommes de la santé et de la maladie. Ils ont été des hommes de la richesse et de la pauvreté. Ils ont été des hommes de la puissance et de l'impotence. Ils ont été des hommes de la liberté et de l'esclavage. Ils ont été des hommes de la vie et de la mort.

La magie d'une époque  
turbulente

Il y a eu une époque, mais pas toujours la même. C'était une époque de contradictions morales et intellectuelles. C'était une époque de l'ombre et de la lumière. C'était une époque de la nuit et du jour. C'était une époque de la terre et du ciel. C'était une époque de la vie et de la mort. C'était une époque de la joie et de la tristesse. C'était une époque de l'amour et de la haine. C'était une époque de la paix et de la guerre. C'était une époque de la sagesse et de la folie. C'était une époque de la bonté et de la cruauté. C'était une époque de la pureté et de la corruption. C'était une époque de la sainteté et de l'impiété. C'était une époque de la gloire et de l'opprobre. C'était une époque de la vieillesse et de la jeunesse. C'était une époque de la santé et de la maladie. C'était une époque de la richesse et de la pauvreté. C'était une époque de la puissance et de l'impotence. C'était une époque de la liberté et de l'esclavage. C'était une époque de la vie et de la mort.

مكتبة الأمل



HISTOIRE

PORTRAITS DE MONARQUES

# Un roi « bouffon et martyr »

Trois livres pour résoudre « l'éternelle énigme » de Louis II de Bavière.

**L**OUIS II de Bavière a traversé les époques drapé dans sa robe de sphinx. « Je veux, disait-il, demeurer pour moi et pour les autres une énigme ». Les frères Goncourt avouaient leur fascination pour ce « pauvre prince, mélancolique personne royale dont la douce folie fut son temps et son pays, pour se réfugier dans le passé, dans le Moyen Âge, dans l'exotisme ». André Fraigneau, auteur d'un journal fictif du roi fou (1), voyait en ce solitaire un « chien de garde symbolique, bâtissant et rebâtissant sa niche » ; et Thomas Szasz, l'apôtre de l'antipsychiatrie, dénonçait dans l'internement du prince rebelle le premier assassinat psychiatrique commis avec succès et au grand jour sur un personnage important.

Roi vierge sorti d'un conte de fées pour les uns, psychopathe disciple de Sacher-Masoch pour les autres, Louis II était entré dans une légende dont on avait peine à le sortir. Loin des mythologies de pacotille, loin du bric-à-brac symboliste, loin des cartes postales des châteaux de Bavière, voici trois livres — une biographie, le Journal de Louis II et une longue nouvelle — qui promettent sous nos yeux non pas la doublure de Lohengrin le Pur, non pas l'émule d'Hernani le Proscrit, mais un Prince des Douleurs, un héros tragique.

Pierre Combescot ouvre sa biographie sur ce 13 juin 1886 où le roi de Bavière fut retrouvé noyé dans le lac de Starnberg. Dominique Fernandez, qui signe l'étonnante préface aux *Carnets secrets* de Louis II, retrace le portrait d'un « bouffon et martyr de l'homosexualité ». Klaus Mann, dans son autobiographie, évoquait Ludwig (2), la nouvelle qu'il écrivit en 1937 à la mémoire de ce monarque, « victime d'une méchante cabale et de sa propre présomption ». Voici traduit en français ce bref texte, dont s'inspire Visconti pour sa mise en scène de Ludwig.

Comment donner de Louis II une image autre que celle du faiseur de dettes et du capricieux mécène de Richard Wagner ? C'est cette impossible tâche qui a été entreprise par Pierre Combescot. Il s'en tire avec maestria. Sous sa plume, Louis II a perdu de la raideur des princes engoncés dans la légende. Voici le roi débarrassé de son encombrante immatériabilité, obligé de se collecter avec le « métier de vivre ».

Avant de s'enfoncer dans la nuit, prisonnier de sa solitude, Louis II avait été un enfant conscient de sa supériorité. « L'Etat, c'est moi » et « Tel est notre bon plaisir » furent les expressions favorites de ce prince aux cheveux bouclés qui, à la moindre contrariété, évoquait le crime de lèse-majesté. Roi pacifiste, antimilitariste — il avait interdit aux officiers de claquer les talons des bottes en guise de salut — Louis II se mesura à Bismarck, qui voulait annexer la Bavière, avant de conquérir la faveur des Français, qui écrivaient à son propos : « Louis II n'est pas un prince méchant et cruel. Il n'a jamais accompagné ses soldats qu'au piano... ».

## L'antichambre de l'ambition

Etre roi, c'est se faire plaisir. Il avait beau prêter serment, à dix-neuf ans, d'apporter tout son cœur au trône, le cœur de Louis battait moins pour ses vassaux que pour Wagner, les cantatrices et sa cour de mignons.

Les femmes passèrent dans la vie du prince comme des revenantes, ombres tentatrices qu'il s'efforça d'expédier ailleurs. Actrices, divas, femmes savantes, rares furent celles qui trouvèrent grâce aux yeux de celui qui prétendait : « Avec les femmes, on vit dans un tel état d'insécurité que cela m'est insupportable... Elles ne sont vraiment agréables qu'avec des queues de poisson... ».

Sophie, l'infortunée fiancée, qui n'était ni diva ni sirène, et se contentait de ressembler — un peu trop — à sa sœur Sissi, apprit à ses dépens que le Chevalier au cygne, « pur de corps et d'âme », était en fait une sorte de Charlus avant la lettre.

Ses jeunes favoris, promus aides de camp, secrétaires ou directeurs de cabinet, confondaient le lit du roi avec l'antichambre de l'ambition. Quelques-uns résistèrent, comme le comte Varicourt, qui supplia Louis II de

Les *Carnets secrets* de Louis II, tenus entre 1869 et 1886, ressassent inlassablement la même plainte : « Qui suis-je ? », se demandait ce roi, qui croyait ses désirs avilissants, ses inclinations criminelles. Ce journal, registre de sa culpabilité, est émaillé d'aveux, de promesses de vertu et de décrets adressés à ses amants : « Il est ordonné, sous peine de déshonneur, de ne jamais toucher au Roi, et défendu à la nature d'agir trop souvent... ».

Par leur incohérence, leurs allusions sibyllines, leurs extases et

d'être né dans un siècle et dans un pays rigoristes, qui condamnaient et réprimaient toute forme de déviance sexuelle. Après l'archange épris de beauté et de wagnérisme, inaccessible à force de pureté, voici l'homme qui souffre dans sa chair, seul dans son désarroi, et qui élève une balustrade autour de son lit pour empêcher ses amants de s'en approcher.

A près de quarante ans, que lui restait-il ? La compagne de l'acteur Joseph Kainz, que Louis II entraîna dans une odyssée helvétique sur les traces de Guillaume Tell. Une correspondance clandestine et anonyme avec un écrivain adulé, Leopold Sacher-Masoch. Il avait écrit à son idole que « l'amour est l'abandon spirituel qu'on fait de soi à un autre. On échange son âme contre une âme ». Mais l'auteur de *Venus à la fourrure* voulait, avec sa femme Wanda et le roi, former dans la réalité le trio infernal qu'il avait mis en scène dans son livre...

## Quitter ce monde avec fracas

A quoi bon se lancer dans de nouvelles aventures ? Louis II n'avait plus qu'une idée en tête : quitter ce monde avec fracas pour se distraire de la « tristesse d'être né en un siècle qui enlevait à la vie tous ses plaisirs ».

Les dernières quarante-huit heures de la vie d'un prince, c'est ce que nous offre la superbe nouvelle de Klaus Mann, *Ludwig*. 11 juin 1886, le verdict tombe : le roi est fou. Louis II arrive au château de Berg, escorté par une suite respectueuse mais vigilante : infirmiers, médecins, officiers de la cour sont là pour signifier sa déchéance. Sous les yeux des serviteurs, Sa Majesté, frappée d'interdiction, pénètre dans sa nouvelle geôle : une chambre dont les fenêtres sont grillagées, dont les murs sont criblés de petites lucarnes espionnes.

Le voilà arpentant la chambre comme pour mesurer l'espace auquel est réduit son pouvoir. Dehors, il pleut. Maudite pluie qui n'a cessé depuis des jours. Isolé sans être seul, puisque des yeux, quelque part, l'épient, le roi se remémore sa vie. Comment, en écoutant les plaintes de Louis II, ne pas songer à Klaus Mann lui-même ? Klaus Mann, l'admirateur de Wagner, l'ami de René Crevel, celui qui toujours asso-

ciait l'homosexualité à la mort et au suicide. Comment ne pas se souvenir des rapports tumultueux qu'entretenait Klaus avec son père, Thomas Mann, quand Louis II maudissait la mémoire du roi Maximilien de Bavière ? Comment ne pas évoquer les liens qui unissaient Klaus à sa sœur Erika — on les surnommait les « jumeaux de la littérature » — quand le prince prisonnier murmurait le nom d'Elisabeth. « ma sœur en dignité, ma sœur en souffrance » ?

Parfois mélancolique, parfois hurlant de fureur, le soliloque du roi se perd dans la nuit : « Je suis le cygne noir, et m'élève avec d'immenses coups d'ailes au-dessus d'eux — de la canaille, des intrigants, de la science ! ».

15 juin. Louis II repose depuis deux jours sur son lit mortuaire. On l'a repêché des eaux du lac. Suicide ? Assassinat ? Accident, s'écrient en chœur ces « messieurs de Munich », venus il y a quatre jours pour déchoir Sa Majesté, et qui maintenant conduisent Elisabeth d'Autriche auprès de son cousin. Louis II allait fêter son quarante et unième anniversaire. Le jeune prince d'une orgueilleuse beauté n'était plus qu'un corps ballonné vautre sur le lit : son fâcheux embonpoint, son visage déformé, ses dents gâtées, ses lèvres boursoufflées... Louis II ressemblait plus à l'Oscar Wilde des dernières années qu'à un héros wagnérien.

Comme elle avait raison, sa cousine Elisabeth, quand elle répétait : « A quarante ans, l'être humain se dissocie, se décolore et s'obscurcit tel un nuage : ce que nous aimions en lui n'est plus. La mort seule pourrait lui conserver sa jeunesse... ».

ROLAND JACCARD.

★ **LOUIS II DE BAVIÈRE**, de Pierre Combescot, Lattès, 269 p., 99 F.

★ **CARNETS SECRETS** (1869-1886) de Louis II, traduction de Jean-Marie Argès, préface de Dominique Fernandez, notes et commentaires de Siegfried Obermeier, Grasset, 203 p., 75 F.

★ **LUDWIG**, de Klaus Mann, traduit de l'allemand par Pierre-François Kaempf, éd. Albin (diffusion Payot), 105 p., 55 F.

— La revue *L'Esprit* du jour publie, dans son numéro d'été, diverses études sur le Journal de Louis II (éd. Joseph Clemen, 186 p., 75 F.).

(1) *Le Livre de raison d'un roi fou*, Grail, 1985.

(2) *Le Tourment*, Solin, 1984.

# Les Borgia princes du crime et des arts

En dépeignant l'illustre famille, Ivan Cloulas dévoile les contradictions morales et intellectuelles de la Renaissance.

**V**OICI un nouveau livre passionnant sur la Renaissance. La plume alerte de l'auteur sait fort bien relier, par des mouvements qui apparaissent tout à fait naturels, les événements les plus divers.

Ivan Cloulas a certes commencé de loin, avec une famille Borgia enracinée dans le territoire ibérique près de Valence. Dès le deuxième chapitre, toutefois, le lecteur se trouve déjà en présence d'un Borgia cardinal qui ne tarde pas à devenir pape et à honorer de la dignité cardinale un autre Borgia bien plus jeune : Rodrigo, le futur Alexandre VI — le père de Lucrèce et de César. Comme sur un échiquier, les pièces du grand jeu sont ainsi vite déployées et l'histoire familiale des Borgia les plus connus se met rapidement en marche.

Quel ballet digne du plus extraordinaire des chorégraphes ! Il ne s'agit pas, en effet, d'un roman de cape et d'épée, même si l'allure précipitée des vicissitudes le laisserait presque supposer. Historien attentif, l'auteur ne s'évade pas facilement du concret et nous en livre la troublante richesse. A travers ces pages, nous retrouvons, et pour cause, maints papes et cardinaux, mais aussi, au premier plan, des rois qui nous sont familiers : Charles VIII, Louis XII, François I<sup>er</sup>. Nous y rencontrons des grands hommes de lettres, tels que l'Arjoste, Bembo, Machiavel, Guichardin...

A l'instar des œuvres d'art de la période en question, la scène qui

s'étale sous nos yeux forme une composition savante dont les touches ont des couleurs très vives. Ivan Cloulas nous fait aimer ce sujet qu'il connaît si bien, parce qu'il nous en rend la saveur à travers ses données authentiques. De temps à autre, les sources mêmes — habituellement si étroitement entrelacées qu'on les entrevoit à peine — viennent au premier plan, et le document arrive au-devant de la scène, lettre privée ou rapport officiel. Les témoignages dont l'auteur dispose sont si abondants qu'il doit employer tout son art pour qu'ils ne nous encombre pas trop.

## La magie d'une époque turbulente

« Nous nous sentons étrangement concernés par ce temps », écrit Cloulas. Sans doute n'est-ce pas uniquement par la suggestion de tant d'œuvres d'art frappantes, inoubliables ; c'est aussi que les hommes, malgré la distance des siècles, nous semblent si proches, si peu différents de nous. S'agit-il d'un mirage, d'un trompe-l'œil ? Probablement. Mais ils sont là comme pour nous aider à nous sentir moins seuls, à nous conforter dans nos crises et dans nos inquiétudes les plus profondes. Si tant de crimes et d'excès de toutes sortes ont été accompagnés et suivis d'un éclat si grand de civilisation, peut-être pouvons-nous espérer que quelque chose de semblable arrivera à ceux qui

vivent dans le temps présent, ceux qui assistent à un si vaste tournant culturel et humain.

Les lecteurs mêmes qui ne voudront pas céder à la magie de cette turbulente Renaissance liront certainement avec intérêt de quelle manière on exerçait à l'époque les professions de souverain pontife, de condottiere ou de chef d'Etat. Et s'ils ne parviennent pas à trouver à travers ces pages une sorte de miroir des personnages ou des faits contemporains, ils ne pourront pas éviter de s'attacher à la scandaleuse famille des Borgia.

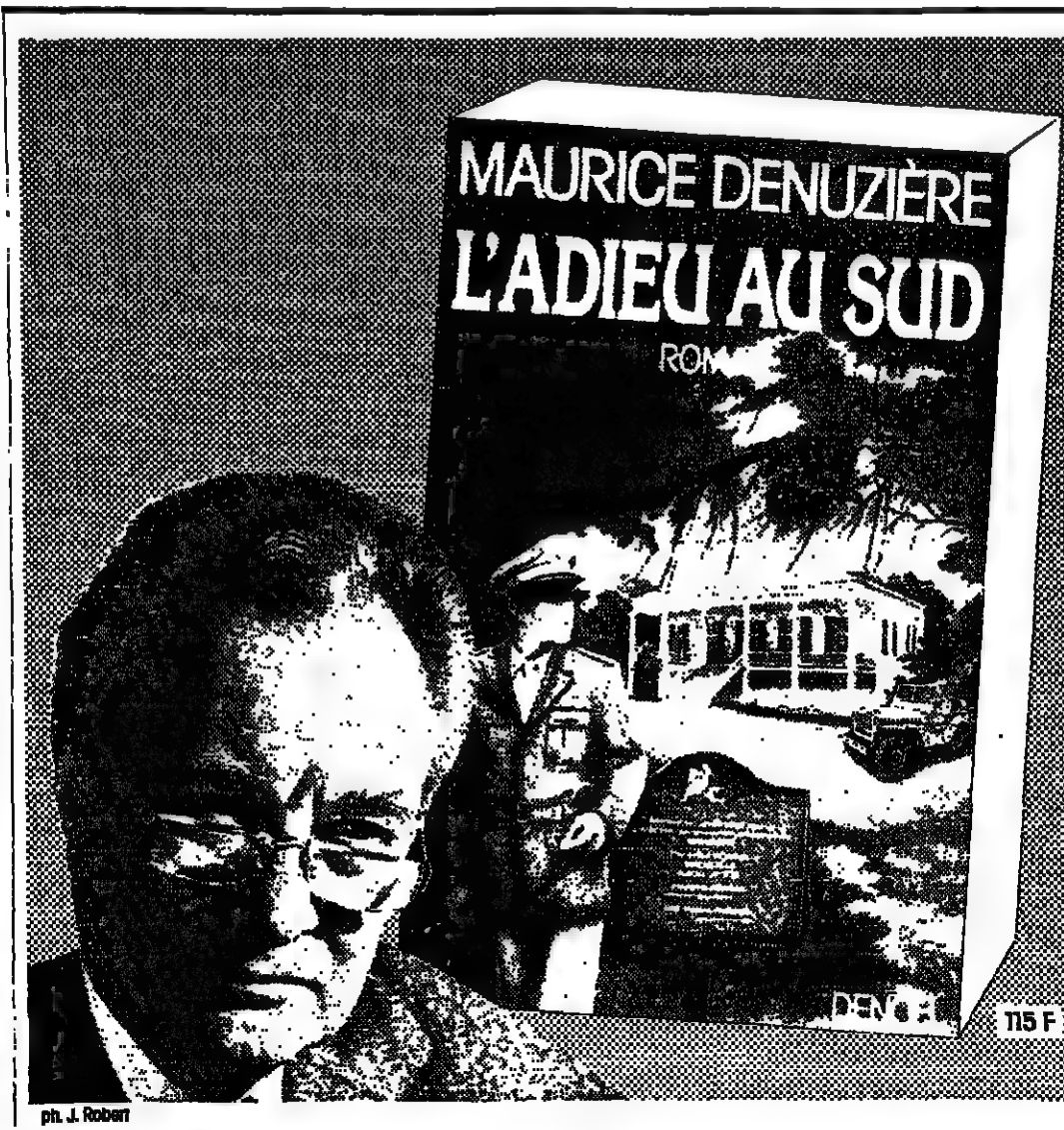
Pourquoi cette famille brille-t-elle d'un tel éclat ? La fortune de ces parvenus ibériques n'a pas été consolidée à travers les siècles : le déclin des Borgia a été encore plus rapide que leur ascension. Mais ce qui passionne, précisément, c'est l'aspect foudroyant de leur destin, teinté des couleurs les plus sombres. Leur aventure familiale représente une énigme que l'auteur s'est employé à décrire et à déchiffrer. Se trouve-t-on en présence d'aventuriers isolés ou d'un exemple fameux de tant d'autres fortunes familiales et individuelles, plus médiocres bien souvent, mais tellement nombreuses à cette époque ? Ces décennies pleines de personnages hors série semblent bien, en tout cas, constituer le contexte nécessaire à la trajectoire des Borgia.

ALBERTO TENENTIL

★ **LES BORGIA**, d'Ivan Cloulas, Fayard, 522 p., 130 F.

leurs cris de douleur, ces pages sont le miroir de la « crise d'identité » qui tortura Louis II durant toute son existence. Du journal monte la plainte de celui que ses semblables désignaient comme un dégénéré, une erreur de la nature. Les raisons de son dégoût pour la Prusse et de son culte pour la France étaient-elles purement politiques et esthétiques ? Bismarck, rappelle Dominique Fernandez, fut l'instigateur d'un nouveau code pénal qui punissait les relations sexuelles entre hommes d'une peine allant jusqu'à cinq ans de prison, tandis que l'Assemblée constituante française avait, dès 1791, fait preuve d'une extrême tolérance à l'égard de l'homosexualité.

Louis l'extravagant tenait en horreur sa singularité. Sa folie fut



ph. J. Bouché

## Traducteurs et philosophes

Le traducteur est un homme de lettres, un homme de lettres est un homme de lettres. C'est la première règle de la traduction. C'est la seconde règle de la philosophie. C'est la troisième règle de la littérature. C'est la quatrième règle de la science. C'est la cinquième règle de la morale. C'est la sixième règle de la politique. C'est la septième règle de la religion. C'est la huitième règle de la justice. C'est la neuvième règle de la paix. C'est la dixième règle de la liberté. C'est la onzième règle de l'égalité. C'est la douzième règle de la fraternité. C'est la treizième règle de la solidarité. C'est la quatorzième règle de la coopération. C'est la quinzième règle de la participation. C'est la seizième règle de la responsabilité. C'est la dix-septième règle de la transparence. C'est la dix-huitième règle de la sincérité. C'est la dix-neuvième règle de l'honnêteté. C'est la vingtième règle de la probité. C'est la vingt-et-unième règle de la dignité. C'est la vingt-deuxième règle de la noblesse. C'est la vingt-troisième règle de la grandeur. C'est la vingt-quatrième règle de la gloire. C'est la vingt-cinquième règle de la renommée. C'est la vingt-sixième règle de la célébrité. C'est la vingt-septième règle de la notoriété. C'est la vingt-huitième règle de la visibilité. C'est la vingt-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la trentième règle de la gratitude. C'est la trente-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la trente-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la trente-troisième règle de la reconnaissance. C'est la trente-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la trente-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la trente-sixième règle de la reconnaissance. C'est la trente-septième règle de la reconnaissance. C'est la trente-huitième règle de la reconnaissance. C'est la trente-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la quarantième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-septième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la quarante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la cinquantième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-septième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la cinquante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixantième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-septième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-huitième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-neuvième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-dixième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-et-unième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-deuxième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-troisième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-quatrième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-cinquième règle de la reconnaissance. C'est la soixante-sixième règle de







هنا ما لا نرى

## SUR LA BANDE DESSINÉE



Les héros de Bilal ou de Tardi (ci-dessus),  
Blueberry ou Lucky Luke (ci-dessous) : pour les grands plus que pour les petits...



### Georges Dargaud : un demi-siècle de BD

DEPUIS près de cinquante ans, il fréquente tous les grands du neuvième art. Sa maison d'édition reste le numéro un du marché français de la bande dessinée. Le 1<sup>er</sup> juillet dernier, il a cédé 38 % de son capital au groupe d'investissement Ampère, spécialisé dans l'édition pour la jeunesse. A soixante-seize ans, Georges Dargaud veut se donner les moyens de réaliser ses nouveaux projets.

Rien ne destinait ce fils de clerc de notaire, né à Paris en 1911, à l'édition de bandes dessinées. « C'est le hasard », comme il le dit aujourd'hui, qui le conduisit à créer, en 1943, une société éditrice d'albums pour enfants, seules publications non soumises à la censure de l'occupant. La guerre passée, Georges Dargaud voyagea en Belgique et rencontra Hergé. En 1948, il se voit confier l'édition française du *Journal de Tintin*, qu'il assurera jusqu'en 1975.

Nouveau rendez-vous décisif : 1960. L'éditeur rachète *Pilote*, lancé deux ans plus tôt par René Goscinny et une équipe de jeunes auteurs. Il publie en albums les séries parues dans l'hebdomadaire : *Tanguy et Laverdure*, *Blueberry*, *Lucky Luke* et bien sûr *Astérix*, véritable phénomène d'édition et de société. 1968 est un autre tournant. Wolinski, Lauzier, Drulillet, Fred : une nouvelle génération d'auteurs rejoint Dargaud.

Aujourd'hui, on s'interroge. La grande époque de Dargaud-

Editeur appartient-elle au passé ? Georges Dargaud s'en défend et cite Bilal, Loisel, Le Tendre, Frémont... Des jeunes auteurs qui, insiste-t-il, « accumulent les récompenses dans les festivals de bande dessinée ». Quant à la crise de la BD dont il serait lui aussi victime, c'est, dit-il, « une invention des journalistes. Il y a des phénomènes de mode, des périodes de stagnation du marché qui alternent avec des périodes d'expansion. Mais c'est la loi de l'économie. »

Pourtant, depuis plusieurs mois, le petit monde de la BD s'est nourri de rumeurs alarmistes sur la situation de la maison Dargaud : « Nous avons passé, c'est vrai, deux années difficiles et nous avons pratiqué une véritable rénovation de nos structures, ce qui n'a pas manqué de faire jaser. Nous avons dû mettre le pied sur la frein, prendre moins de risques, avec de nouveaux auteurs, mais nous en tirons aujourd'hui les bénéfices. Notre chiffre d'affaires est en progression de 20 % cette année. Si ça allait mal, pourquoi Roba et Franquin quitteraient-ils leur ancienne maison d'édition et viendraient-ils publier chez nous Boule et Bill et le Retour du Marsupilami ? ».

### Une entreprise familiale

En cédant 38 % de son capital à un groupe d'investissement, Georges Dargaud conserve le contrôle de son entreprise : « Il s'agit d'un accord de développement, explique-t-il. L'importance de notre groupe ne lui permet plus d'avoir un propriétaire unique. » Cette alliance est-elle une étape vers la succession de l'éditeur ? « Je souhaite que Dargaud reste une entreprise familiale, répond-il sans toutefois désigner son dauphin. Mais avoir un partenaire est une sécurité pour l'avenir et c'est un premier pas vers le choix de mon successeur, qui se révélera tout naturellement en faisant valoir son savoir-faire. »

Georges Dargaud demeure plus confiant que jamais. Parmi ses projets : une collection de poche, un club de vente par correspondance et la création d'une unité de production TV destinée aux jeunes : « Si j'ai choisi un partenaire, c'est pour continuer. »

E.K.

## le dernier exploit d'Astérix

rencontre un étonnant succès malgré des réticences dans un des bastions de l'islam.

matie. Les petits Schtroumpfs ont terrassé Superman. Les comics américains n'ont en effet jamais percé. Quant aux bandes dessinées japonaises, les éditeurs vous



diront que les bulles verticales, adaptées à l'écriture japonaise, sont difficiles à remplir en version indonésienne. Et si aucun ne l'avoue, la méfiance envers l'ancienne force occupante lors de la seconde guerre mondiale reste présente.

Pourtant, on lit très peu en Indonésie. Et plus souvent pour s'instruire que pour le plaisir. Prenez le train de Bandung à Jogjakarta, deux villes universitaires : personne ne sort un livre, ou même une revue, en dix heures de voyage. Et demandez à un étudiant indonésien de quatrième année de vous citer un auteur de son pays, vous l'embarrasserez au plus haut degré.

« La société indonésienne a toujours eu une tradition orale, explique Catherine Bharata. Ici, le livre est un véritable luxe. Même dans les écoles, les instituteurs n'encouragent pas les enfants à lire en dehors de leurs manuels scolaires. »

Dans ce pays de 165 millions d'habitants, le tirage moyen d'un nouveau livre ne dépasse pas 3 500 exemplaires. Les bandes

dessinées, elles, avec des tirages allant de 5 000 à 20 000, font figure de best-sellers, et sont rentables à coup sûr.

Pour un éditeur, affirme Liliana Srisanti, traduire une BD ou un livre étranger est plus simple, et beaucoup moins cher que d'en commander un à un auteur indonésien. Les éditeurs européens ne demandent en effet que 6 à 8 % du prix de vente d'un album pour le copyright, alors que les écrivains indonésiens exigent 10 % de droits d'auteur. La traduction d'un titre revient à 700 dollars environ pour un tirage de 5 000 exemplaires, ce qui permet de vendre une BD entre 8 et 10 FF à Djakarta.

### Tintin au secours du bahasa indonésien

La pénurie de traducteurs compétents constitue le seul problème, et, encore aujourd'hui, beaucoup de livres doivent être traduits depuis leur version anglaise.

Devant l'enthousiasme suscité par ces héros venus d'Occident, les autorités indonésiennes hésitent entre méfiance et bienveillance. Les plus conservateurs n'apprécient guère de voir leurs enfants prendre pour modèle le capitaine Haddock et son éternelle bouteille de whisky, dans un pays musulman à 90 %. D'autres craignent la disparition des légendes et des mythes indonésiens au profit d'une culture importée. Car les histoires ne sont jamais adaptées, mais traduites telles quelles. La réticence aux traductions reste particulièrement forte dans les bastions de l'islam, comme à Aceh, dans le nord de Sumatra.

Mais la diffusion des bandes dessinées dans tout l'archipel, où l'on ne parle pas moins de trois cent soixante dialectes, permet aussi de renforcer la langue nationale, le bahasa indonésien, créée à partir du malais au moment de l'indépendance. Et si la formation des futurs cadres doit passer par la bande dessinée étrangère, pourquoi pas, semble penser le gouvernement.

Toutes les BD publiées aujourd'hui en Indonésie doivent cependant recevoir l'autorisation gouvernementale. Car les héros n'ont pas toutes les vertus souhaitées. « *Lucky Luke* nous crée souvent des problèmes, explique Endang Prawit, responsable des bandes dessinées chez Indira. Les personnages sont tout le temps au bar, et les scènes de jeu se succèdent ! Les dessins sont difficiles à modifier, alors nous changeons le texte, pour en atténuer la portée. » L'un des albums, *Le Bandit manchot*, où les machines à sous ont le beau rôle, a carrément été interdit. Quant à Taar, héros d'aventures préhistoriques, il a vu son pagne rallongé de plusieurs centimètres.

Sur leurs gardes, les éditeurs hésitent à se lancer dans la BD pour adultes. « *Trop de sexe, et trop de politique* », affirme, péremptoire, Armeina Agoes, directrice du marketing chez Aya-media, en montrant un album interdit où l'héroïne a commis la faute d'apparaître dévêtue pour prendre son bain.

Beaucoup souhaiteraient dépasser l'obstacle de la censure pour élargir leur clientèle. Pour l'instant, la BD reste le domaine réservé des adolescents des classes aisées qui veulent se sentir dans le

coup, comme en France il y a vingt ans.

Malgré la crise et la dévaluation de la roupie de 33 % en septembre dernier, les éditeurs indonésiens nourrissent de grands projets. Après la BD, ils sont bien décidés à s'attaquer à la littérature européenne, et certains n'ont pas hésité à inscrire le *Contrat social*, de Jean-Jacques Rousseau, ou le *Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir, au programme de leurs futures traductions.

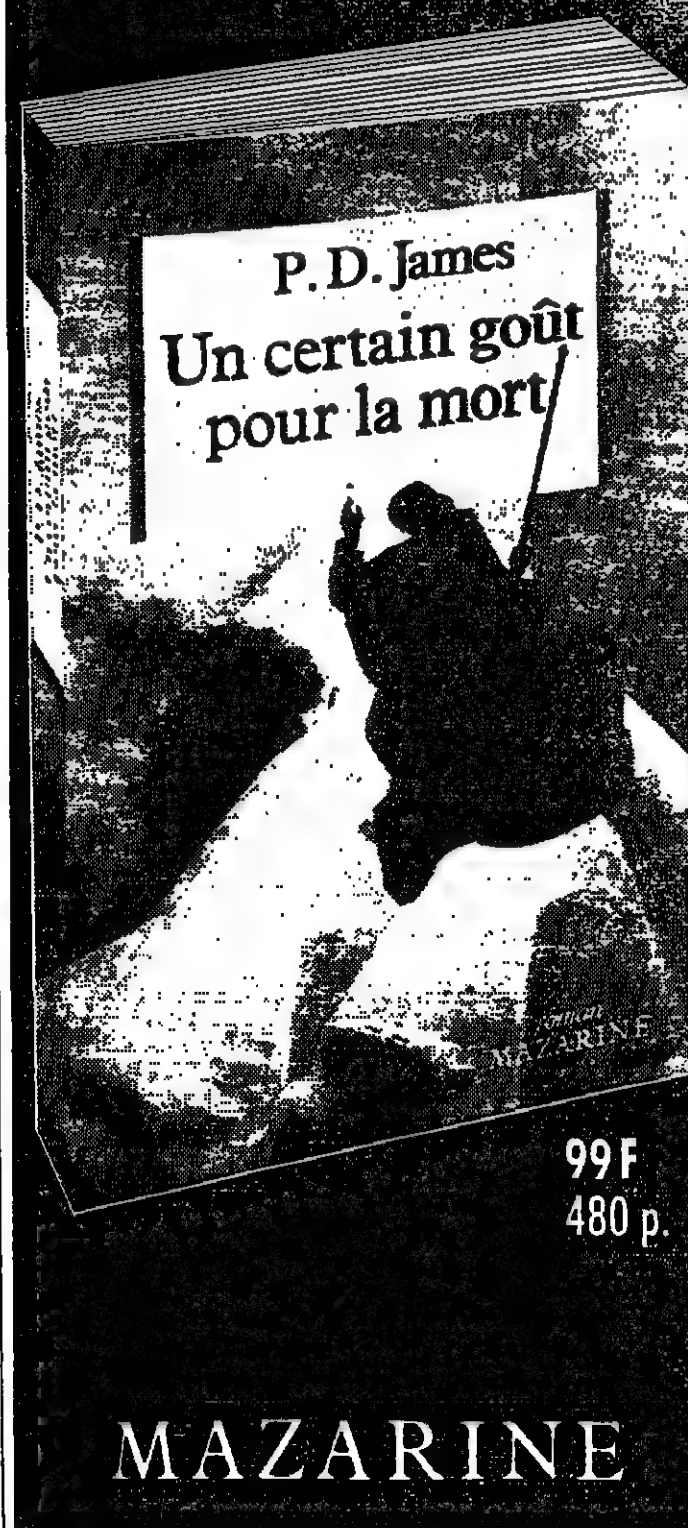
De son côté, le ministre de la culture, M. Fouad Assad, se félicite de cet engouement. « Dans un pays qui ne connaît la France que par Christian Dior, il serait important que l'on découvre Victor Hugo, Maupassant et Balzac », déclarait-il l'an dernier en inaugurant la Foire du livre de Jakarta. Et le recteur de la plus grande université de la capitale a proposé récemment un plan de 15 000 traductions sur cinq ans.

Mais, même sous les tropiques, les éditeurs français restent frileux. « Ils sont trop méfiants, soupire Catherine Bharata, et ne donnent même pas la peine de répondre lorsqu'on leur demande l'achat des droits d'un titre. C'est une véritable incitation au piratage ! Ils estiment sans doute que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Pourtant, si le montant des contrats n'est pas énorme, leur nombre n'est pas négligeable, et le marché s'annonce prometteur. » Les éditeurs français feraient bien de se réveiller pour profiter du mouvement. Sinon, ils risquent fort de se mordre les doigts d'avoir joué les Gaston Lagaffe en attendant le dernier moment.

PASCALLE WATTIER.

## P.D. JAMES

La nouvelle  
Agatha Christie  
a écrit le  
plus formidable  
roman policier  
de ces dernières  
années !  
Un triomphe  
dans le monde  
entier.



99 F  
480 p.

MAZARINE



## POÉSIE

## La statue du Commandeur

UNE élève de seconde des lycées donnait récemment d'une pièce célèbre cette version minimaliste : « Y a un mec. Il croit pas en Dieu. Une statue lui casse la gueule. » Le théâtre classique a aujourd'hui sa statue du Commandeur : l'alexandrin. Un spectre hante les salles de théâtre, rend perplexes les metteurs en scène et les acteurs, indispose les auditeurs : le vieux vers français de douze syllabes. Délaissé par le dix-neuvième siècle, abandonné plus ou moins par les poètes, en disparition accélérée dans les écoles depuis quarante ans, l'alexandrin n'est plus que l'ombre de lui-même.

Or pour qui doit monter, jouer, entendre-voir le Cid, Bérénice ou Tartuffe, il y a, comme on dit, un problème. Une grande cacophonie régit sur le répertoire. On peut distinguer deux grandes « écoles », en simplifiant : les iconoclastes et les iconodules (leur contraire). Pour les premiers, l'alexandrin est une vieilleries dépassée, il faut le faire oublier le plus possible. Cela peut être réussi de deux manières : on peut le transformer en prose, ou on peut le traiter comme une musique. Dans le second cas, on tend vers l'incompréhensible ineffable, on est dans un lied de Schubert, dans un opéra de Verdi. Il n'y a plus qu'à espérer que le décor sera beau.

## Dire le vers dans la langue d'aujourd'hui

Dans le premier cas, celui de la prosification, les frontières du vers sont effacées, les rimes gommées, tout enjambe sur tout. On pourrait croire que cela facilite l'audition et la compréhension, il n'en est rien : le théâtre des classiques est une grande architecture de vers, et en détruisant les charnières, on rend des passages entiers de Molière proprement indéchiffrables à l'écoute, on en a tous fait l'expérience. Alors ?

Il y a la solution de l'admiration éperdue : considérer le vers classique comme un monument indéchiffrable, retrouver l'âge d'or des belles dictiones, se chauffer les mains autour du feu de camp en écoutant les grandes voix sortir des enregistrements comme de lointaines galaxies : Sarah Bernhardt, Dullin, Jouvet ;

Par Jacques ROUBAUD

ou les voix imaginaires de Talma et même de la Champmeslé.

Dans leur récent essai, François Regnault et Jean-Claude Milner sont partis d'un principe différent. Ils pensent qu'il est nécessaire de dire l'alexandrin, que les pièces de Racine disent quelque chose qu'il faut entendre, entendre distinctement ; que ce quelque chose est du français ; mais que c'est du français en vers, donc que le vers doit apparaître. Il ne faut pas l'effacer. Mais il ne faut pas non plus le sacrifier ni tenter de le reconstruire, comme Cuvier faisait des dinosaures. Ce qui intéresse le lecteur ou l'acteur modernes, ce n'est pas l'alexandrin au dix-septième siècle, ni l'alexandrin du vingtième siècle, mais l'alexandrin du dix-septième siècle (dit au vingtième siècle).

Regnault et Milner affirment que le vers est dans la langue, pas en dehors, mais qu'il est une manière particulière d'être dans la langue que la diction doit faire sentir. Il en résulte une double exigence : interroger le vers avec savoir et passion, avec le savoir et la passion des grands textes de théâtre ; interroger la langue d'aujourd'hui avec le savoir et la passion de la science de la langue, la linguistique. Il est indéniable que l'alliance des deux auteurs de ce livre est ce qui peut le mieux aujourd'hui répondre à cette double exigence.

Je pense qu'ils y sont parvenus. L'exposition est lumineuse. Tout est dit, mais sans complications excessives. Le programme du livre est le suivant : dire ce qu'est le vers, ce qui dans le vers doit être affronté par le lecteur, examiner ce que la langue met à disposition pour dire ce qui doit être rendu sensible, et, cela est essentiel, donner des conseils pratiques de diction, assimilables par les acteurs et ceux qui les entendent (c'est tout le contraire de savoir de métier). Cela peut passer pour un tour de force ; c'en est un. Mais la réussite est incontestable.

Trois points sensibles commandent la diction du vers : le « e muet », la liaison, et l'accent. Prenons un vers fameux : le vol, écrit : « Ariane, ma sœur, de quel amour blessée ». Le vers, on doit le compter jusqu'à

doze : mais à cela il y a un obstacle, qui est le « e » final du mot « Ariane », un « e muet ». Si on ne le prononce pas, et on ne le prononce pas en général dans la langue, on perd un sur doze. Si on le prononce avec insistance, on a bien doze, mais on entend « Ariane », ce qui n'est pas beau. On peut d'ailleurs dans le même vers, en jouant sur le « e » de « Ariane » et sur le « e » de « d'quel » « descendre » jusqu'à neuf pieds, ordonner ainsi un exemple vivant de ce vers autrefois proposé par Jean Guenel, l'ALVA (alexandrin de longueur variable). La stratégie de Milner-Regnault est à la fois simple et subtile, et donne des indications claires sur la façon de marquer, directement ou indirectement, les six types de « e » qui se rencontrent, au moyen de quatre niveaux de réalisation bien distincts.

## Dire « Ariane, ma sœur »

La liaison et l'accent sont traités avec la même ingéniosité savante. Il faut en effet « syllabiser » le vers, détacher les syllabes tout en évitant le métronome, trop fréquent, de « A-ri-a-ne-ma-sœur ». Et il faut enfin donner au placement des accents, deux fois et deux moitiés, selon l'hypothèse millénariste, une cohérence suffisante pour éviter l'arbitraire absolu d'une diction excessivement personnelle, comme dans l'exemple célèbre de Dullin : « Qui je ! i vers ! dans ! son ! temple ! s'élèver ! l'éternel ! »

Une théorie explosive du vers et de son rapport avec la langue apparaît et se trouve mise en œuvre dans ce livre. On peut en discuter certains aspects, mais il importe de souligner que, loin de restreindre la liberté de l'acteur, son ouvrage d'intervention dans le jeu de la langue auquel il participe, *Dire le vers* lui ouvre, au contraire, des possibilités immenses de choix, de divergences décidées, de ruses ; et, si suffisamment de spectateurs l'entendent, le vieux vers du grand théâtre pour de nouveau émerveiller. Il en sera, pour tout dire, naïf.

★ DIRE LE VERS (Court traité d'histoire des accents et des amateurs d'alexandrins), de Jean-Claude Milner et François Regnault, La Seuil, 180 p., 95 F.

## Les vins et les mots

Les vagabondages de Jean-Claude Pirotte, le poète-anologue

« CHAQUE soir, je me forçais à écrire un poème. A la fin, me disais-je, cela fera bien une sorte de journal, ce sera toujours ça de gagné sur ma disparition : l'esquisse d'une chronique de l'exil », écrit Jean-Claude Pirotte dans la brève postface qui clôt la *Valleée de misère*, un recueil de poèmes sur la solitude, la pluie, le vin rouge, mais aussi la fraternité et l'amour.

On avait presque oublié que ce romancier fécond (1) était aussi un poète. Il est vrai que Pirotte n'est pas du genre à se promener dans les salons littéraires avec sa bibliographie. Il préfère — et on le comprend — errer de bistrot en bistrot, en racontant des histoires qui, comme lui, ont du mal à se tenir debout lorsque vient l'heure de l'aube.

Depuis des années, Jean-Claude Pirotte vit un drôle de drame : il ne parvient pas à choisir entre les vins et les mots. Ainsi ses chroniques sur l'écologie à la radio belge sont-elles des textes parfaitement ciels, et ses livres, une suite ininterrompue de libations. Pirotte écrit et boit afin de colorer une existence terne comme un verre d'eau posé sur le bord d'un comptoir.

## Des jours merveilleusement ordinaires

Ce bâtisseur de mélancolie n'a pas de domicile fixe. Son dernier livre connu est toujours un visage de femme rencontré dans une de ces salles d'attente où, croit-il, la Camarde viendra le chercher. Pirotte joue les prolongations tout en sachant que la partie est depuis longtemps achevée.

Prince et vagabond, cet homme en cavale connaît « *Florence la blanche* », et des « *Hollandes* » où le vent du nord chante l'exil. Dans cette vie à l'envers où les jours noirs succèdent aux nuits blanches, il y a malgré tout la place pour des compères en mots brouillés. Et l'on retrouve dans bien des pages de livre les sil-



CAGNAT.

bonettes familières et fraternelles de Jean Follain, d'Armand Robin, d'Henri Thomas, de Georges Perros et de quelques autres poètes avec lesquels Pirotte aime bien soliloquer lorsque plus personne ne répond à ses appels au secours.

« J'ai froid, j'ai peur, et je sais que l'amour, qui n'est peut-être que littérature, ne sauve rien, ne sauve de rien, ni des autres ni de soi », prétend Pirotte. Mais faut-il le croire, alors que d'un poème à un autre il prend plaisir à se contredire et à détruire en un vers ce qu'un autre vers avait construit. Peut-être, après tout, ne veut-il pas que nous soyons dupes de ses textes. Jean-Claude Pirotte

évoque souvent, dans ses poèmes, les « traces estompées d'un quotidien triste, ou merveilleusement ordinaire », mais là où d'autres sombreraient dans le misérabilisme ou dans le dolorisme, ce failli, volontaire et tendre à la fois, se moque de lui-même et des fantômes dont il peuple sa solitude.

PIERRE DRACHLINE.

★ LA VALLEÉE DE LA MISÈRE, de Jean-Claude Pirotte, Le temps qu'il fait (28, Rue du Clos, 16100 Cagnac), 162 p., 80 F.

(1) *La Pluie à Rebel* (Luxeau-Arcot, 1982) ; *Fond de cave* (Le Sycomore, 1984) ; *Un lit dans le comble* (La longue vue, 1986).

## Le métier d'ange

À la lecture de Charles Juliet, on a l'impression qu'il reste encore ici et là, parmi les créatures déçues que nous sommes, quelques personnes qui font le métier d'ange. Charles Juliet est tout à fait mélorodieux : il s'attache les plumes des anges — les cristaux de la parole — et s'élève au-dessus des mots, laissant fuir le meilleur de ce dont je les avais chargés et qu'ils avaient mission de porter à autrui.

Mission, oui, mais mission quasi impossible, véritable travail de Sisyphos que ce métier d'ange. Car, sans trêve, le poète retourne dans « ce pays du silence », un espace hors du temps où il va rechercher le « hauts flammes claires qui ne vieillissent plus ».

Charles Juliet sait la « souffrance des êtres auxquels les mots se refusent » et les peintures, souvent, sont de ceux-là. Alors le poète va « lire » les toiles qui l'émouvent (Bram Van Velde, bien sûr, toujours, mais aussi Maurice Ray, Madeleine

Charbonnier, Francis Herth, Tapias, Giacometti, etc.). Pour comprendre chacune de ces œuvres, pour établir un « accord » avec elle, il lui faudra « essayer de remonter en deçà de son origine, s'aventurer sur le chemin qu'a parcouru le peintre, s'approcher au plus près de ce qu'il est, de ce qu'il a vécu, de ce qu'il s'est proposé de réaliser ». Patience d'ange, on en conviendra, et l'on sait que dans le cas de Bram Van Velde, cette attention dévouée à l'œuvre de l'autre prit au long des années la forme d'un rapprochement réciproque : un de ces échanges, un de ces « accords » parfaits qui peuvent s'accomplir seulement dans la complexité de deux anges.

ANNE BRAGANCE.

★ CE PAYS DU SILENCE, de Charles Juliet, Fata Morgana, 96 p., 60 F.

★ ACCORDS, de Charles Juliet, textes sur quelques peintres, éditions de l'Ecloupe, 48 p., 54 F.

## Eclairages sur Paul Valet

« M » A poésie est peut-être un peu dure, un peu déprimante, un peu mortel le 8 février dernier. Réalisé sous la direction de Guy Benoit, un cahier lui est consacré. On y voit se dessiner un portrait du poète à travers de multiples éclairages. Le numéro s'ouvre par un long entretien entre Paul Valet et Guy Benoit. Le poète évoque sa jeunesse en Russie, en Pologne, sa rencontre avec la France, la guerre de 39-40, la Résistance et enfin la poésie : « J'ai commencé à écrire parce qu'un besoin de résistance est né en moi, mais de résistance sur un autre plan — le plan poétique. Il me fallait conformer ma vie à ma poésie. Sinon, c'était la déchéance. »

Le volume réunit aussi des poèmes inédits de Valet et, en guise d'hommage, des textes de ses plus proches amis et admirateurs : Cioran, Constantin Jeleński, Jean Dubuffet, Patrice Repussieu.

Son dernier recueil publié — qui s'intitule *Vertiges* — est un bel exemple de la violence et de l'art avec lequel il exprimait sa vision du siècle.

S. T.

★ PAUL VALET, Le temps qu'il fait, cahier 5, dirigé par Guy Benoit, dessins et photographies, 136 p., 96 F.

★ VERTIGES, de Paul Valet, éditions Granit, 65 p., 68 F.

## André Delons, l'« homme désert »

Un oublié des années 20 et 30 revient en compagnie de son double, un nommé Archibald

ANDRÉ DELONS (1909-1940) fait partie de ces poètes dont on remarque le nom au hasard de la réédition d'une revue mais dont il est impossible de trouver un livre. Aujourd'hui, grâce au travail d'Alain et Odette Virmaux, nous pouvons mieux appréhender l'œuvre de ce météore qui, de dix-neuf à vingt-quatre ans, fut saisi par une espèce de frénésie de vivre et d'écrire.

André Delons porte témoignage de 1928 à 1933 comme s'il savait que, bientôt, on poserait une muselière sur sa parole et sur sa personne. Cette urgence se traduit par des collaborations à de multiples revues : *le Grand Jeu*, *les Cahiers du Sud*, *Variétés*, *Bifur*, *Présence*, *Documents*,

*Commerce*, *le Minotaure*, *la Nouvelle Revue Française* (NRF), *la Revue du cinéma*, etc. Mais, qu'on y prenne garde, cette présence de Delons dans des publications souvent dissimulables ne révèle pas un esprit brouillon ni un carriériste des lettres, car, à chaque fois, ce poète reste lui-même, avec ses élans, ses dépressions et ses exaltations.

## Un jour de mai 40, à Dunkerque

L'aventure littéraire d'André Delons se confond étrangement avec celle de *l'Homme désert* : à l'origine, une nouvelle publiée dans la quatrième livraison de *Bifur*, le 31 décembre 1929. Archibald, l'anti-héros de ce torrent lyrique et macabre, se présente « né sur la mer, ou, pour mieux dire, au fond d'une ruelle puante ». Archibald ressemble à Delons, car, comme lui, il aime à fréquenter les naufragés volontaires qui sillonnent les rues lorsque celles-ci sont débarrassées des passants ordinaires.

Le poète reprendra ce titre de *l'Homme désert* lorsqu'il voudra publier un recueil de proses aux éditions des Cahiers libres. Un bulletin de souscription sera même distribué par l'éditeur, et l'auteur y précisera que les pages de son livre sont attachées à l'expérience la plus concrète et la plus matérielle de sa vie. Malheureusement, les éditions des Cahiers libres cessent leurs activités avant la parution de

## Les Chemins du Soleil

Patrick OLLIVIER  
AU SOLEIL  
DU VENTOUX  
Vaison-la-Romaine  
& le Pays des Dentelles

## Un maître-guide à travers la Provence intime

232 Pages / 165 Francs  
146 illustrations  
AUBANEL / AVIGNON

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

كتاب من الأمل







[illegible]



Culture

Communication

EXPOSITIONS

Luciano Fabro à l'ARC :

L'art de l'allusion

Fabro ?  
Officiellement un ex-adepte  
de l'arte povera.  
En fait,  
un délicat manieur  
de formes  
et de souvenirs,  
un maniériste peut-être.

Luciano Fabro, comme Mario Merz et Gilberto Zorio, expose des « presque rien », des objets — sculptures seraient un terme excessif — et des assemblages suspendus au plafond. Il est facile de ne pas les voir, de n'y prêter qu'une attention passagère, tant ces pièces attirent peu le regard. Elles ignorent le tapage et la provocation. Mais elles sont à la disposition du rêveur, qui trouve en elles de quoi nourrir sa rêverie.

Leur apparence est variable, du réseau de fils bleu-vert tendu en lignes brisées sur le mur à la table recouverte d'une nappe et qui porte des vases d'eau où trempent des cristaux. Il y a aussi un bloc de marbre, des constructions de bambou, des métaux enroulés et tressés, et des dessins d'architecture, ceux de la façade de l'église du Redentore, à Venise.

Incohérence ? A première vue seulement, car ces œuvres diverses renvoient toutes à une mémoire artistique. Fabro est l'un de ceux grâce auxquels un style, celui de l'arte povera, du matériau volontairement trivial, accède à une majesté imprévue en se chargeant d'allusions, en glissant au système de références. Allusions et références à quoi ? A la culture classique, grecque, latine et italienne à la fois. Le marbre s'intitule *Ephèra*. Tel montage de bois et de tiges métalliques se nomme *Christi, Boudha, Zarathoustra*, et l'on peut sans peine accumuler à son propos citations, allégories et symboles. Quant à la table aux vases et aux cristaux en forme de membres, dite *Iconographie*, elle doit son inspiration à l'icône traditionnelle de la Cène et ne le délimite pas, étant dédiée à Paulini, c'est-à-dire au cinéaste de l'Évangile selon saint Matthieu...

Ailleurs, dans d'autres œuvres, Fabro s'est plu à des évocations géométriques et historiques, jouant des éléments comme d'autant de signes à clefs. Chaque fois, le même paradoxe se répète : l'artiste se contraint à n'utiliser que d'instruments simples, mais attend que, de cette contrainte, devenue règle, naissent des images d'autant plus éloquentes qu'elles sont d'une expression plus épurée.

Le risque est grand de n'être pas compris. Mais, aux « ébas », que de délectations érudites promises, puisqu'il voit dans chaque œuvre une réserve d'allusions à exploiter selon leur fantaisie.

L'élégance formelle des pièces, le sens de l'ellipse et de la légèreté ajoutent au plaisir, même si l'on ne peut se défaire entièrement de la pensée que cette forme d'art se développe comme une mise en scène de la culture. Et qu'elle consiste essentiellement en variations sur deux thèmes donnés de longue date, non sans quelques formalismes, ce en quoi Fabro apparaît comme le frère d'un Zorio ou d'un Paolini. On finirait par croire que ces exercices suprêmement élégants, diaphanes et savants correspondant à un certain état des arts en Italie, celui d'un encombrement extrême de la mémoire qui condamne au souvenir et parfois au ressassement. Il n'est pas fortuit que Fabro puisse citer en exemple un de Chirico, comme lui avant-gardiste gagné par le vertige du passé et comme lui amoureux d'un classicisme qu'il chérissait d'autant plus tendrement qu'il savait ne pouvoir y revenir vraiment.

Comparées aux subtils « haikus » de Fabro, les peintures de John Armleder avouent bien vite leur inanité. Ces géométries nulles, accompagnées, pour faire drôle, d'un peu de mobilier style président Corby, n'ont à montrer qu'une dérision totale, non dénuée de sens. Sans doute durera-t-il autant qu'elle : une salu-

PHILIPPE DAGEN.

\* ARC, 11, avenue du Président-Wilson ; jusqu'au 23 septembre.

MUSIQUE

La dégradation de l'opéra en Europe  
A chanter sans péril...

Hommage à Visconti et à Strehler dans la dernière livraison de « Théâtre en Europe ». Mais, aussi, par Peter Stein ou Gérard Mortier, sermons sévères.

« Il y a, là-bas, trop de gens qui n'ont aucune conception dramaturgique de l'opéra, et dont la grande affaire était de savoir si on allait commander le rideau à Saint-Laurent ou à Cardin, faire ou non un plafond de verre pour y projeter la colombe de Paris. Lorsque les maîtres d'œuvre d'un tel projet n'ont pas d'idées, ou ne se laissent pas convaincre par ceux qui en ont, de ce que doit être aujourd'hui un Opéra, mieux vaut ne pas le construire... »

Condamnation sans appel de notre futur Opéra Bastille, figurant en bonne place, dans une revue sérieuse (1). Le procureur ? Gérard Mortier. Il appartient, un temps, à l'équipe de préfiguration. Il choisit d'en démissionner. Depuis qu'il a entrepris de redresser le Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, il n'a pas eu souvent tort. Se serait-il cette fois trompé ?

Un autre coup, sous-titré « Concessions d'un fonctionnaire débauché », est porté, hélas, par Maurice Fleuret. Ex-patron de la musique en France, celui-ci dit ce qu'il a vu entre 1981 et 1986 dans les coulisses du Palais Garnier mais aussi sur le chantier de La Bastille. Tableau clinique de la paranoïa lyrique, « valse hésitation des décideurs », autour d'un bâtiment « qui se lègère » (c'est de notre futur Opéra qu'il s'agit !) Ou comment « l'art devient une arme meurtrière dans la guerre civile que les partis se livrent ».

Pierre Boulez a beau plaider avec optimisme pour « l'imagination et l'énergie », Jacques Louchamp rappelle qu'entre « fastes » et « inq-

tués » il est encore bien des raisons d'espérer, le chapitre français de ce bilan européen laisse désabusé. On apprend ensuite sans plaisir que l'Allemagne est dans un vrai guépier pour avoir trop souvent préféré à l'aventure un modernisme routinier. On découvre qu'en Italie, la vogue des reconstructions historiques est en train de tuer la meilleure tradition. On quitte la Grande-Bretagne comme un hâve de fraîcheur, de paix, de liberté. Mais on cherche, même là, de grande ambition, de grands projets.

C'est que l'opéra, contrairement au théâtre, apparaît comme une affaire qui marche et dont le succès court, désormais, indépendamment de la qualité : quand une revue de théâtre, dirigée par une ancienne critique musicale (Sylvie de Nusac) se penche lucidement sur son avenir, on ne peut que souscrire à son diagnostic réservé.

ANNE REY.

\* Théâtre en Europe (revue trimes-trielle) : L'Opéra, N° 14, juillet 1987, 70 pages, 70 F.

Les Espagnols au secours de Carreras

Des dizaines d'Espagnols ont offert leur moelle épinière afin de sauver José Carreras. La presse locale a, en effet, fait état d'informations selon lesquelles le ténor barcelonais, hospitalisé depuis la fin du mois de juillet, serait atteint de leucémie et devrait être transporté aux États-Unis. La radio locale a donc reçu une trentaine d'appels, n'émantant pas tous de passionnés d'art lyrique. La direction de l'hôpital a indiqué que le chanteur souffrait d'une maladie du sang et que ni la recherche de donneurs ni un transfert aux États-Unis n'étaient justifiés.

Rachat de fréquences, prise de contrôle de sociétés

Le marché noir des radios

D'après la loi Léotard, les fréquences FM ne peuvent être cédées. Pourtant, depuis 1984, un marché noir des radios existe bel et bien, qui voit ses prix évoluer en fonction de la loi de l'offre et de la demande, du calendrier de renouvellement des autorisations, et, bien sûr, des auditeurs.

La scène se passe au bar agglais d'un grand hôtel parisien. Atmosphère feutrée, clair-obscur étudié, garçons empressés mais discrets. Un pianiste enchaîne distraitemment les grands standards internationaux tandis que des cocktails colorés se succèdent sans bruit sur les tables.

Dans un coin, trois hommes devant des bloody Mary sont en grande discussion. « Nous sommes bien d'accord ? », s'assure l'un d'eux, en regardant tour à tour ses interlocuteurs, deux jeunes gens aux cheveux mi-longs qui acquiescent d'un signe de tête. « Parfait, reprend-il, en donnant une bourrade amicale au plus jeune. Vous faites un choix habile. Le business radio est devenu l'affaire des grands et vous vous ferez dévorer en moins de deux si vous n'avez pas l'intelligence de passer la main dès maintenant. » C'est cela ! lance un des garçons les « petits » vont à la bataille, prennent des risques, ouvrent la voie sur laquelle les gros s'engouffrent ! La remarque a déçu. Le ton se fait cassant : « Rien ne vous oblige à conclure avec nous. Mais votre fréquence nous intéresse et il me semble que le chèque que vous toucherez demain vous dédommagera largement... A moins que vous n'appréciez soudain des scrupules ? »

Scrupules ou pas, les « petits » ont signé : octant ainsi pour 3 millions de francs une fréquence accordée par la Haute Autorité. Ils n'en reviennent par eux-mêmes, ni de la petite fortune qu'ils vont partager — avec plus ou moins d'équité — entre une poignée d'associés, ni de ce pacte inattendu signé avec l'ennemi, trahison à leurs rêves et à leurs principes d'antan. Qui aurait pu imaginer que les pionniers de la première heure allaient volontairement passer le main à Hersant, Bouygues, Séguela ou autres... RMC. Qu'ils allaient vendre — très cher — une fréquence qui leur avait été confiée, pour un temps limité, gratuitement ? « L'affaire n'était pas si immorale, plaide aujourd'hui l'un d'eux. Après tout, ce n'est que justice de voir les groupes qui attendent tant de revenus de la FM s'acquitter d'un droit d'entrée auprès de ceux qui se sont battus pour la libérer. »

Laissons les juges de cette moralité. Ce qui est sûr, c'est que depuis 1984, malgré la loi interdisant la cession des fréquences et des autorisations, les transactions se sont multipliées, à Paris et en province, créant ainsi de toutes pièces un véritable marché des fréquences, biens rares par nature, et soumis, de par la loi, à autorisations précieuses et révo-

quies. Qui de plus parlant que la comparaison de la liste des stations émettant aujourd'hui sur Paris avec celle des regroupements autorisés par la Haute Autorité le 6 mai 1983 ? Chic FM (sur 88,5 MHz) s'appellait alors Digitale, regroupement d'associations diverses (Général 2000, Pariférie, Thélem, Mega-Puce, Tension FM) qui, après bien des déboires, a cédé aux avances de M. Robert Hersant. Comme bien d'autres stations en province, absorbées par les journaux de la Sopress (« à chaque journal sa radio », avait décidé le magnat de la presse auprès l'autorisation de la publicité), Digitale allait être rachetée, décapitée pour devenir successivement 88,5, Radio Laser Stéréo, Radio Laser, Chic FM, bientôt sans doute FUN.

C'était aussi le temps où le 103,1 était la place de fréquence libre, radio gauchiste et historique, disparue dans la bataille au profit de Radio Monte-Carlo, qui, après moult négociations, la rachetait. Le temps enfin où le 100,6 était destiné à Boulevard du rock, Oblique FM, Mega FM, Carol FM : un quatuor-dynamite dont quelques dirigeants s'allaient résister aux offres alléchantes d'UGC et de Séguela, pressés de créer Hit FM...

En trois ans, ce sont toutes les radios parisiennes à vocation commerciale qui ont ainsi changé de main, sinon de nom, bafouant l'autorité des « sages » et déconsidérant, en la contournant allégrement, la procédure d'octroi des autorisations. La manœuvre est simple et parfaitement rodée : le rachat implique la prise de contrôle de l'association titulaire de l'autorisation, le président et les membres du conseil d'administration remettant à l'ache-

teur des feuilles de démission non datées permettant leur substitution échelonnée dans le temps. Dans le cas de sociétés exploitant la radio, le transfert de propriété peut se faire par rachat progressif des actions, directement ou par l'intermédiaire de sociétés écrans.

La flambe des prix en fut le résultat. Certains patrons de radios se mirent à lancer des rumeurs folles sur les offres mirobolantes qu'ils avaient dédaignées... Les 3 ou 4 millions de francs passés sous la table deux ans avant furent multipliés par deux, puis par trois, le prix étant à la fois fonction des installations, de l'audience et de la notoriété des radios. Fonction aussi de l'offre et de la demande. La rareté des places sur Paris leur conféraient une valeur exceptionnelle, inabordable pour la plupart des candidats qui se mirent à prospecter en banlieue. Des radios à bout de souffle y attendaient vaillamment des repreneurs capables d'éponger leurs dettes ; les places étaient nombreuses, les prix très raisonnables.

La radio de banlieue se fit cheval de Troie et prit Paris d'assaut. Le réseau Nostalgie racheta la petite Clémentine et en refit pignon parisien, et après quelques déconvenues avec la radio du président du conseil d'Île-de-France, M. Michel Girard (UDF), M. Francis Bouygues lança l'Éclair FM, sur les cendres d'une Éclair banlieusarde du nom de Cor-saire. En un tour de main se trouvaient donc rassemblés sous la FM parisienne tous ceux qui, au départ, n'y étaient point conviés.

5 millions de francs pour une inscription au « Journal officiel »

Mais le temps a passé. L'époque des renouvellements d'autorisations se profila, le marché s'est effondré, quasiment gelé pendant quelques mois... A quoi bon acheter aujourd'hui une fréquence que la CNCL pourra nous octroyer demain gratuitement, se ravisaient les nouveaux candidats. A quoi bon, en effet ? Les promoteurs de Radio-Bourse-affaires-emploi ou de Radio-Courtoisie nouvellement autorisées auraient été bien sots de s'aventurer sur les ondes avant le verdict de la CNCL puisque la seule parution de leur nom au Journal officiel leur confère instantanément une valeur. Une estimation ? « Voyons, réfléchit un spécialiste. Sans matériel, sans audience, sans notoriété, une radio autorisée, sur-elle en papier, a une valeur-plancher de 5 millions de francs si elle permet de couvrir Paris et sa région, de 1 million si elle concerne Paris intra-muros. En respectant les précautions d'usage, un petit malin, voulant se constituer un bon pactole, pourrait presque vendre sa fréquence avant même d'avoir commencé à émettre... »

Ce n'est pas, gageons, l'intention des promoteurs des deux radios citées. Il n'empêche. Comment pourrait-on soustraire aux lois du marché des radios qui sont, maintenant, des entreprises ? Comment empêcher que ce qui représente une valeur commerciale indéfinie ne se vende et ne s'achète en fonction de la loi de l'offre et de la demande ? La précarité des autorisations ? Le principe en est certes inscrit dans la loi. Mais comment la CNCL — si elle est toujours là dans cinq ans — pourrait-elle prendre la décision de ne pas renouveler l'autorisation d'entreprises commerciales importantes (avec éventuellement des extensions en province ou à l'étran-

ger, des accords avec des chaînes de télévision) ?

Consciente ou pas, la Commission vient d'engager durablement l'avenir de la FM à Paris et donc en France, avec une marge de manœuvre qu'elle n'aura jamais plus. Désormais, comme aux États-Unis, le jeu du marché primera. La logique économique heurtera de plein fouet la règle juridique, forçant les garants de celle-ci à s'incliner.

Gratuit au premier tour Payant au second !

« Notre rôle sera certes délicat, reconnaît M. Yves Rocca, chargé à la CNCL du dossier des radios. Les deux logiques sont contradictoires. Reste que la vente des stations est interdite. A quoi bon, sinon, nous évertuer à destiner un plan équilibré et pluraliste si tout peut être remis en cause par des rachats ultérieurs ? C'est pourtant ce vers quoi on s'achemine. Une sorte de deuxième tour pour les radios rejetées par la CNCL. Un deuxième tour payant. »

Le JO rappelle l'obligation d'informer la commission des modifications concernant le capital et les organes directeurs de la station ? Et alors ? A partir de quel changement la CNCL s'alarme-t-elle fondée à remettre en cause son autorisation ? Jusqu'à quel degré poursuivra-t-elle l'investigation ? Le changement de propriétaire d'une société actionnaire de la radio peut-il avoir des conséquences sur la station ? En d'autres termes, le rachat par la CGE des parts de M. Goldsmith dans la Générale occidentale affecte-t-il la radio Out FM dont elle est actionnaire ?

« Le système est peut-être mal conçu concède M. Rocca. Aux États-Unis, les acquéreurs paient une forte redevance pour devenir propriétaires d'une fréquence. Ici, c'est effectivement un cadeau magnifique qui leur est consenti. » Pas question, cependant, de laisser figurer le prix estimé de la fréquence à l'actif d'un bilan, comme le souhaitent bien souvent les radios pour revitaliser des bilans décevants. « Ce n'est en aucun cas un des éléments du fonds de commerce, insiste M. Rocca. N'aurait pas d'ailleurs attiré lui-même l'attention du tribunal de commerce de Paris, qui statue sur la reprise de FUN, sur la précarité — et l'absence de valeur commerciale — des autorisations des stations du réseau ? »

Ainsi va donc la FM depuis plusieurs années. De lois en usages toujours mal adaptés. Avant même l'inscription de leur radio au Journal officiel certains propriétaires ont pris quelques contacts et fait savoir à quelques riches exclus qu'un jour prochain ils pourraient pacifier... Les prix se sont littéralement emballés. Une rumeur voulait même récemment que le propriétaire d'une radio importante ait enfin accepté de céder ses parts moyennant un salaire mensuel... à vie de 70 000 F !

La province, comme toujours, est plus sage, qui a refroidi son marché en attendant le réexamen des dossiers de la CNCL. Les prix, sinon, sont plutôt à la baisse : autour de 500 000 F pour une station dans une ville de 200 000 habitants, de 800 000 F à 1 million de francs dans une ville de 300 000 habitants... Mais que chahute-on là ? Puisqu'on nous répète qu'une autorisation n'est en aucun cas cessible...

ANNICK COJEAN.

Le tribunal de commerce confirme la cession du « Matin de Paris »

Les « dix » poursuivent leurs discussions avec des investisseurs

Les « dix » sont désormais fermement installés aux commandes du *Matin de Paris*. Le tribunal de commerce de Paris, informé le mercredi 12 juin par ce groupe de douze salariés de la composition du capital — 10 millions de francs — de la nouvelle société éditrice, le Nouveau Matin SA (1), a entériné la cession du titre prononcée fin juin. Le président du tribunal, M. Jacques Bon, a indiqué que « les « dix » étaient et demeurent cessionnaires du Matin de Paris ».

Les administrateurs judiciaires nommés lors de la mise en redressement judiciaire, en mai, surveilleront l'exécution du plan de redressement présenté par les « dix ». Fin 1987, ceux-ci devront verser les 3 millions de francs qui complètent le prix de la cession définitive, fixés par le tribunal à 5 millions de francs. Tout en exprimant aux « dix » « tous ses encouragements », M. Bon a souligné que « personne ne sait si le Matin nouvelle formule va trouver un marché ». Selon lui, le redémarrage du quotidien de gauche nécessite « un matelas financier de l'ordre de 30 à 35 millions de francs ».

Pour atteindre cette somme, les « dix » comptent sur la constitution de sociétés des lecteurs (2,5 à 10 millions de francs de capital) et d'une société des salariés, qui devraient voir le jour en septembre. Des garanties bancaires et des avances sur publicités devraient porter les disponibilités financières du Matin à 50 millions de francs. Mais les « dix » sont toujours en négociation avec des partenaires potentiels, qui pourraient renforcer le capital de 5 à 10 millions de francs.

Décidés à conserver le contrôle du journal, ils se sont offerts le luxe de refuser la proposition — 2 millions à 3 millions de francs — de M. Alain Ayache. Le patron du *Meilleur* exigeait, en contrepartie, de nommer le directeur de la rédaction du Matin.

Quant aux discussions avec M. Francis Bouygues, PDG de TF 1, elles n'ont pas encore abouti (le Monde du 13 août). Les « dix » réfléchissent cependant à une « charte » susceptible de régir leurs relations avec M. Bouygues. Selon différentes sources, ce dernier est disposé à investir 100 millions de francs dans le Matin.

Y.-M. L.

(1) Le capital se répartit de la manière suivante : Cravant SA, 30 % ; Association de sauvegarde, 20 % ; Editions En direct, 10 % ; Volback informatique, 10 % ; l'Événement du jeudi, 8 % ; Pierre Anglade (ingénieur-conseil), 7,8 % ; Fédération nationale des travaux publics, 3,5 % ; SVP, 1,5 % ; Editions du Seuil, Motivation, Société d'exploitation et d'investissements hôteliers (Accor), Michel Poignant, Association APRES, 1 % chacun ; Greg Mac Arthur, 0,6 % ; laboratoires Corbière, Fox Trot Productions, enseignes lumineuses Apia, ETC production, 0,5 % chacun ; Noël Metty (directeur général de la SET-Press), François Lusin, Philippe Lemoine et Roland Dreyfus, 0,3 % chacun ; entreprise Propublic, 0,3 % ; Dis-Press, 0,1 % ; entreprise Machino SA, 0,1 %.

QU'A-T-ELLE DENEUVE ?









1500000

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi. Les programmes de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi. Les programmes de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi.

### Jeudi 13 août

#### TF 1

20.35 **Feuilleton** : Le souffle de la guerre, de Dan Curtis, d'après le roman de Herman Wouk, avec Robert Mitchum (1975). Avec Bernard Blier, Michel Serrault, Jean Lefebvre, Julien Clément. 22.00 **Dance** : Les ballets Mousquetaires, Orchestre des Ballets sous la direction d'Anastasi Gous et Alexandre Radetski. 23.00 **Journal**. 23.15 **Série** : Les chevaliers.

#### A 2

20.30 **Cinéma** : C'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule. Film français de Jacques Besnault (1975). Avec Bernard Blier, Michel Serrault, Jean Lefebvre, Julien Clément. 22.00 **Dance** : Les ballets Mousquetaires, Orchestre des Ballets sous la direction d'Anastasi Gous et Alexandre Radetski. 23.00 **Journal**. 23.15 **Série** : Les chevaliers.

#### FR 3

20.30 **Téléfilm** : Pas d'escalier pour le vol 66. Vol de routine de Los Angeles à New-York. Soudain, un terroriste menace de faire exploser une bombe... 21.55 **Journal**. 22.20 **Magazine** : Dictionnaire. 23.05 **Préface** à la nuit.

#### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Sous la rose, film public. Film français de Paul Vecchiali (1985). Avec Marianne Basler, Jean Sorel, Pierre Cosso. 21.55 **Flash d'informations**. 22.55 **Cinéma** : Les diplômés du dernier rang. Film français de Christian Gion (1982). Avec Michel Galabru, Marie Laforêt, Patrick Bruel. 23.35 **Cinéma** : Rock and Roll. Film français de Marc-André Grynbaum (1983). Avec Christian Clavier, Charles Denner, Romy Varte, Michel Bouillon. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### LA 5

20.25 **Série** : Malgrat. Une victime sans ennemi dans la petite île de Porqueresses (rediff.). 21.30 **Série** : Mission impossible. 22.40 **Les cinq dernières minutes**. 23.05 **Téléfilm** : Le traquage. 1.40 **Série** : Supercopier. 2.30 **Série** : Arabesque.

#### M 6

20.30 **Série** : Marcus Welby. Le docteur soigne une femme enceinte, obéissante, soumise par Myra. 21.20 **Série** : Falcon Creek. 22.10 **Journal**. 22.25 **Cinéma** : Le rock du bagne. Film américain de Richard Thorpe (1957). Avec Elvis Presley. 23.55 **Documentaire** : Visite à Graceland. A la découverte de la maison d'Elvis Presley. 0.45 **Magazine** : Des clips. Spécial rock français.

#### FRANCE-CULTURE

20.15 **Mémoires du siècle**. Édition de La Rochefoucauld. 21.15 **Festival d'Avignon** : André Frénaud. 2. Mythe et poésie. 22.15 **La Roque-d'Audoubert** : 7<sup>e</sup> Festival international de piano (enregistré le 7 août 1987 au parc de Florans). Nocturne n°1 en fa mineur, opus 55, Nocturne n°2 en mi bémol majeur, opus 55, Scherzo n°1 en si mineur, opus 20, Scherzo n°2 en si bémol mineur, opus 31, de Chopin, par Louis Lefebvre. Concert, mezzo-soprano. 23.05 **L'appel de l'Amérique du Sud**.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du grand auditorium de Radio-France) : San Francisco Polyphony, de Ligeti ; Genesis Ballet, de Villa-Lobos ; Cantate Verbovskite, de Santoro ; Eroica de Villa-Lobos ; Trois fragments sur Bach, de Santoro, par l'Orchestre national de l'Île-de-France, dir. Claudio Santoro. Concert, mezzo-soprano. 23.05 **L'appel de l'Amérique du Sud**.

### Vendredi 14 août

#### TF 1

13.30 **Série** : La croisière s'arrête. Mariage en croisière (2<sup>e</sup> partie). 14.45 **Croque-vivants**. Madame Pepperpot : Timin et le secret de la horne ; Alice magazine ; Les Sorcières ; Les gourmandises de Pique ; Alice au pays des merveilles ; Le vagabond. 16.30 **Variétés** : Des clips dans nos 4 heures. Viktor Lazlo, Europe, Johnny Hallyday, Georges Micallef, Marc Lavoine. 17.05 **Feuilleton** : Les Belles-sœurs (3<sup>e</sup> épisode). 18.00 **Météo-Journal**, pour les jeunes. De Patrick Drevet. 18.15 **Série** : Mission impossible. 18.45 **Journal**. 19.10 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.35 **Jeu** : La roue de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.35 **Jeu** : L'intermédiaire. Émission présentée par Simone Garnier, Guy Lux et Léon Zitrone. 20.55 **Feuilleton** : L'été indien. L'été indien contre le papa, de Sandro Petraglia, Stefano Rulli et Giuseppe Fina (1<sup>re</sup> partie). 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Les chevaliers. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### A 2

13.45 **Téléfilm** : Jéna de Nazareth, de Franco Zeffirelli, avec Robert Powell (dernière partie). 15.30 **Feuilleton** : Ruse Carnet. 15.55 **Sports 66** : Rugby : rétrospective de la Coupe du monde ; Pentathlon moderne : championnat du monde de la 1<sup>re</sup> série ; 15.55 **Série** : Mission impossible. 16.30 **Variétés** : Des clips dans nos 4 heures. Viktor Lazlo, Europe, Johnny Hallyday, Georges Micallef, Marc Lavoine. 17.05 **Feuilleton** : Les Belles-sœurs (3<sup>e</sup> épisode). 18.00 **Météo-Journal**, pour les jeunes. De Patrick Drevet. 18.15 **Série** : Mission impossible. 18.45 **Journal**. 19.10 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.35 **Jeu** : La roue de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.35 **Jeu** : L'intermédiaire. Émission présentée par Simone Garnier, Guy Lux et Léon Zitrone. 20.55 **Feuilleton** : L'été indien. L'été indien contre le papa, de Sandro Petraglia, Stefano Rulli et Giuseppe Fina (1<sup>re</sup> partie). 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Les chevaliers. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### FR 3

14.00 **Agenda des vacances**. 14.25 **Les films de l'été**. 14.45 **Look**. 14.50 **Top melody**. 14.55 **Sports-Info**. 15.10 **Les pages**, les nouvelles de la 3. 15.20 **Premières**. 15.30 **Documentaire** : Splendeur sauvage. 16.00 **Gastronomie**. 16.05 **Jeu** : Le jeu de la séduction. 16.10 **Variétés**. 16.20 **Le tube de l'été**. 16.30 **Le jeu de la séduction** (suite). 17.00 **Feuilleton** : Vive la vie ! 17.30 **Le magazine** : L'été indien. 17.35 **Les sept années du Disney Channel**. 18.30 **Série** : Les chevaliers. 18.35 **Série** : Mission impossible. 19.00 **Le 19-20**. 19.10 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.35 **Jeu** : La roue de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.35 **Jeu** : L'intermédiaire. Émission présentée par Simone Garnier, Guy Lux et Léon Zitrone. 20.55 **Feuilleton** : L'été indien. L'été indien contre le papa, de Sandro Petraglia, Stefano Rulli et Giuseppe Fina (1<sup>re</sup> partie). 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Les chevaliers. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### CANAL PLUS

13.30 **Série** : Sosp. 14.00 **Cinéma** : Le pull-over rouge. Film français de Michel Brault (1979). Avec Serge Avedikian. 15.55 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac. 16.30 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 16.55 **Journal**. 17.30 **Le magazine** : L'été indien. 17.35 **Les sept années du Disney Channel**. 18.30 **Série** : Les chevaliers. 18.35 **Série** : Mission impossible. 19.00 **Le 19-20**. 19.10 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.35 **Jeu** : La roue de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.35 **Jeu** : L'intermédiaire. Émission présentée par Simone Garnier, Guy Lux et Léon Zitrone. 20.55 **Feuilleton** : L'été indien. L'été indien contre le papa, de Sandro Petraglia, Stefano Rulli et Giuseppe Fina (1<sup>re</sup> partie). 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Les chevaliers. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### LA 5

12.55 **Série** : Mission impossible (rediff.). 13.45 **Série** : Arabesque. 14.35 **Série** : Les cinq dernières minutes. 16.10 **Série** : Les globe-trotters. 16.35 **Feuilleton** : Le temps des copains. 17.00 **Série** : Happy days. 17.30 **Série** : Drôle de jeu. 17.55 **Série** : Western. 18.45 **Série** : Supercopier. 19.35 **Série** : L'inspecteur Derrick. Un homme mort, un beau-fils bizarre... 21.30 **Série** : Baretta. Enquête dans les bas quartiers. 22.20 **Série** : Mission impossible. 23.10 **Les cinq dernières minutes**. 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Supercopier. 0.25 **Série** : Mission impossible.

#### M 6

13.30 **Série** : Les espions. 14.20 **Magazine** : Clip à l'écran. 14.30 **Série** : Les cinq dernières minutes. 15.20 **Hit**, hit, hit, boum ! (suite). 15.30 **Jeu** : Mégavoture. La Martinique. 16.15 **Jeu** : Clip combat. Deux vedettes du sport, de la chanson, s'affrontent en un combat musical. 17.05 **Série** : Les espions. (rediff.). 18.00 **Journal**. 18.15 **Série** : Western. 18.45 **Série** : Supercopier. 19.35 **Série** : L'inspecteur Derrick. Un homme mort, un beau-fils bizarre... 21.30 **Série** : Baretta. Enquête dans les bas quartiers. 22.20 **Série** : Mission impossible. 23.10 **Les cinq dernières minutes**. 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Supercopier. 0.25 **Série** : Mission impossible.

#### FRANCE-CULTURE

20.15 **Mémoires du siècle**. Henri Jourdain. 21.15 **Festival d'Avignon** : André Frénaud. 3. Dans l'histoire, hors l'histoire. 22.15 **La Roque-d'Audoubert** : 7<sup>e</sup> Festival international de piano (enregistré le 7 août 1987 au parc de Florans). Sonate pour piano en fa mineur, d'Audubert ; Nana, six pièces pour piano, de Dutilleul ; Sonate pour piano sur des modes hindous, d'Emmanuel, par Marie-Catherine Girod. 23.50 **Documentaire** : Des clips. 0.45 **Magazine** : Des clips. 1.05 **Cinéma** : La valise du général. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barjac.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 20 décembre 1986 à la salle Pleyel) : Symphonie n°3 en ut mineur op. 44 et Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre en sol mineur op. 125, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. Mstislav Rostropovich. 21.30 **Journal**. 22.30 **Téléfilm** : Les sept années du Disney Channel. 23.55 **Journal**. 0.15 **Série** : Supercopier. 0.25 **Série** : Mission impossible.

### Audience TV du 12 août 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	28,2	Santa-Barbara	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal
19 h 45	28,8	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal
20 h 16	32,3	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal
20 h 55	31,3	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal
22 h 08	24,7	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal
22 h 44	20,7	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal	Journal

Attention, pour émettre sur 42

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent le 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

## Informations « services »

### MÉTÉOROLOGIE

Évaluation probable du temps en France centre le jeudi 13 août à 0 h TU et le dimanche 16 août à 24 h TU.

Une zone de temps faiblement perturbé s'enfoncera vendredi sur la France. À l'avant de cette zone et sur le Midi, le temps lourd et orageux prédominera et pourra remonter jusqu'à la Normandie. Par la suite, les hautes pressions qui s'installent sur le nord-ouest atlantique repousseront le front perturbé au niveau des îles Britanniques, et un temps chaud et généralement bien ensoleillé mais qui prendra un caractère orageux s'installera.

Vendredi matin : un temps doux et nuageux prédominera, les nuages seront parfois accompagnés de petites pluies du nord du Massif Central à la France-Comté, et quelques orages pourront encore se manifester des Pyrénées au sud du Massif Central et au nord des Alpes.

Les belles éclaircies observées sur le Nord-Ouest dès le matin se généraliseront rapidement à tout le pays malgré des nuages encore présents sur les régions de l'Est.

Toutefois, le temps chaud et lourd se maintiendra des Pyrénées aux Alpes, et des foyers orageux d'évolution diurne apparaîtront en fin de journée sur les Alpes ; les orages accompagnés de pluie de vent seront parfois forts, en particulier sur le relief.

Les températures maximales, en légère baisse par rapport à celles observées jeudi, resteront supérieures à la normale : 21 à 24 degrés près de la Manche, 25 à 29 degrés sur la moitié nord, dépassant 30 degrés plus au sud et même parfois 34 degrés sur l'Aquitaine et la Méditerranée.

Samedi 15 août : journée agréable généralement bien ensoleillée. De la Normandie au Bassin parisien et au Nord-Est, de plus en plus de nuages, des passages nuageux plus importants auront lieu l'après-midi de la Normandie au Bassin parisien et au Nord, et des orages éclateront en fin d'après-midi sur les Pyrénées et l'Aquitaine, et pourront également affecter le sud du Massif Central.

Sur les autres régions, retour du beau temps après l'élimination en matinée des orages sur les Alpes et la Corse.

Les températures maximales seront de l'ordre de 21 à 24 degrés près de la Manche et dans le Nord, et de 23 à 25 degrés dans le Sud.

Dimanche 16 août : la journée sera dans l'ensemble ensoleillée. Cependant des passages nuageux plus importants auront lieu l'après-midi de la Normandie au Bassin parisien et au Nord, et des orages éclateront en fin d'après-midi sur les Pyrénées et l'Aquitaine, et pourront également affecter le sud du Massif Central.

Les températures maximales seront en hausse de 1 à 2 degrés.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4549

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

#### HORIZONTALEMENT

1. Femme de chambre. Ordre de marche des GI. — II. Quand on le voit avec un bâton, c'est qu'il n'est pas très jeune. — III. Fit une entrée peu académique chez les quarante. — IV. Tient lieu d'excitant. — V. Signe d'excellence. Émet des impressions. — VI. Capitale. Bassin de dégrèvement. — VII. Distribution des prix. — VIII. Titre que les enfants donnent au mari de leur mère. Conseil d'entreprise. — IX. Soit à une bonne entente ou une bonne audition. Démonstratif. Personnel. — X. On lui en fait voir de toutes les couleurs. Note. — XI. Son ministère est détruit par la majorité.

#### VERTICALEMENT

1. Éléments irréguliers d'un ensemble triangulaire. Elle et lui. — 2. S'en donner est préférable que de s'en faire. Personnage soumis au régime du pain sec. — 3. Mélodie à Lodi. Exécution de peloton au poissin. — 4. Négation. Royale, elle est le fruit des sujets de la reine. Participe passé. — 5. Cache-nez. — 6. Interjection. Démonstratif. Produit de manufacture ou d'atelier. — 7. Unités numérotées dans un règlement de compte. Contraté. — 8. Les gages-peut de la paysannerie. — 9. Note. Beaucoup d'Amélie.

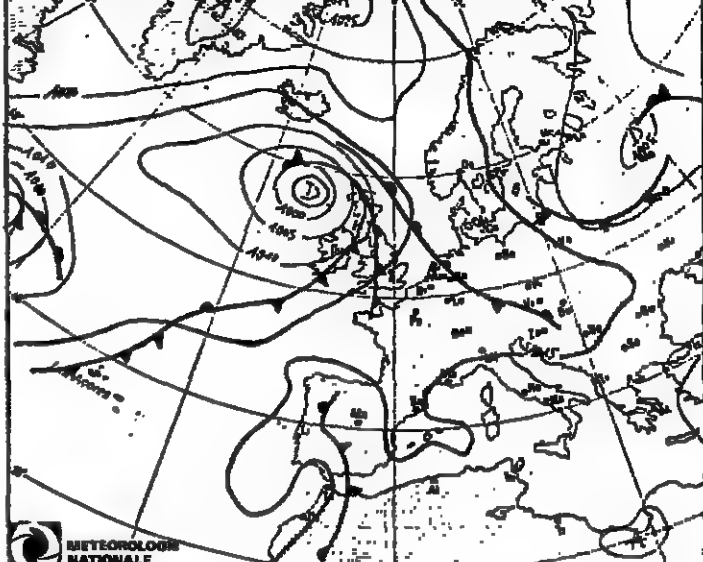
#### Solution du problème n° 4548

Horizontalement  
I. Nudiste. — II. Art. USA. — III. Ut. Ur. — IV. Siamois. — V. Eau. Saos. — VI. Eastman. — VII. Ipam. D. — VIII. Aris. Dou. — IX. Décrépits. — X. Io. — XI. Massacres.

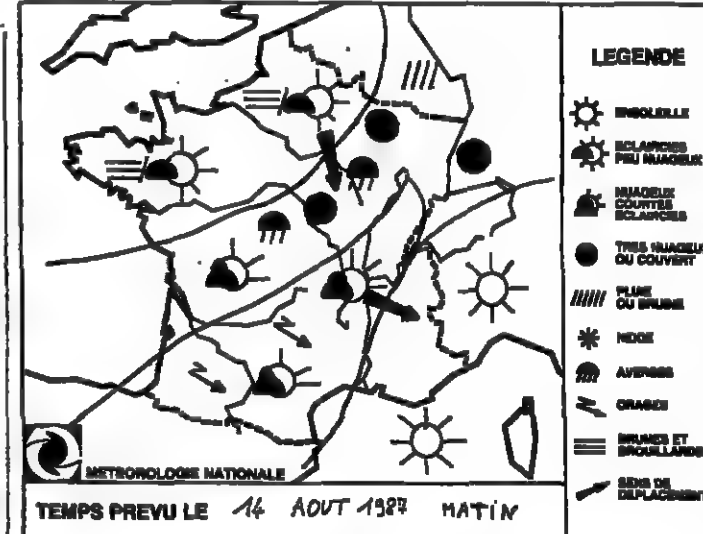
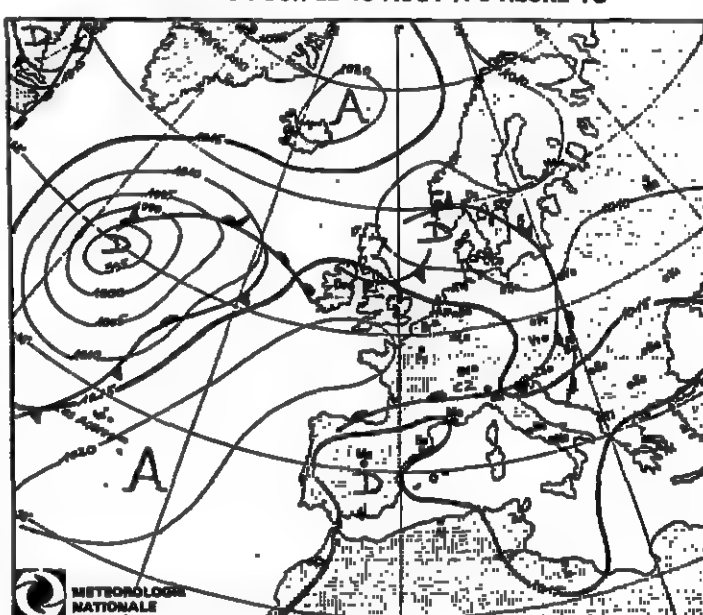
#### Verticalement

1. Noms. Adam. — 2. Urinaire. — 3. Dé. Amplex. — 4. Item. Tsr. — 5. Se. Osmose. — 6. Nias. Pic. — 7. Ex. Son. Dior. — 8. Su. Dot. — 9. Paresseux.

### SITUATION LE 13 AOÛT 1987 À 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 15 AOÛT À 0 HEURE TU



### TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-8 à 6 heures TU et le 13-8-1987 à 6 heures TU			
le 13-8-1987			
FRANCE	TOURS	PARIS	LYON
ANGERS	28 17 D	27 13 N	26 11 D
BORDEAUX	26 19 C	25 17 D	24 11 D
BRETAGNE	21 17 D	20 14 C	20 14 C
BREST	19 15 D	18 12 D	17 10 D
CAEN	26 13 C	25 12 D	24 11 D
CHERBOURG	21 16 D	20 14 C	20 14 C
CLEMONTE-FE	21 16 D	20 14 C	20 14 C
DIJON	21 16 D	20 14 C	20 14 C
GENÈVE	21 16 D	20 14 C	20 14 C
LIÈGE	21 16 D	20 14 C	20 14 C
LIMOGES	21 16 D	20 14 C	20 14 C
LYON	21 16 D	20 14 C	20 14 C
MASSILLON	21 16 D	20 14 C	20 14 C
NANCY	21 16 D	20 14 C	20 14 C
NANTES	21 16 D	20 14 C	20 14 C
NICE	21 16 D	20 14 C	20 14 C
PARIS-MONT	21 16 D	20 14 C	20 14 C
PAU	21 16 D	20 14 C	20 14 C
PERPIGNAN	21 16 D	20 14 C	20 14 C
RENNES	21 16 D	20 14 C	20 14 C
STRASBOURG	21 16 D	20 14 C	20 14 C

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**Le Monde**  
sur minitel  
**REVUE DE PRESSE**  
Les grands quotidiens nationaux  
3615 TAPEZ **LEMONDE** puis PRS  
BUY BROUTY.

**Le Monde**  
sur minitel  
**CINEMA**  
**LEMONDE**







## REPÈRES

### Salaires

#### Augmentation de 0,9 % au deuxième trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,9 % au cours du deuxième trimestre, selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de la main-d'œuvre, réalisée par le ministère des affaires sociales. Sur douze mois, la hausse est de 3,3 %. Au premier trimestre, la progression avait été de 1 %, et l'évolution sur un an de 3,4 %.

Selon cette même enquête, l'indice des effectifs salariés, corrigé des variations saisonnières, est resté stable au cours du deuxième trimestre, comme il l'avait été au premier trimestre. Au 31 mars, les secteurs marchands non agricoles comptaient 13,5 millions de salariés.

### Financement de l'agriculture

#### Réduction des pertes du Farm Credit System américain

Le Farm Credit System (FCS), premier réseau bancaire agricole aux États-Unis, a enregistré une importante contraction de ses pertes au deuxième trimestre : 46 millions de dollars, contre 762 pour la même période de 1986, ramenant la perte depuis le début de l'année à 201 mil-

lions de dollars contre 968 millions en 1986.

Cette nette amélioration des résultats devrait influencer favorablement le Congrès, qui doit en principe se mettre d'accord, début septembre, sur le montant des fonds fédéraux nécessaires au renforcement du système bancaire agricole américain. On fait cependant remarquer que cette contraction des pertes était surtout due aux remboursements plus nombreux que de coutume effectués par les agriculteurs grâce aux aides fédérales.

Avec ses trente-sept banques régionales, le FCS détient 70 milliards de créances agricoles, soit environ le tiers des prêts aux agriculteurs aux États-Unis. — (AFP.)

### Chômage

#### 14 % de la population active aux Pays-Bas

Le nombre de chômeurs a progressé aux Pays-Bas en juillet par rapport à juin en données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi a atteint 692 000 (+ 34 100 en un mois), soit 14,1 % de la population active contre 13,5 % fin juin. Après correction des variations saisonnières, ce chiffre s'établit à 688 100 (+ 4 300 par rapport à juin). Mais sur un an, les chiffres du chômage sont en baisse de 27 200 puisqu'il y avait 713 300 demandeurs d'emploi en juillet 1986.

## Le «libéralisme» en question aux États-Unis

### Le revers de la déréglementation

(Suite de la première page.)

Au-delà, le protectionnisme fortifié ne fait pas bon ménage avec l'ouverture aux grands vents de la concurrence.

Mais, plus prosaïquement, le consommateur américain s'est aperçu qu'aux gains incontestables provoqués par cette réduction de la réglementation dans un premier temps avaient succédé des abus insupportables. L'efficacité de cette déréglementation a bien été réelle : les prix des transports routiers ont baissé de 30 % en cinq ans, les tarifs des communications longue distance entre 30 % et 50 %. Les frais de transaction boursière pour un investisseur particulier ont chuté de 60 %. Et 80 % des passagers des transports aériens bénéficient de tickets à prix réduits contre 20 % auparavant.

De plus, ce credo concurrentiel a entraîné des restructurations considérables et des gains de productivité, de ce fait, notables : réorganisation des opérations des compagnies

aériennes, rassemblement de banques, entrée de la grande distribution dans la banque... Mais l'exemple du transport aérien est intéressant à développer : la floraison de petites compagnies n'a pas empêché la création d'un oligopole, voire de véritables monopoles régionaux : Northwest à Minneapolis et Milwaukee, TWA à Saint-Louis, American Airlines à Dallas, US Air à Pittsburgh. Si l'on en croit un professeur de l'université de Denver cité par le Washington Post, les cinq premières compagnies américaines contrôlent désormais 84 % du trafic passager des États-Unis, contre 73 % avant la déréglementation.

Les gains de productivité ont dans un premier temps été surtout réalisés au détriment des salariés : de 1977 à 1982, le tout puissant Syndicat des camionneurs n'a pu empêcher une baisse non négligeable des salaires et les effectifs des chemins de fer ont diminué de quelque 35 %

dans le même temps. Les salaires des pilotes ont eux aussi subi une forte érosion et le PDG de Texas Air est encore en lutte avec les syndicats des pilotes pour obtenir une réduction de l'ordre de 30 %.

Mais, avec l'apparition de l'oligopole, les tarifs sont en train de réaugmenter et la qualité du service est à la baisse. En outre, parmi les services, l'abandon des routes les moins rentables risque encore d'être accentué avec l'arrivée à leur terme, en 1988, des dispositions transitoires de la loi de déréglementation des transports aériens qui imposaient une desserte de cent quarante-huit villes de moyenne importance. Quelque cent villes pourraient ainsi être rayées de la carte des transports aériens aux États-Unis. Rien d'étonnant donc que les propositions de la loi visant à «reréglementer» cette activité se multiplient.

### La fin des quasi-banques

En matière bancaire, le Congrès est allé plus loin puisque l'a adopté, la semaine passée, une réglementation plus rigide d'activités qui n'étaient complètement déréglementées que depuis mars 1986. L'ouverture à la concurrence de cette branche, déjà affectée par la faillite de certains pays latino-américains et, à l'intérieur, par les difficultés persistantes des agriculteurs puis par celles des activités pétrolières, ne s'est pas faite sans dégâts.

Cette concurrence dans laquelle se sont engagés certains établissements en augmentant leur taux pour accroître leurs dépôts, puis une croissance trop rapide fondée parfois sur des opérations immobilières purement spéculatives ont provoqué bien des faillites, notamment parmi les caisses d'épargne (Savings and Loan). Plus question, dès lors, pour la Maison Blanche de maintenir le credo libéral pur et dur selon lequel, sur un marché concurrentiel, seuls les forts et les bien gérés subsistent. Il fallait bien venir en aide aux quatre cent trente caisses d'épargne insolubles. Aussi le Congrès a-t-il voté, à une très large majorité, un texte qui autorise l'Etat, via la Federal Savings and Loan Insurance Corporation, à lever plus de 10,8 milliards de dollars de «bonds» pour ce faire. Mais les parlementaires ont en outre profité pour «reréglementer» certaines activités bancaires, et notamment celles des quasi-banques qui ont fleuri ces dernières années, au nom de la concurrence, sous l'égide de grands magasins comme Sears ou de concessionnaires automobiles qui, accordant des prêts ou acceptant des dépôts (mais pas les deux), échappaient à toute réglementation. Rétroactivement, à compter du 5 mars, ces banques «à service limité», sont interdites et les activités de celles installées avant cette date sont réglementées. Et ce n'est là que l'aspect le plus spectaculaire d'un texte qui partout accentue les contraintes. Comme le dit le sénateur démocrate de New-York

## Au-delà des querelles de statistiques

### Le nombre d'emplois a, au mieux, stagné en 1986

L'emploi a-t-il ou non augmenté en 1986 ? Au début du printemps, MM. Chirac et Balladur avaient affirmé que leur politique avait créé des emplois nouveaux. Au vu des statistiques définitives, la réalité est plus complexe. Le nombre réel des chômeurs est-il celui de l'INSEE ou celui plus pessimiste de l'ANPE ? M. Séguin s'interroge, et, là encore, la réponse n'est pas simple.

Les querelles statistiques ont ceci de merveilleux et d'exaspérant — c'est selon — qu'elles ne sont jamais complètement épuisées. Elles peuvent rebondir, puisqu'elles se terminent souvent sans vainqueur ni vaincu, toutes les hypothèses conservant jusqu'au bout une part de vérité.

Deux affaires actuelles illustrent cette règle. Le différend entre l'INSEE et l'UNEDIC à propos de l'évaluation, pour l'année 1986, des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), qui permet de mesurer le niveau de l'emploi d'abord. La divergence accrue des chiffres du chômage publiés respectivement par l'INSEE et l'ANPE ensuite (le Monde du 30 juillet), qui a amené M. Philippe Séguin, iclé, à demander une note explicative à M. Edmond Malinvaud, déjà sollicité l'an passé pour mettre fin à la polémique avec M. Lionel Stoléru (1).

Dans les deux cas, les premières conclusions, apparues ces jours-ci, laissent une large part à l'interprétation. L'UNEDIC, dans une note en date du 24 juillet, fait directement savoir que les effectifs salariés n'ont baissé que de 0,1 % sur l'ensemble de l'année, le salariat du secteur privé ayant ainsi perdu 8 656 emplois. Au moment de la publication provisoire d'une extrapolation, en février, l'UNEDIC affirmait que 50 000 emplois environ avaient disparu d'une année sur l'autre, soit 0,4 %. La révision dans le sens d'une amélioration est due, selon l'UNEDIC, à la «très forte croissance» de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de dix personnes (+ 2 % et 58 300 salariés supplémentaires), supérieurs au 0,5 % enregistré en moyenne depuis quatre ans.

L'INSEE ayant pour habitude de «caler» ses propres estimations sur les résultats définitifs de l'UNEDIC, on pouvait penser que l'Institut de la statistique allait s'en rapprocher. Espoir déçu. L'INSEE, qui n'a pas encore arrêté ses comptes officiels, s'appuie sur une évaluation d'une hausse de 0,3 %, correspondant à quelque 27 000 emplois salariés supplémentaires.

De part et d'autre, pourtant, personne ne souhaite envenimer les choses ni ne veut perdre la face. De toute manière, la différence est bien mineure par rapport à un total de 12,7 millions de salariés cotisant à l'UNEDIC ou 13,5 millions de sala-

ries recensés par l'INSEE. Il n'y a pas là de «contradiction véritable», ajoute l'INSEE, qui invoque l'inévitable imprécision des calculs. Avec des nuances, les deux organismes s'entendent toutefois pour dire que la présence dans les comptes des jeunes SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) pourrait expliquer le désaccord statistique. Tandis que l'UNEDIC affirme mollement que ceux-ci «sont à priori inclus» dans ses résultats, l'INSEE prétend qu'il en manquerait les trois quarts.

Sachant que le nombre de SIVP était évalué à 70 000 à la fin décembre 1986, cette version est plausible. Mais elle présente deux inconvénients. Le premier est de mettre en évidence le fait que s'il y a bien eu création d'emplois en 1986, cela s'explique d'abord par le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes, à base d'exonérations totales des charges sociales. Le second est de souligner que l'amélioration de l'emploi est due aussi à l'incorporation dans le total de salariés de la formation professionnelle rémunérée par l'employeur à 17 % ou à 27 % du SMIC, selon l'âge, et pendant trois à six mois.

Au fond, ces discussions de statisticiens seraient de peu d'intérêt si elles ne coïncidaient avec une situation doublement exceptionnelle. Pour la première fois depuis longtemps, l'emploi en France est sur le point de passer de la dégradation à l'amélioration. On constate donc une certaine précipitation pour annoncer l'événement tant attendu. En outre, ce changement symbolique revêtirait une grande importance dans un climat politique préélectoral.

### Imprudences verbales

Avec les résultats pour l'emploi total (salarié et non salarié), qui intègrent les TUC, les socialistes pouvaient annoncer une augmentation en 1985 (+ 0,4 %), mais n'avaient pu se glorifier d'une reprise de l'emploi salarié, après les mois suivants. S'appuyant sur les premières données de l'INSEE pour 1986, M. Jacques Chirac comme M. Edouard Balladur ont, à la fin du premier trimestre de cette année, imprudemment affirmé que leur politique créait des emplois. Le premier ministre évoquait une hausse de 50 000 (le Monde du 27 mars) et le ministre d'Etat affirmait, dans une interview (le Monde du 11 février), que «l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a légèrement augmenté sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 1986».

On sait un peu mieux maintenant ce qu'il en est. Une certaine prudence aurait été de mise. L'INSEE laisse aujourd'hui entendre que l'emploi salarié général (secteurs marchands non agricoles, secteurs agricoles, secteurs non marchands, fonction publique et assimilés) a très légèrement baissé en 1986. Si l'on tient compte des non-salariés — une population en perpétuel changement — l'évolution de l'emploi total en 1986 aurait été proche du zéro ou même un peu négative.

La seconde affaire, tout aussi complexe, n'offrira pas, elle non plus, l'occasion d'une mise au point sans appel. Si l'ANPE publie un chiffre de demandeurs d'emploi régulièrement supérieur à celui issu de l'enquête «emploi» annuelle de l'INSEE, réalisée en mars, cela provient essentiellement de notions différentes et de champs non homogènes. Tandis que l'INSEE s'appuie sur la définition du BIT pour évaluer le nombre de chômeurs, l'ANPE recense les personnes ins-

### Ecart accru

En fait, les causes de cet écart accru ne manqueraient pas. Entre les deux dates, le nombre habituel de chômeurs au sens du BIT qui ne sont pas inscrits à l'ANPE aurait diminué, augmentant ainsi celui des demandeurs d'emploi. En revanche, 110 000 personnes inscrites contre 70 000 précédemment ne cherchaient plus d'emploi, découragées. Par rapport à l'année antérieure, avance l'INSEE, la période aurait également «été marquée par un allègement des contrôles» de l'ANPE, le fichier enregistrant un plus grand nombre d'inscrits.

A l'ANPE, on fait aussi observer que l'accroissement est surtout sensible dans la catégorie des chômeurs de plus de cinquante ans. Les effets des licenciements économiques se font notamment sentir. Psychologiquement, des licenciés âgés ne se considèrent plus comme des chômeurs face à un enquêteur de l'INSEE ; ce qu'ils sont pourtant au regard de l'ANPE.

On peut donc se demander si M. Séguin a été bien inspiré de vouloir lancer cette deuxième affaire, qui donne des raisons d'être pessimiste sur l'évolution du chômage. En tout cas, MM. Chirac et Balladur auraient mieux fait d'interdire de crier victoire trop tôt. Les statistiques sont décidément à manier avec précaution.

ALAIN LEBEAUX.

(1) M. Stoléru publiait l'indice ARIES du chômage, reconnu officiellement par l'ancienne opposition, qui ajoutait environ 300 000 chômeurs aux comptes de l'ANPE. Pour ce faire, il intégrait le sous-emploi et les publics concernés par les mesures de traitement social, y compris les jeunes «maintenus» dans le système scolaire.

● ANPE : les maires auront accès aux listes de chômeurs. — Conformément aux dispositions prévues par l'ordonnance du 20 décembre 1986 qui réformait l'ANPE, les maires pourront, s'ils le désirent, avoir communication des listes de chômeurs résidant sur le territoire de leur commune. Par lettre, l'ANPE a fait savoir qu'elle serait en mesure de fournir ces renseignements à compter du mois de septembre. Réclamée par certains maires, cette mesure avait été vivement critiquée, notamment par les syndicats de l'ANPE, qui redoutaient une utilisation politique, des choix discriminatoires ou encore la dénonciation de faux chômeurs.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Toshiba perd un contrat du Pentagone

La firme japonaise Toshiba, accusée d'avoir vendu illégalement à l'URSS des matériels «sensibles», a perdu, au profit de la firme américaine Zenith, un contrat portant sur la livraison à l'armée américaine de 90 000 ordinateurs pour lequel elle était pourtant donnée favorite parmi dix-huit concurrents.

La vice-présidente de Toshiba, M. Sakae Shimizu, s'est refusé à établir un lien direct entre la perte de ce contrat et le scandale des ventes de matériels à l'URSS. De son côté, l'US Air Force a affirmé que l'offre de Zenith pour ce contrat d'une valeur de 104 millions de dollars était la meilleure. Mais les observateurs remarquent que le secrétaire d'Etat américain à la défense, M. Casper Weinberger, avait fait l'objet d'intenses pressions politiques pour ne pas attribuer la commande à Toshiba.

### Ciba-Geigy rachète des actifs de Rhône-Poulenc

Ciba-Geigy, numéro un de l'industrie chimique suisse, a repris deux groupes de technologie appartenant au Groupe polymère pour électronique (GPE) de la société chimique Rhône-Poulenc. Il s'agit principalement, selon Ciba-Geigy, de la technologie «SPC», un nouveau procédé pour adhésifs utilisés dans la production de circuits imprimés et de polymères pour la protection de composants électroniques.

### Paribas procède à une augmentation complémentaire de son capital

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de Paribas, après avoir constaté le «remarquable succès» de l'augmentation de capital opérée au cours de la seconde quinzaine de juillet, a décidé, le mercredi 12 août, de procéder à une émission complémentaire de 1,15 million d'actions (ABSA), portant l'émission totale à 8,95 millions d'ABSA.

Malgré la période estivale, près de sept cent mille parts actionnaires sur les trois millions que compte la compagnie ont souscrit

à cette augmentation de capital. A l'étranger, les demandes des investisseurs ont été très largement supérieures à la quantité de titres offerts. «La base géographique de l'actionnariat du groupe s'en trouve élargie», note le communiqué de la banque. L'augmentation de capital aura ainsi rapporté plus de 4 milliards de francs à la compagnie financière.

### La Société générale détient plus de 5 % de la CGE

La Société générale a informé, le mercredi 12 août, la Chambre syndicale des agents de change qu'elle détenait plus de 5 % (5,57 % exactement) du capital de la Compagnie générale d'électricité (CGE), récemment privatisée. Au moment de la privatisation de la CGE, un état des banques (dont la Société générale, le Crédit lyonnais et la BNP) avait conservé le contrôle d'environ 12,5 % du capital de la CGE, détenus de longue date et constituant «le noyau dur» des actionnaires. La Société générale, qui entretenait des liens traditionnels avec la CGE, a donc augmenté légèrement sa participation et a dû, conformément aux règles en vigueur, déclarer à la Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait dépassé le seuil des 5 %.

## AVIONS A VENDRE

La compagnie Bogazici Air Transport est propriétaire de deux avions modèle F-28 MK-1000 qui sont à vendre et peuvent être livrés immédiatement. Ces avions, actuellement en service, sont visibles à l'aéroport Ataturk d'Istanbul, en Turquie. Etat des avions au 15 mai 1987 :

Nombres de série .....	11060	11070
Nombre total d'heures ..	20226	19127
Nombre total de cycles ..	21336	21489
Moteur modèle .....	Spey 555-15	

De grandes quantités de pièces détachées, de moteurs et de «GSE» (Equipements de Service au Sol) sont également disponibles. Tous ceux qui sont intéressés sont invités à demander les spécifications relatives à ces ventes et à faire parvenir leur offre par écrit à l'adresse ci-dessous avant le 17 août 1987, dernier délai, à 17 heures (heure locale). L'adjudication aura lieu à la même adresse à 10 heures, le 19 août 1987.

BHT se réserve le droit d'accepter, de refuser une quelconque ou toutes les offres ou encore de proroger la date d'expiration sans préavis. Les spécifications et tous autres renseignements peuvent être envoyés sur demande.

BOGAZICI AIR TRANSPORT INC.  
MESURUTYET CADESI NO: 176  
SISLANE / ISTANBUL - TURKEY  
PHONE: (90) (1) 143 76 95 - 143 2815  
TELEFAX: 38080 BHT TR  
DATAFAX: (90) (1) 149 52 28

**BOGAZICI AIR TRANSPORT INC.**  
**BOGAZICI HAVA TAŞIMACILIĞI A.Ş.**

R  
ES

CARNET DU MONDE

JOURNAL OFFICIEL

Le Monde sans visa



## Economie

## FINANCES

Cinq années de hausse à Wall Street  
« 1929, Remember ! »

La crise du Golfe a des effets inattendus. Au lieu de déclencher l'ancien réflexe de refuge dans l'or, elle provoque un afflux massif de capitaux vers Wall Street. Depuis deux semaines, le marché américain vole de record en record.

Pour l'essentiel, l'envolée des cours est due aux investissements étrangers. A combien se montent-ils ? Les statistiques pour l'instant sont muettes. Mais la Banque mondiale des Etats-Unis (FED), on sait seulement que, pour le premier trimestre, les placements étrangers en valeurs mobilières américaines se sont fait à un rythme annuel de 37,2 milliards de dollars, soit deux fois le montant net de l'augmentation des placements enregistrés l'année précédente et sept fois celui de 1985.

D'après certaines indications, la cadence se serait accélérée pendant le deuxième trimestre. Jamais avant d'argent n'a afflué vers le Nouveau Monde et, ce qui est paradoxal, au plus mauvais moment, semble-t-il, l'inflation, en effet, menace de se réveiller et les taux d'intérêt se tendent. En fait, avec les signes de reprise économique apparus, les Etats-Unis apparaissent comme le dernier havre des liquidités en mal de placement.

Le phénomène survient à l'instant même où Wall Street fête ses cinq ans de hausse. Le mouvement a été exactement pris naissance le 13 août 1982. Il succède à six années de langueur et de dépression favorisées par la situation économique et les chocs pétroliers. A cette date, le Dow Jones était

tombré à 778,82 points. Il culmine aujourd'hui à 2 670 (+ 243 %). Ce record d'altitude a été décroché après quinze jours de marche forcée.

Entre 1924 et 1929, les cours avaient monté sans interruption pendant cinq ans... et trois mois. Nous y sommes presque et les commentateurs font déjà des parallèles. Car ces cinq ans et trois mois de hausse avaient débouché sur le grand « crash » de 1929.

Les pronostics sont souvent sinistres. Certes des similitudes existent. Ainsi le « boom » des années 20 avait été lui aussi en grande partie favorisé par une frénésie d'O.P.A. Mais depuis cinq ans jamais le *price earning ratio* (rapport cours-bénéfice), critère déterminant des boursiers, n'a dépassé 20. Les spécialistes assurent donc qu'il n'y a aucun danger. Bien au contraire.

Au Japon, les valeurs japonaises ne sont-elles pas capitalisées soixante-dix fois (PER à 70) ? En outre, des professionnels assurent que des grandes valeurs composant le Dow Jones comme General Motors, Kodak ou Du Pont sont bien loin d'atteindre le prix qu'elles devraient avoir compte tenu de l'inflation. Mais sont-ce vraiment des preuves ? Pour l'instant, rien ne freine l'arrivée massive des capitaux étrangers. Et le raffermissement du dollar l'accroît.

Rendez-vous est quand même pris pour le 13 novembre prochain. « 1929, remember ! »

A.D.

Nouvelles solutions  
à l'endettement du tiers-monde

(Suite de la première page.)

Comme au Japon, la banque centrale britannique a décidé de rendre partiellement publiques ces instructions. Celles-ci ne sont pas impératives. Elles recommandent aux banques de classer les pays débiteurs en leur distribuant un certain nombre de « mauvais points » en fonction de divers critères : moratoires déjà en vigueur, nombre et ancienneté des rééchelonnements, retard dans le paiement des intérêts ou du capital aux organisations internationales (Banque mondiale notamment), rapport de la dette au produit intérieur brut. La Banque d'Angleterre suggère aux banques de constituer leurs provisions en fonction de la place du pays débiteur sur cette échelle de points.

Face aux difficultés occasionnées par ces « prêts non performants », certaines banques envisagent de vendre des actifs. C'est le cas de la Midland britannique. Les autorités monétaires de Sa Majesté n'y mettent pas d'obstacle. Le gouvernement anglais a, en effet, fait savoir, mercredi, qu'il donnait son accord au rachat par la National Australia Bank de trois filiales de la Midland. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Lord Young, a décidé de ne pas saisir la commission des monopoles et des fusions, précisant que cette décision était liée aux conditions particulières de cette opération.

La Midland avait fait savoir, le 7 juillet dernier, que, outre la constitution de provisions pour un montant de 916 millions de livres, elle souhaitait vendre trois de ses filiales (une en Ecosse et deux en Irlande) de manière à renforcer sa situation financière.

La transformation de créances détenues par les banques en participation dans le capital d'entreprises constitue la troisième voie permettant de surmonter le problème de la dette. Elle est souhaitée par les responsables de plusieurs pays endettés et n'est pas rejetée par tous les banquiers. La décision de la Réserve fédérale américaine devrait ouvrir de nouvelles perspectives.

La Fed a rendu publique une nouvelle réglementation qui entre en vigueur immédiatement et en vertu de laquelle les banques américaines pourront désormais acquérir, par le biais de leurs filiales, jusqu'à 100 % du capital de firmes étrangères en dehors du secteur financier. Jusqu'à présent, les banques américaines ne pouvaient détenir que 20 % du capital dans des entreprises non financières (mais 100 % dans les sociétés financières).

La Fed fait dépendre l'application de cette règle du niveau d'endettement du pays concerné. En outre, afin d'empêcher les banques de se lancer de façon permanente dans d'autres secteurs d'activités, la Réserve fédérale a limité à cinq ans la détention d'une entreprise étrangère, sauf dérogation spéciale.

Dans les milieux bancaires américains, les réactions sont très diverses. M. Alden Clausen, le président de la Bank of America, en visite au Brésil, indiquait mardi que sa banque, au deuxième rang parmi les créanciers du Brésil, était intéressée par le projet gouvernemental de conversion de la dette extérieure brésilienne en capital. En tout état de cause, les banques américaines — suivies en cela par celles d'autres pays — commencent à faire ressortir dans leurs comptes les conséquences de ces prêts « non performants » : les vingt-cinq principales banques américaines ont enregistré au deuxième trimestre de cette année des pertes cumulées d'un montant de 10,7 milliards de dollars.

Les banquiers acceptent ainsi de reconnaître — et d'en prendre acte dans leur bilan — qu'une partie de l'énorme dette des pays en voie de développement ne sera jamais remboursée.

ERK IZRAELWICZ

## AFFAIRES

Kis gagne un procès  
aux Etats-Unis

Le groupe grenoblois Kis, qui a bâti son succès sur le « minilab » (développement rapide de photographies), vient de marquer un point dans le conflit qui l'opposait depuis deux ans aux Etats-Unis à des utilisateurs mécontents : le juge californien John Cooper, du tribunal d'Alameda, a déclaré recevable la plainte groupée déposée en mars 1985 par des clients américains insatisfaits des performances du minilab. Ceux-ci mettaient en cause à la fois la qualité des développements réalisés de l'appareil et le montant des bénéfices que l'on pouvait en tirer. Les plaignants, qui représentaient initialement un millier de clients et un dommage estimé à 750 millions de dollars, avaient dû ramener leurs prétentions à 60 millions.

La firme française soutenait, de son côté, que les problèmes rencontrés étaient « isolés » et qu'ils pouvaient être « réglés individuellement ». Tout en rappelant qu'elle proposait lors de la vente des stages de formation pour tirer le meilleur parti des matériels, elle renouvelait sa proposition de remplacer les clients de l'appareil et le montant des bénéfices que l'on pouvait en tirer. Les plaignants, qui représentaient initialement un millier de clients et un dommage estimé à 750 millions de dollars, avaient dû ramener leurs prétentions à 60 millions.

Les responsables de la filiale américaine de Kis se félicitaient, le mercredi 12 août, de la décision du juge californien, la qualifiant d'« importante victoire ». Reste que ce procès, ainsi que diverses enquêtes menées sur la côte est des Etats-Unis ou au Canada, ont porté un coup sévère à l'image de l'entreprise outre-atlantique où la firme a dû limiter ses effectifs à deux cents personnes en 1986.

● Déception des éleveurs de porcs bretons. — Inquiets de la chute des cours du porc, au plus bas depuis 1981 (Le Monde du 13 août), les représentants de la Fédération nationale porcine (FNP) et de la Fédération départementale des syndicats d'éleveurs agricoles (FDSEA) du Finistère ont été reçus au ministère de l'Agriculture le mercredi 12 août. Ils demandaient l'attribution d'une prime à l'incorporation des céréales dans l'alimentation animale et une exonération de la taxe de co-responsabilité sur les céréales. Le leur a été répondu que M. François Guillaume défendait cette prime à Bruxelles les 21 et 22 septembre. Les éleveurs de porcs se sont déclarés « déçus » par cette « vague promesse » et ont ajouté : « Nous verrons de quelle façon agir dans les jours et les semaines qui viennent », laissant ainsi entendre que des manifestations seraient organisées.

PATRICE DE BEER.

## ÉTRANGER

## Division des terres contre collectivisation

La réforme agraire en Chine  
entretient un profond conflit politiquePÉKIN  
de notre correspondant

Doudian, village de la grande banlieue de Pékin, pratique toujours, huit ans après le début de la réforme agraire, l'agriculture collective.

Doudian fait partie de ces 10 % du villages qui n'ont pas suivi les directives de M. Deng Xiaoping concernant la division des terres par familles après l'expérience désastreuse des communes populaires. Mais Doudian se porte bien. Modèles ou laboratoires, ces villages redevenaient d'actualité. Le jour de notre visite, plusieurs autocars de touristes studieux, dont des fonctionnaires venus de la capitale, faisaient le tour de l'agglomération.

Aller à contre-courant après 1978 ne fut pas facile, reconnaît M. Zhao Fengxiu, vice-président de la société agro-pastorale, industrielle et commerciale chargée de la gestion économique des 346 hectares de terres de Doudian. Les pressions ont été fortes car, en Chine, on n'aime pas ceux qui ne font pas comme les autres. Mais, assure-t-il, paysans et cadres ont tenu bon : « Village réputé pour sa pauvreté », Doudian avait bénéficié d'investissements considérables de l'Etat, permettant la mécanisation et le développement d'une agriculture scientifique.

Aujourd'hui, le revenu moyen par habitant, de 990 yuans (un yuan = 160 franc français), est bien plus élevé que celui du paysan moyen, et plus de 60 % de la population se sont

reconvertis dans l'industrie et les services. Le revenu global du village et le niveau de vie par habitant ont été multipliés par douze, la productivité céréalière a doublé.

Doudian se caractérise donc par sa gestion centralisée, des équipes de paysans salariés mais intéressées aux résultats — travaillant la terre collectivement — et « par de bons cadres ». La population a investi ses économies et touche des intérêts qui arrondissent ses fins de mois. La société locale est responsable des semences, de la commercialisation de la station de tracteurs. Le taux de mécanisation est de 12,5 CV par hectare (1,76 CV aux Etats-Unis) ce qui indique un faible taux d'utilisation du matériel. On voit des champs de 8 hectares d'un seul tenant, fait exceptionnel en Chine en dehors des trois mille fermes d'Etat.

Les filles  
du village

« Les filles des villages voisins cherchent à se marier avec des gars de Doudian, les filles de Doudian ne veulent pas chercher époux ailleurs », dit M. Zhao. Beaucoup de familles, qui combinent revenu agricole et revenu industriel, ont des maisons neuves, parfois à étages. Certaines sont même prêtes à payer l'amende de 10 000 yuans pour avoir un deuxième enfant.

M. Zhao est convaincu que l'exemple de Doudian, « qui n'a plus rien à voir avec le communisme populaire », représente l'avenir. Par

la persuasion, par la spécialisation, graduellement, les paysans regroupent leurs terres. Mais il ne faut pas les forcer. « Point de partage M. Li Jinghua, porte-parole du ministère de l'Agriculture. « Sur les trois cent soixante-dix millions de travailleurs de la terre, deux cents sont en surnombre. Il faut graduellement les transférer dans d'autres secteurs. [...] On ne peut plus se contenter de diviser un hectare entre dix familles. Il sera impossible de maintenir le système actuel. Il faut augmenter l'envolée des exploitations familiales autour de services sociaux ».

La division familiale des terres en minuscules lopins sous contrainte — la propriété de la terre restant à l'Etat — ne semble être qu'une étape intermédiaire, obligatoire et fructueuse puisqu'elle a permis à l'agriculture chinoise de décoller ces dernières années. Mais l'objectif — économique et idéologique — demeure une agriculture mécanisée et de vaste dimension, ce qui est logique dans un régime communiste, fût-il pragmatique.

Il existe toujours, cependant, des opposants à la politique de réforme agricole, reconnaît M. Li. « De nombreux paysans — ceux-ci n'en sont pas moins actifs. Le Quotidien des paysans citait, en mai, les propos de ruraux assurant : « Nous ne craignons pas l'inondation ou la sécheresse, nous avons seulement peur que la politique du parti change ». Certains craignent, en effet, toujours de collectivisation. Quelques jours plus tôt, le directeur de la commission d'Etat pour la restructuration économique, M. Song Tingming, un proche de M. Zhao Ziyang, avait mis en garde ceux qui veulent étendre la campagne présente contre le « libéralisme bourgeois » à l'économie sous prétexte que la réforme serait la cause de la « pollution spirituelle ».

M. Song craint à juste titre que ces conservateurs ne démontrent d'un coup de baguette idéologique le long effort de développement économique entrepris par l'équipe réformatrice de M. Deng.

A un moment où des idéologues relèvent la tête, le fait que certains s'en prennent à l'existence même des réformes — fondement de la politique actuelle — indique le profond déclin du conflit politique. Le fait, également, que des expériences comme celle de Doudian — exceptionnelles de par le soutien officiel reçu — soient montées en épingle pourrait également indiquer que certains conservateurs souhaitent utiliser ce succès pour révenir sur une division des terres jugées « capitaliste ».

Ce débat passe bien au-dessus de la tête des habitants de Doudian : ce qui les intéresse le plus, c'est l'amélioration de leur niveau de vie. Pour eux, M. Deng Xiaoping a égalé la réforme, égale meilleure vie. Et cela leur suffit.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE DES  
ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Société anonyme créée par la loi du 4 janvier 1973  
Capital social : 407 millions de francs  
Siège social : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL  
DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 30 JUIN 1987  
(Primes émises en millions de francs)

	1986	1987	Variation, %
AGF VIE	5 291	6 057	+ 14,5
AGF IART	5 060	5 614	+ 10,9
	10 351 (1)	11 671	+ 12,8

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont filiales de la Société centrale des AGF, qui a notamment pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des sociétés constituant le Groupe des AGF.

— 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.  
— LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

(1) Après exclusion des opérations de Belgique et Luxembourg qui ont été filiales au 1<sup>er</sup> janvier 1987

## Marchés financiers

## PARIS, 12 août ↑

## Plus résistante

Le retour du soleil sur la capitale aurait-il un peu rasséréné la Bourse de Paris ? Possible. En tout cas, la tendance a été un peu plus résistante mercredi rue Vivienne. Des valeurs, et non des moindres, ont progressé comme Peugeot, Bouygues, Saint-Gobain. D'une façon plus générale, la BTP s'est raffermie, de même que les grands magasins. Bref à la clôture, l'indice de tendance se situait non loin de son point d'équilibre (- 0,06 %).

Il n'y a, bien sûr, pas de quoi se réjouir. La situation n'a pas fondamentalement changé.

La tension reste vive dans le golfe Arabo-Persique, sur le front monétaire aussi avec le fermement des taux et du dollar. Et maintenant, à la Bourse, des bruits circulent faisant état d'un mauvais indice des prix pour juillet.

Pour l'instant, la communauté ne semble pas s'en ébranler particulièrement. L'annonce des ventes records d'automobiles le mois dernier fait plutôt bonne impression.

Mais ici comme à Milan, les liquidités font cruellement défaut. Pour les professionnels, il n'y a pas le moindre doute : c'est Wall Street qui attire tous les capitaux disponibles (voir ci-contre). C'est bien possible. En tout, les spécialistes se montrent et les opérateurs sont réduits à expédier les affaires courantes.

Le marché obligataire, surtout le MATIF, a eu un peu meilleure mine. Mercredi, ce sont, par ailleurs, des ventes britanniques qui auraient précipité le déclin en dessous de 100.

Des interventions discrètes se seraient produites en fin d'après-midi et encore ce matin.

Les spécialistes signalent quelques achats mais n'excluent pas une nouvelle baisse jusqu'à 94 avant un rebondissement.

## NEW-YORK, 12 août ↓

## Consolidation

Après cinq nouvelles séances de hausse menées à un train d'enfer, Wall Street a éprouvé le besoin, mercredi, de souffler un peu. Certes, en séance, et pour la première fois de l'histoire, l'indice Dow Jones avait franchi la barre des 2 700 points (2 700,73). Mais il a refusé ensuite sur des ventes bénéficiaires, et à la clôture il s'est stabilisé à 2 669,32 (- 11,16 points). Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 002 valeurs traitées, 924 ont baissé, 666 ont encore monté et 412 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché digère dans les meilleures conditions son dernier repas de hausse. Personnellement, nous aurons pu constater une telle résistance. Beaucoup s'attendaient même au pire, puisque, dès l'ouverture, le Dow avait chuté de 12 points.

Mais immédiatement de très gros ordres d'achats sont arrivés, émanant tant de l'étranger que des grandes institutions américaines.

Bref, aucun signe de faiblesse ne se manifeste vraiment et des investisseurs n'hésitent pas à prédire que la Bourse est en route pour le cap 3 000.

Une forte activité a continué de régner, et 23,75 millions de titres ont été échangés, contre 27,13 millions la veille.

VALEURS	Cours du 11 août	Cours du 12 août
Alcoa	84 1/2	81 3/4
Amstar	35 3/8	34 3/4
A.T.T.	51 5/8	52
Chrysler	44 1/4	44 3/4
Du Pont de Nemours	127 3/4	128 1/2
Eastman Kodak	100 3/8	98 3/4
Exxon	100 1/4	98 1/8
Ford	106 5/8	106 1/8
General Electric	84 1/4	83 1/2
General Motors	88 3/4	89 7/8
Goodyear	78 1/2	74 5/8
IBM	168	170 1/4
J.P. Morgan	54 5/8	55 1/8
McKee	52	52 5/8
Placer	75 1/4	74 5/8
Schlumberger	48 3/8	48 3/4
Tesoro	45 1/4	44 3/4
Union Carbide	28 7/8	28 1/2
U.S. Steel	88 3/4	89 1/8
Westinghouse	71 3/8	70 3/4
Xerox Corp.	78 3/8	78 3/8

## CHANGES

## Dollar : 6,31 F ↓

Le dollar a reculé, le 13 août, sur toutes les places, pour revenir à 6,3120 F (contre 6,340 F) et à 1,8905 DM (contre 1,8986 DM). Mais le fait marquant a été la raffermissement rapide du dollar sur le marché contre toutes les monnaies du SME. Dans des marchés nerveux, l'on repartie de rajustement.

	11 août	12 août
FRANCFORT	12 août	13 août
Dollar (en DM)	1,896	1,895
TOKYO	12 août	13 août
Dollar (en yen)	151,40	151,35
MARCHÉ MONÉTAIRE		
(effets privés)		
Paris (13 août)	7,71/16	
New-York (12 août)	63/8	

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	11 août	12 août
Valeurs françaises	101	
Valeurs étrangères	137,30	
C' des agents de change		
(base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	406,1	404,3

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)

	11 août	12 août
Industrielles	2 680,48	2 669,32

## LONDRES

(indice Financial Times)

	11 août	12 août
Industrielles	1 772,69	1 775,20
Mines d'or	444,40	
Fonds d'Etat	86,25	

## TOKYO

(indice Nikkei)

	12 août	13 août
Nikkei Dow Jones	25 580,23	25 575,74
Indice général	2116	2115,89

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 12 août

Nombre de contrats : 56 608

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	100,15	100,05	99,90	99,50
Précédent	99,90	99,80	99,65	99,50

## LA VIE DE LA COTE

SUEZ RÉDUIT SA PARTICIPATION DANS SAGA. — La Compagnie financière de Suez a informé la Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait réduit de 45 % à 35 % sa participation dans la société de négoce et de commerce international Saga.

Suez signale que sa filiale Auxilière a participé à la récente augmentation de capital de Saga, dont elle ne détient plus que 8,9 %. En conséquence, la participation directe et indirecte de Suez dans Saga est revenue à 35,07 %.

AMRO : 20 % DE HAUSSE DES BÉNÉFICES. — La banque néerlandaise Amro Bank a réalisé, durant le premier semestre de cette année, un bénéfice net de 218,3 millions de florins, soit une augmentation de 20,4 % par rapport à la période correspondante de 1986. Le bénéfice net par action a augmenté de 15,5 % pour s'établir à 4,48 florins, tandis que le dividende intermédiaire a été augmenté de 0,20 florin à 2 florins par action ordinaire.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ ou dép.	+ base	+ ou dép.	+ base	+ ou dép.
SE-UL	6.3138	6.3190	+ 45	+ 60	+ 85	+ 110	+ 320
S. Am.	4.7377	4.7428	- 69	- 44	- 124	- 88	- 332
Yen (100)	1.4164	1.4174	+ 140	+ 156	+ 261	+ 224	+ 931
DM	3.3267	3.3295	+ 95	+ 111	+ 283	+ 225	+ 885
Florin	2.3018	2.3041	+ 56	+ 66	+ 118	+ 134	+ 636
F.R. (100)	16.8575	16.8777	+ 135	+ 214	+ 278	+ 393	+ 1069
F.S.	4.0159	4.0197	+ 0134	+ 0151	+ 270	+ 297	+ 825
L. (1 000)	4.5980	4.6019	- 281	- 165	- 370	- 319	- 710
S. Am.	5.9682	5.9777	- 194	- 158	- 403	- 339	- 916

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/8	7 3/8
SE-UL	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/8	7 3/8
DM	3 5/8	3 7/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	4 1/4	4 3/8
Florin	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	5 3/8	5 1/2
F.R. (100)	6 1/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 1/2	6 1/2
F.S.	1 1/2	2	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 3/4	3 3/4
L. (1 000)	10 3/4	11 3/4	12 1/8	12 7/8	12 7/8	12 7/8	11 3/4	12 1/8
S. Am.	9 1/8	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/8	9 3/8	10 1/8	10 1/4
S. Am.	7	7 1/4	7 5/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	8 1/8	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

## COURSE DE PARIS

	11 août	12 août
Alcoa	84 1/2	81 3/4
Amstar	35 3/8	34 3/4
A.T.T.	51 5/8	
Armco	41 1/2	41 1/2
Aviation	37 1/2	37 1/2
Bell	40 1/2	40 1/2
Boeing	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2	40 1/2
Boji	40 1/2</	



# Marchés financiers

PARIS, 14 août 1987  
NEW-YORK, 14 août 1987  
Plus résistent

## Marchés financiers

Le Monde • Vendredi 14 août 1987 23

### BOURSE DE PARIS

Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1210	A.S. 1978	1032	1040	1050	+ 0,82
1211	A.S. 1979	1032	1040	1050	+ 0,82
1212	A.S. 1980	1032	1040	1050	+ 0,82
1213	A.S. 1981	1032	1040	1050	+ 0,82
1214	A.S. 1982	1032	1040	1050	+ 0,82
1215	A.S. 1983	1032	1040	1050	+ 0,82
1216	A.S. 1984	1032	1040	1050	+ 0,82
1217	A.S. 1985	1032	1040	1050	+ 0,82
1218	A.S. 1986	1032	1040	1050	+ 0,82
1219	A.S. 1987	1032	1040	1050	+ 0,82

### Règlement mensuel

Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1220	A.S. 1978	1032	1040	1050	+ 0,82
1221	A.S. 1979	1032	1040	1050	+ 0,82
1222	A.S. 1980	1032	1040	1050	+ 0,82
1223	A.S. 1981	1032	1040	1050	+ 0,82
1224	A.S. 1982	1032	1040	1050	+ 0,82
1225	A.S. 1983	1032	1040	1050	+ 0,82
1226	A.S. 1984	1032	1040	1050	+ 0,82
1227	A.S. 1985	1032	1040	1050	+ 0,82
1228	A.S. 1986	1032	1040	1050	+ 0,82
1229	A.S. 1987	1032	1040	1050	+ 0,82

### 12 AOUT

Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1230	A.S. 1978	1032	1040	1050	+ 0,82
1231	A.S. 1979	1032	1040	1050	+ 0,82
1232	A.S. 1980	1032	1040	1050	+ 0,82
1233	A.S. 1981	1032	1040	1050	+ 0,82
1234	A.S. 1982	1032	1040	1050	+ 0,82
1235	A.S. 1983	1032	1040	1050	+ 0,82
1236	A.S. 1984	1032	1040	1050	+ 0,82
1237	A.S. 1985	1032	1040	1050	+ 0,82
1238	A.S. 1986	1032	1040	1050	+ 0,82
1239	A.S. 1987	1032	1040	1050	+ 0,82

### Comptant (sélection)

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1240	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1241	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1242	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1243	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1244	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1245	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1246	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1247	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1248	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1249	A.S. 1987	1032	+ 0,82

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1250	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1251	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1252	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1253	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1254	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1255	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1256	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1257	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1258	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1259	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1260	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1261	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1262	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1263	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1264	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1265	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1266	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1267	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1268	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1269	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### SICAV (sélection)

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1270	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1271	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1272	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1273	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1274	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1275	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1276	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1277	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1278	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1279	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### Hors-cote

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1280	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1281	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1282	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1283	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1284	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1285	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1286	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1287	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1288	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1289	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS 12/8	COURS DES BILLET	ACHAT	VENTE
1290	A.S. 1978	1032	+ 0,82		
1291	A.S. 1979	1032	+ 0,82		
1292	A.S. 1980	1032	+ 0,82		
1293	A.S. 1981	1032	+ 0,82		
1294	A.S. 1982	1032	+ 0,82		
1295	A.S. 1983	1032	+ 0,82		
1296	A.S. 1984	1032	+ 0,82		
1297	A.S. 1985	1032	+ 0,82		
1298	A.S. 1986	1032	+ 0,82		
1299	A.S. 1987	1032	+ 0,82		

### Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS 12/8	COURS DES BILLET	ACHAT	VENTE
1300	A.S. 1978	1032	+ 0,82		
1301	A.S. 1979	1032	+ 0,82		
1302	A.S. 1980	1032	+ 0,82		
1303	A.S. 1981	1032	+ 0,82		
1304	A.S. 1982	1032	+ 0,82		
1305	A.S. 1983	1032	+ 0,82		
1306	A.S. 1984	1032	+ 0,82		
1307	A.S. 1985	1032	+ 0,82		
1308	A.S. 1986	1032	+ 0,82		
1309	A.S. 1987	1032	+ 0,82		

### CHANGES

1310	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1311	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1312	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1313	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1314	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1315	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1316	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1317	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1318	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1319	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### INDICES BOURSIERS

1320	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1321	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1322	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1323	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1324	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1325	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1326	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1327	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1328	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1329	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### LA VIE DE LA COTE

1330	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1331	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1332	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1333	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1334	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1335	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1336	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1337	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1338	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1339	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### ARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

1340	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1341	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1342	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1343	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1344	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1345	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1346	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1347	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1348	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1349	A.S. 1987	1032	+ 0,82

### TAUX DES EUROMONNAIES

1350	A.S. 1978	1032	+ 0,82
1351	A.S. 1979	1032	+ 0,82
1352	A.S. 1980	1032	+ 0,82
1353	A.S. 1981	1032	+ 0,82
1354	A.S. 1982	1032	+ 0,82
1355	A.S. 1983	1032	+ 0,82
1356	A.S. 1984	1032	+ 0,82
1357	A.S. 1985	1032	+ 0,82
1358	A.S. 1986	1032	+ 0,82
1359	A.S. 1987	1032	+ 0,82



